



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/43/368  
19 mai 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session  
Point 67 h) de la liste préliminaire\*

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES PAR  
L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

Etude des conséquences économiques et sociales de la course  
aux armements et des dépenses militaires

Rapport du Secrétaire général

1. Par ses résolutions 40/150 et 41/86 I, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de mettre à jour, avec l'assistance d'un groupe d'experts consultants qualifiés nommés par lui, le rapport intitulé Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires 1/, en tenant compte des faits nouveaux importants qui se sont produits depuis l'établissement de ce rapport. L'Assemblée générale a ensuite prié le Secrétaire général de lui présenter l'étude à sa quarante-troisième session.

2. Conformément à ces résolutions, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-joint à l'Assemblée l'étude relative aux conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires.

\* A/43/50.

1/ A/37/386 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.IX.2).

ANNEXE

Etude des conséquences économiques et sociales de la course  
aux armements et des dépenses militaires

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
AVANT-PROPOS DU SECRETAIRE GENERAL .....		4
LETTRE D'ENVOI .....		6
INTRODUCTION .....	1 - 8	9
<u>Chapitres</u>		
I. DYNAMIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS .....	9 - 59	14
A. Nature de la course aux armements .....	9 - 13	14
B. Dépenses militaires .....	14 - 21	15
C. Armes nucléaires .....	22 - 27	21
D. Militarisation de l'espace .....	28 - 30	23
E. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) .....	31 - 32	24
F. Armes classiques .....	33 - 36	25
G. Recherche-développement militaire .....	37 - 42	26
H. L'industrie des armements .....	43 - 50	28
I. Transferts d'armes .....	51 - 55	31
II. LES RESSOURCES ET LA COURSE AUX ARMEMENTS .....	60 - 83	36
A. Ressources naturelles .....	61 - 68	36
B. Ressources humaines .....	69 - 74	40
C. Technologie .....	75 - 79	43
III. DEPENSES MILITAIRES ET DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE .....	84 - 146	48
A. Généralités .....	84 - 89	48
B. Incidences sur le développement économique .....	90 - 95	51

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
C. Incidences sur les ressources humaines .....	96 - 100	53
D. Incidences sur le progrès technique .....	101 - 105	55
E. Incidences sur l'inflation .....	106 - 109	57
F. Incidences sur les flux financiers et l'endettement .....	110 - 119	58
G. Incidences sur les conditions socio-culturelles	120 - 129	61
H. Incidences de la reconversion du potentiel militaire .....	130 - 137	65
IV. CONSEQUENCES INTERNATIONALES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS .....	147 - 170	71
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	171 - 188	79

/...

AVANT-PROPOS DU SECRETAIRE GENERAL

Le présent rapport est le quatrième d'une série de rapports établis par l'Organisation des Nations Unies sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements, conformément aux mandats confiés par l'Assemblée générale. Il a été établi en application des résolutions 40/150 du 16 décembre 1986 et 41/86 I du 4 décembre 1986 de l'Assemblée générale, par le Groupe d'experts consultants nommé à cette fin par le Secrétaire général et constitue une mise à jour du rapport précédent intitulé Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, achevé en 1982.

L'Organisation des Nations Unies considère depuis longtemps la menace d'une guerre nucléaire et le risque de destruction de la civilisation qu'elle comporte comme le plus grand péril auquel le monde doit faire face. En outre, les tragédies et les souffrances répétées causées par des conflits mettant aux prises des forces équipées d'armes classiques et alimentés par la prolifération et le perfectionnement croissants de ces armes, sont devenus la source de vives préoccupations, surtout depuis quelques années. Depuis 1982, l'utilisation dans ces conflits d'armes chimiques - définies en 1948 comme des armes de destruction massive - a été confirmée dans des rapports de l'Organisation des Nations Unies. Encore ne s'agit-il là que de quelques-uns des effets évidents directement provoqués ou aggravés par une course aux armements dynamique, multidimensionnelle et marquée par la surenchère.

Comme le montre clairement le rapport du Groupe, la course aux armements s'accompagne aussi, même en l'absence de conflits, de nombreux phénomènes économiques et sociaux, notamment des dépenses militaires d'une lourdeur excessive, une production militaire disproportionnée par rapport à la production civile, l'augmentation du nombre de pays dotés d'une industrie de l'armement, de lourdes ponctions dans les ressources technologiques au profit de la recherche-développement militaire, des transferts d'armements entre alliances et vers des pays non producteurs, et une surmilitarisation générale. Bien que partiellement freinés par l'accroissement de l'endettement international, ces phénomènes n'en persistent pas moins.

Le Groupe fait observer toutefois que depuis quelques années ces perspectives décourageantes sont devenues moins sombres. Ainsi, des analyses approfondies faites par des spécialistes ont donné lieu à des théories originales et novatrices sur les moyens d'inverser la tendance au renforcement des arsenaux. La reconversion de l'industrie à la production civile est un des sujets qui méritent d'être davantage étudiés. Partout dans le monde, l'opinion publique s'inquiète de plus en plus de constater que l'instauration d'un monde plus sûr, plus pacifique et plus équitable, qui servirait de cadre à un processus de désarmement véritable, est un objectif dont la réalisation paraît encore bien imprécise et exigerait l'adoption de propositions pragmatiques. Il est en revanche très encourageant de constater que, depuis le milieu des années 80, les relations entre les deux grandes puissances se sont sensiblement améliorées et que leurs négociations dans le domaine de la limitation des armements et dans d'autres domaines ont atteint un stade nouveau. Enfin, une prise de conscience plus vive des conséquences de l'interdépendance mondiale et de la fragilité de l'environnement a eu comme corollaire une information plus franche et des débats plus ouverts sur les questions d'intérêt régional et général.

/...

Le Secrétaire général rend hommage aux membres du Groupe d'experts consultants pour le dévouement avec lequel ils se sont acquittés de leur tâche et les efforts qu'ils ont déployés en vue de parvenir à un accord unanime sur les questions en jeu. Il faut noter qu'en raison de la complexité du sujet examiné, les observations et conclusions figurant dans le présent rapport sont celles du Groupe d'experts, et que le Secrétaire général n'est pas en mesure d'émettre un jugement sur tous les aspects de son travail.

LETTRE D'ENVOI

Le 22 avril 1988

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Groupe d'experts consultants chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, que vous avez constitué conformément aux dispositions des résolutions 40/150 du 16 décembre 1985 et 41/86 I du 4 décembre 1986 de l'Assemblée générale.

Les experts consultants nommés en application desdites résolutions étaient les suivants :

M. Lazhar BOU OUNI  
Professeur  
Université de droit et de sciences politiques  
Tunis (Tunisie)

M. Ján CHANDOGA (troisième session)  
Chef de la Division du désarmement  
Ministère fédéral des affaires étrangères  
Prague (République socialiste tchécoslovaque)

M. Hendrik DE HAAN  
Professeur  
Université de Groningen  
Groningen (Pays-Bas)

M. Dragomir DJOKIC  
Représentant permanent adjoint de la Yougoslavie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
New York

M. Constantin ENE  
Directeur du Département des relations économiques extérieures,  
des traités et des organisations internationales  
Ministère des affaires étrangères  
Bucarest (Roumanie)

Son Excellence  
M. Javier Pérez de Cuéllar  
Secrétaire général de l'Organisation  
des Nations Unies

/...

M. Juan E. FISCHER  
Ambassadeur  
Représentant permanent suppléant de l'Uruguay  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
New York

M. Ladislav MATEJKA (Première et deuxième sessions)  
Ministre Conseiller  
Mission permanente de la République socialiste tchécoslovaque  
auprès des organisations internationales  
Vienne

M. Adrianus MOOY (Première session)  
Adjoint, Division financière et monétaire  
Agence nationale de planification du développement  
Djakarta (Indonésie)

M. Semen N. NADEL  
Chef de section  
Institut de l'économie mondiale et des relations internationales  
Moscou (URSS)

M. Waliur RAHMAN  
Ambassadeur du Bangladesh en Italie  
et Représentant permanent du Bangladesh auprès  
des organismes des Nations Unies à Rome

M. Christian SCHMIDT  
Professeur  
Université de Paris  
(France)

Mme Amada SEGARRA  
Professeur invitée  
Institut de diplomatie et de relations internationales, Guayaquil,  
et membre du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement  
(Equateur)

M. Darold W. SILKWOOD  
Chef, Defense Programme Analysis Division  
Bureau of Nuclear Weapons and Control  
Arms Control and Disarmament Agency  
Washington, D. C. (Etats-Unis d'Amérique)

Mme Margaret VOGT (Première session)  
Directrice des études, Command and Staff College  
Jaji-Kaduna (Nigéria)

/...

Le rapport a été établi entre mars 1987 et avril 1988. Au cours de cette période, le Groupe a tenu trois sessions, la première du 16 au 20 mars 1987, la deuxième du 30 novembre au 11 décembre 1987 et la troisième du 11 au 21 avril 1988. La première et la troisième sessions ont eu lieu à New York et la deuxième a eu lieu à Genève.

Les membres du Groupe des experts consultants tiennent à exprimer leur gratitude pour l'aide qu'ils ont reçue des membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que d'instituts de recherche et d'universités. Ils souhaitent remercier en particulier M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. William Lawler, qui a assuré les fonctions de secrétaire du Groupe, et M. Raimo Väyrynen de l'Université d'Helsinki, qui a fait office de consultant auprès du Secrétariat.

Le Groupe des experts consultants m'a prié, en ma qualité de président, de vous présenter en son nom le présent rapport, qui a été approuvé à l'unanimité.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Groupe des experts consultants  
chargé d'étudier les conséquences économiques  
et sociales de la course aux armements et des  
dépenses militaires,

(Signé) Constantin ENE

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport sur l'étude des conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires est le quatrième de ce type effectué par le Secrétaire général depuis 1971 1/, avec l'assistance d'experts nommés par lui. Les rapports concernant la deuxième et la troisième études ont été soumis à l'Assemblée générale respectivement en 1977 2/ et en 1982 3/. Un bref examen des caractéristiques et des effets de la course aux armements révélés dans ces rapports servira de toile de fond à la présente analyse et montrera à la fois la continuité et la transformation du phénomène de la course aux armements au cours des 10 dernières années.

2. Dans l'introduction du rapport de 1977, il est réaffirmé que la menace qui pèse le plus lourdement sur l'humanité est celle de l'autodestruction provoquée par les armes nucléaires. Selon l'une des principales conclusions du rapport, la course aux armements est de plus en plus un phénomène d'envergure mondiale; son intensité varie sensiblement d'une région à une autre, mais peu de pays et aucune grande région n'y échappent. On peut résumer succinctement de la manière suivante certaines autres affirmations indiquées clairement dans ce rapport :

a) La rivalité qui oppose sur le plan des armements les principales puissances militaires est de loin la manifestation la plus importante, la plus dangereuse et la plus coûteuse de la course mondiale aux armements et lui communique l'essentiel de son impulsion. Tous les progrès marquants intervenus dans le domaine des armements sont issus de cette rivalité et se propagent par la suite dans le reste du monde, une rivalité qui est plus intense que la taille des arsenaux ne semblerait l'indiquer, parce qu'elle est essentiellement d'ordre qualitatif;

b) L'accélération qualitative de la course aux armements engendre l'insécurité et a des effets négatifs sur les possibilités de désarmement, car le facteur décisif est la recherche des moyens de contrer les armes les plus perfectionnées et les systèmes de défense correspondants, ce qui entraîne un taux rapide d'obsolescence des technologies militaires. Des critères appropriés de progrès en matière de développement doivent donc inclure l'adoption de mesures visant à limiter la course qualitative aux armements;

c) L'explosion démographique, les crises alimentaires, les dévastations dues aux catastrophes naturelles et la guerre ont exacerbé les problèmes que posent l'élimination de la pauvreté, l'amélioration du bien-être des populations et la promotion de l'industrialisation et de la croissance, et qui ont atteint un stade critique dans de nombreuses régions du monde; les exigences dans ces domaines sont en concurrence avec les exigences militaires. Les immenses avantages qui pourraient résulter de réductions même insignifiantes des dépenses militaires et de la réaffectation des ressources ainsi libérées sont évidents;

d) La course aux armements exerce une influence profonde et directe sur la politique, l'économie et la société. Dans certains cas, les pressions ou les ingérences extérieures imposent aux choix politiques d'étroites limites qui risquent d'aller à l'encontre des aspirations nationales. Dans d'autres cas, les

/...

forces armées en viennent à jouer dans la politique intérieure et dans les activités civiles un rôle décisif. A cet égard, la course aux armements compromet le processus démocratique;

e) La caractéristique la plus importante de la course aux armements est qu'elle sape la sécurité internationale en entraînant le risque constant d'une guerre entre les grandes puissances, y compris celui d'une guerre nucléaire, ainsi qu'une série interminable de conflits de moindre envergure, ce qui empêche l'instauration d'un climat propre à amoindrir le rôle de la force dans les relations internationales.

3. De nombreuses conclusions figurant dans le rapport de 1977 n'avaient rien perdu de leur validité au cours de la période couverte par le rapport de 1982, mais les contextes socio-économique et politico-stratégique étaient pourtant très différents. Dans le rapport le plus récent, on réaffirme une fois encore que la menace qui pèse le plus lourdement sur l'humanité est celle de l'autodestruction provoquée par une guerre nucléaire et que l'accroissement des arsenaux n'est pas une garantie effective de sécurité. Le rapport relève également les faits suivants :

a) Les données relatives aux dépenses militaires mondiales indiquent qu'une augmentation plus rapide est intervenue entre 1978 et 1981 qu'au cours de la période correspondante précédant le rapport de 1977;

b) Le climat politique international en est venu à refléter une situation d'une exceptionnelle gravité. La décennie des années 80 a débuté sur un échec sérieux des efforts de détente déployés durant les années 70;

c) Les foyers de crise dans différentes régions du monde ont été attisés par des tensions croissantes entre les principaux pays engagés dans la course aux armements et par l'entretien d'un climat d'affrontement, avec la poursuite des conflits visant à délimiter, capturer et contrôler des zones d'influence;

d) Le début des années 80 a hérité d'une situation où les négociations sur le désarmement se trouvent dans une impasse;

e) Le développement économique mondial dans les années 80 demeure étroitement lié à la réalisation de progrès dans le domaine du désarmement;

f) La distinction qui séparait les armes tactiques des armes stratégiques et les arsenaux classiques des arsenaux nucléaires des principales puissances militaires s'est encore estompée devant les perfectionnements réalisés à l'avant-garde de la technologie militaire;

g) Il est encourageant cependant de constater que le public a pris plus clairement conscience des dangers d'une guerre, d'un conflit nucléaire notamment, et qu'il réagit face à l'application croissante de la science et de la technique au service du secteur militaire, dont les incidences, dans une large mesure, dépassent sa compréhension et échappent à son influence, surtout lorsque les informations ne lui sont pas communiquées.

/...

4. Le présent rapport révèle que les effets négatifs de la course aux armements se sont poursuivis, mais que les changements ont été plus importants que ceux qui s'étaient produits entre les périodes examinées dans les deux rapports précédents. Il constate que vers le milieu des années 80, la course aux armements entre les grandes puissances militaires, en particulier dans le domaine nucléaire, s'est poursuivie dans le cadre de la modernisation des armes et des arsenaux, bien qu'au cours des trois dernières années, le dialogue ait repris entre ces puissances et que l'atmosphère internationale se soit éclaircie. La technologie militaire continue à progresser à un rythme plus rapide que le processus des négociations sur le désarmement et les considérations d'ordre politico-stratégique continuent à entraver l'amélioration de la situation économique mondiale. Le développement socio-économique reste en concurrence avec les exigences du secteur militaire en matière de ressources humaines et matérielles. On dispose toutefois maintenant d'éléments plus précis qui permettent de comprendre d'une manière de plus en plus nuancée les conditions nécessaires à la paix, à la sécurité et au désarmement. On a vu apparaître certaines attitudes axées sur l'avenir et le sentiment qu'il était possible de modifier progressivement les comportements traditionnels des Etats et des peuples; l'on a parlé de progrès social, d'amélioration des conditions sociales et de mise en place de mécanismes de sécurité plus rationnels à un niveau plus bas d'armement. On retrouve ces nouvelles attitudes dans un large éventail d'études, de résolutions de l'Assemblée générale et autres propositions récentes qui encouragent ou effectuent une analyse précise des incidences politiques, économiques, sociales, écologiques et autres, à court et à long terme, de la fabrication et de l'acquisition d'armements, de la technologie militaire et des conflits armés, nucléaires ou classiques.

5. Le présent rapport s'inspire abondamment des analyses pertinentes et des indications empiriques de l'évolution esquissée ci-après :

a) Les dépenses militaires mondiales ont continué à augmenter, mais en raison surtout de la détérioration de la situation économique et de l'endettement accru en résultant, qui ont entraîné de nombreuses contraintes affectant particulièrement les pays en développement, qui sont le moins en mesure d'y faire face, elles se répartissent différemment. En fait, cette augmentation touche presque entièrement les pays industrialisés ou certaines régions théâtre de tensions et de conflits armés;

b) Les conflits qui se poursuivent dans plusieurs parties du monde - avec ou sans participation extérieure - sont devenus plus intenses et plus tragiques, bien qu'on ait continué à s'efforcer de les régler. Livrés avec des armes de plus en plus destructives, ils se sont envenimés et leur prix en matériel et vies humaines est devenu plus lourd. Dans certains cas, le danger d'intensification et d'élargissement du conflit est toujours gravement présent. Pour la première fois, l'utilisation d'armes chimiques dans de tels conflits armés a été confirmée et documentée par l'Organisation des Nations Unies. En outre, le recours au terrorisme s'est étendu;

c) Les principales puissances militaires perfectionnent ou modernisent leur armement, ou prévoient de le faire, et certains nouveaux progrès pourraient encore rendre plus floue la distinction, en termes d'efficacité militaire, entre les systèmes d'armes classiques et nucléaires. On admet d'une manière plus générale que l'utilisation militaire des résultats de la recherche-développement et

/...

l'évolution rapide de la technologie militaire ont non seulement des effets stratégiques et tactiques très nets, mais également nuisent à la croissance de l'économie et au progrès social - et, partant, compromettent la sécurité internationale au sens le plus large - en particulier à long terme;

d) Le climat politique international a nettement changé, comme le montre en particulier l'amélioration des relations entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique constatée depuis fin 1984-début 1985, particulièrement à la suite de la réunion au sommet tenue à Genève en novembre 1985; dans la déclaration commune adoptée lors de cette réunion, les dirigeants des deux puissances ont convenu qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée 4/;

e) Dans le domaine du désarmement, des réunions de plus en plus constructives et des négociations plus intenses ont été organisées à tous les niveaux. Il faut noter l'heureuse issue des négociations engagées par l'Union soviétique et les Etats-Unis au sujet de leur missiles nucléaires de portée intermédiaire et de portée plus courte dont la destruction jusqu'à élimination complète commencera lorsque le traité les concernant aura été signé. Des négociations bilatérales de fond sur la réduction des armes stratégiques offensives, sur les armes spatiales et sur les explosions nucléaires expérimentales sont également en cours. Au niveau multilatéral, les négociations sur le désarmement se sont poursuivies pendant toute la période. Elles ont permis d'atténuer les divergences et de progresser lentement vers un accord touchant l'adoption d'une convention sur l'interdiction complète des armes chimiques;

f) On a assisté à une évolution de l'information concernant les aspects techniques et économiques de la course aux armements et le public peut désormais se faire une idée plus précise des incidences globales des dépenses militaires et des progrès techniques. Dans les pays industriels, l'opinion publique exerce des pressions de plus en plus fortes sur les gouvernements pour qu'ils rendent compte de l'intérêt net de technologies et de projets complexes et coûteux en termes de sécurité et de progrès socio-économique. Cette réaction du public repose sur la conscience qu'il a de la possibilité d'accidents techniques et du fait que les armes nucléaires continuent à faire peser une menace sur l'avenir de l'humanité. Les perspectives mondiales dans le domaine économique et social pour les années 90 continuent à dépendre des améliorations observées dans la situation de la sécurité internationale, qui pourraient elles-mêmes permettre la réalisation de progrès importants dans le domaine du désarmement. A cette fin, les responsables gouvernementaux devraient mieux tenir compte des ressources humaines, naturelles et matérielles du monde et orienter les activités humaines en conséquence. Les participants à la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement, qui s'est tenue du 21 août au 11 septembre 1987, ont réaffirmé par consensus, dans le Document final de la Conférence, la volonté de consacrer au développement socio-économique une partie des ressources dégagées grâce au désarmement, afin de combler le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en développement. Toutefois, les participants à la Conférence ont également mis l'accent sur les menaces non militaires contre la sécurité, en affirmant qu'"il est de plus en plus largement reconnu aussi que le surarmement et le sous-développement constituent l'un et l'autre une menace pour la paix et la sécurité internationales", du fait que les violations systématiques des droits de

/...

l'homme, la pauvreté des masses, l'analphabétisme et le dénuement qui retardent tout développement socio-économique authentique créent également des tensions et des luttes 5/.

\*  
\*   \*  
\*

6. Depuis qu'en 1978, l'Assemblée générale a adopté, sans procéder à un vote, le Document final de la sixième session extraordinaire, première session extraordinaire consacrée au désarmement, document qui demeure valable, le Secrétaire général a fait réaliser un grand nombre d'études concernant plusieurs aspects spécifiques de la course aux armements et du désarmement. Ces études ont porté entre autres sur les armes nucléaires, la réduction des budgets militaires, la relation entre désarmement et développement, les mesures propres à accroître la confiance, la sécurité internationale et le désarmement, les armes classiques, les conceptions de la sécurité et la dissuasion 7/. Elles devraient être considérées comme tentatives sincères de fournir davantage d'informations sur le désarmement et les questions connexes.

7. Si certains aspects de la course aux armements et de ses effets peuvent être examinés dans le cadre d'études thématiques, seules la présente étude et celles qui l'ont précédée, dont l'objet est de mettre à jour les répercussions les plus actuelles de cette course et des dépenses militaires, font vraiment le point sur leurs conséquences nombreuses et toujours changeantes. En mettant à jour le rapport de 1982, conformément aux résolutions A/40/150, du 16 décembre 1985, et A/41/86 I, du 4 décembre 1986, le Groupe d'experts qui assiste le Secrétaire général espère que ses conclusions contribueront à mettre en évidence les effets nuisibles qu'a la course aux armements sur la paix et la sécurité mondiales, l'économie et le bien-être social des Etats.

8. Le chapitre premier du présent rapport décrit la dynamique de la course aux armements. L'accent est mis principalement sur les incidences économiques et techniques des différentes catégories d'armements et de forces armées qui interviennent dans la course aux armements, sur les forces et les mécanismes qui la gouvernent, sur ses coûts et sur les transactions auxquelles elle donne lieu. Le chapitre II contient une évaluation des ressources naturelles, économiques et humaines consacrées à la course aux armements dans un monde aux ressources limitées, en vue d'examiner les incidences nettes des politiques adoptées dans différentes circonstances et divers contextes économiques et sociaux. Les effets des dépenses militaires sur le développement économique et la protection sociale sont analysés dans le chapitre III, y compris leurs incidences sur la croissance économique, les ressources humaines, la technologie, l'inflation, les courants de capitaux et l'endettement, les conditions socio-culturelles; les conséquences de la reconversion industrielle au profit d'activités civiles sont également examinées. Dans le chapitre IV, qui contient une analyse des conséquences internationales de la course aux armements, on examine ses incidences globales, y compris celles d'ordre autre que militaire, sur la société aux niveaux international, régional et national, et notamment les choix et les priorités dont disposent les responsables gouvernementaux. Le chapitre V contient un résumé des conclusions du Groupe d'experts ainsi que des recommandations visant à réduire et à inverser les effets négatifs de la course aux armements, tout en évitant les conséquences allant à l'encontre du but recherché.

/...

## CHAPITRE PREMIER

### DYNAMIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

#### A. Nature de la course aux armements

9. La course internationale aux armements est un phénomène dynamique, complexe et multidimensionnel qui ne peut pas faire l'objet d'une explication simple : il s'agit essentiellement de la force d'actions réciproques entre Etats rivaux et d'actions unilatérales de leur part visant à accroître la puissance militaire. Cependant, sa caractéristique la plus importante est "qu'elle sape en fait la sécurité nationale, régionale et internationale", comme on l'a fait observer dans les études précédentes sur Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires 8/. La course aux armements est un phénomène interactif et mondial, où les principales puissances militaires et leurs actions et réactions jouent un rôle central, mais elle a également des aspects régionaux et locaux. Comme on l'a constaté dans les rapports précédents, l'intensité de la course aux armements "varie sensiblement d'une région à une autre, mais peu de pays et aucune grande région n'y échappent" 9/. La course aux armements a également un caractère multidimensionnel en ce sens qu'elle contient des éléments qui relèvent des domaines politique, économique, technique et, surtout, du domaine de la sécurité. La relation de cause à effet qui caractérise l'élément sécurité apparaît dans le lien entre la course aux armements et les rivalités entre Etats. Cela signifie que les tensions, les différends et les conflits internationaux justifient l'acquisition d'armes nouvelles et supplémentaires, acquisition qui aggrave des relations déjà tendues et les conflits. Pis encore, la course aux armements comporte un risque de guerre, y compris de guerre nucléaire, entre les principales puissances.

10. Toutefois, la course aux armements est aussi due dans une large mesure aux décisions politiques prises délibérément par les Etats qui recherchent la sécurité ou la puissance, ou les deux. D'un point de vue interne, ces décisions sont rendues nécessaires et justifiées par les conflits régionaux ou mondiaux et les tensions internationales. Par ailleurs, comme cela a déjà été indiqué, les politiques d'armement des principales puissances conduisent, par le jeu de l'interaction, à une surenchère et à un processus d'escalade, souvent fondés sur les scénarios les plus pessimistes, dans le souci de garantir la sécurité d'un pays. De même, dans le contexte régional, de telles décisions découlent des menaces ressenties d'intervention militaire ou d'ingérence dans les affaires intérieures.

11. La dynamique de la course aux armements est un phénomène qui, loin d'être nouveau, a marqué pour le moins toute la période de l'après-guerre. Dans les années 80, la menace de guerre nucléaire - déclenchée accidentellement, par erreur de calcul, voire à la suite d'une manoeuvre stratégique - n'a pas disparu. Cette conjoncture dangereuse pour l'humanité a été constatée également dans le rapport de 1982, et est toujours présente.

12. La décennie des années 80 a été, jusque vers son milieu, caractérisée par une détérioration de l'atmosphère internationale. Les relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, ainsi qu'entre un grand nombre de leurs alliés, ont

/...

été affectées par des tensions provoquées, en partie, par la mise au point et le déploiement d'armes nouvelles, aussi bien nucléaires que classiques, considérées par les adversaires comme des instruments menaçants qui pouvaient servir à lancer, soutenir ou intensifier des opérations militaires. Les progrès techniques ont rendu les problèmes politiques et l'interprétation des intentions plus difficiles en estompant encore davantage la distinction, en termes de vérification et d'efficacité militaire, entre les armes classiques et les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires. Or, la différence entre ces deux catégories reste et devrait rester évidente étant donné les énormes différences en ce qui concerne leur pouvoir de destruction et les risques socio-écologiques à long terme qu'entraîne leur utilisation.

13. Depuis le milieu des années 80, l'atmosphère politique internationale s'est cependant détendue. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont négocié avec succès un traité bilatéral qui, sous le nom de "Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire et de portée plus courte", élimine deux catégories d'armes nucléaires 10/. Il s'applique aux missiles dont la portée va de 1 000 à 5 500 km et 500 à 1 000 km. Le 10 décembre 1987, dans une déclaration commune publiée à l'issue de la réunion au sommet entre le Président des Etats-Unis d'Amérique, Ronald Reagan, et le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, les deux dirigeants ont souligné que ce traité fera date dans l'histoire, tant en raison de son objectif - l'élimination complète de toute une catégorie d'armes nucléaires soviétiques et américaines - que du caractère novateur et de la portée des clauses de vérification. La réduction des armes nucléaires stratégiques fait également l'objet de négociations, ainsi que la question des armes spatiales. Des négociations bilatérales ont commencé en vue de limiter encore davantage les essais nucléaires. Les pourparlers multilatéraux sur la limitation des armements, en particulier ceux qui traitent des armes chimiques, ont été intensifiés. Ce nouvel esprit international de coopération devrait permettre de renforcer la confiance, aux niveaux mondial et régional, et de réaliser des progrès concrets en vue d'une limitation substantielle des armements devant conduire à une réduction du risque de guerre et à une sécurité internationale accrue.

#### B. Dépenses militaires

14. Le montant des dépenses militaires donne une idée globale de la part de ses ressources nationales que chaque pays consacre à la sécurité nationale. Il suffit, pour juger de l'escalade des dépenses militaires mondiales, de constater que, si le rapport de 1982 faisait état pour 1981 de 500 à 600 milliards de dollars, à prix courants, elles se situaient pour 1985 entre 850 et 870 milliards de dollars.

15. Pour plusieurs raisons, ces chiffres sont loin d'être exacts. Certains pays ne communiquent pas de chiffres pour l'ensemble de leurs dépenses militaires. En outre, il est difficile de comparer objectivement les données militaires nationales en raison essentiellement de différences entre les systèmes de fixation des prix découlant des caractéristiques des divers systèmes économiques et de la conversion des données sur les dépenses militaires en monnaie nationale en une monnaie commune, à savoir le dollar. Si les chiffres mondiaux pour 1986 ne figurent pas

/...

dans World Armaments and Disarmament, l'Annuaire de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) 11/, c'est que les données actuelles sur les dépenses militaires de l'Union soviétique et de la Chine ne sont ni suffisamment complètes ni suffisamment fiables pour permettre une évaluation exacte des dépenses militaires dans le monde; par ailleurs, toutes les dépenses militaires n'apparaissent pas dans les budgets d'autres pays. Les chiffres, tirés de données antérieures du SIPRI, qui figurent dans les trois tableaux ci-après, n'ont donc qu'une valeur indicative en ce qui concerne l'évolution des dépenses militaires et ne donnent qu'une idée approximative de l'ensemble des ressources consacrées aux ressources militaires. Si on les estime à prix constants, les dépenses militaires mondiales ont continué d'augmenter (voir tableau 1 ci-dessous). En fait, si le produit intérieur brut (PIB) mondial a connu de 1980 à 1985 un taux de croissance annuelle de 2,4 %, l'accroissement des dépenses militaires a été dans le même temps de 3,2 % par an 12/. Autrement dit, les années 80 ont vu une proportion plus importante que jamais des ressources mondiales, pourtant limitées, absorbées par la course aux armements. En valeur réelle, les dépenses militaires mondiales sont d'un niveau de quatre à cinq fois supérieur à ce qu'elles étaient à la fin de la deuxième guerre mondiale. Elles absorbent 6 % environ de l'ensemble de la production mondiale 13/. Si cette dynamique se poursuit, il n'est pas exclu qu'il faille parler de 1 000 milliards de dollars à prix courants et ce, en l'absence d'une limitation notable des armements, avant la fin du siècle. Force est donc de constater que l'estimation avancée dans le rapport de 1982 n'avait rien d'outrancière 14/.

16. Ce rapport exposait en détail, documents à l'appui, l'accroissement des dépenses militaires mondiales depuis la dernière guerre, et la manière fort inégale dont elles se répartissaient entre régions et pays. Il y a là une conséquence des dissymétries économiques et militaires qui caractérisent le système mondial actuel. Pour que les données soient comparables, on a repris les critères utilisés dans les rapports précédents. Les chiffres, aux prix et taux de change de 1980, sont comme suit :

/...

Tableau 1

Dépenses militaires par groupe de pays, 1976-1985

(En milliards de dollars et en pourcentage du total mondial,  
 aux prix et taux de change de 1980)

	1976	1979	1982	1985
Six pays ayant les plus gros budgets militaires a/	71,2	70,8	68,4	70,4
Autres pays industrialisés	14,6	14,3	14,1	13,9
Pays en développement	14,2	14,9	17,5	15,7
Total mondial (en pourcentage)	100,0	100,0	100,0	100,0
Total mondial (en milliards de dollars)	511,5	561,9	615,1	663,1

a/ Il s'agit, par ordre alphabétique, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

17. La proportion représentée par les pays industrialisés autres que les six pays ayant les plus gros budgets militaires témoigne ces 10 dernières années d'une stabilité remarquable. La part des pays ayant les plus gros budgets militaires a d'abord baissé peu à peu, jusqu'au début des années 80, où elle a commencé à remonter du fait des tensions internationales et de la mise en train de programmes de capacité opérationnelle. Pour le reste, les caractéristiques des dépenses des pays ayant les plus gros budgets militaires n'ont guère changé, sauf dans le cas de la République populaire de Chine, qui a réorienté une partie du personnel militaire et des crédits vers son programme de modernisation économique. Les dépenses militaires des pays en développement, qui avaient augmenté, tant en valeur absolue qu'en valeur relative, depuis les années 60, ont, depuis le début des années 80, amorcé une baisse. Les chiffres du tableau 2 semblent indiquer que la part des différents groupes de pays est redevenue en 1985 ce qu'elle était en 1979. Pour étudier ces tendances plus en détail, une analyse des données relatives aux dépenses s'impose.

/...

Tableau 2

Taux de croissance des dépenses militaires, 1976-1985  
 (Augmentation moyenne annuelle des dépenses effectives,  
 exprimée en pourcentage)

	1976-1979	1979-1982	1982-1985
Six pays ayant les plus gros budgets militaires	2,3	1,9	3,7
Autres pays industrialisés	2,9	2,8	2,3
Pays en développement	3,0	9,1	-0,9
Monde	3,3	3,2	2,6

Les dépenses militaires des pays industrialisés ont continué à croître. Chez les pays ayant les plus gros budgets militaires, on note en 1979-1982 un recul du taux de croissance qui a été suivi après 1982 d'une reprise qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de la période considérée. S'agissant des pays en développement, on constate également une évolution marquée entre 1982 et 1985. Le taux de croissance négatif de leurs dépenses militaires traduit, avant tout, le fléchissement des prix à l'exportation et l'alourdissement de l'endettement dans le monde. Pour ces raisons, nombre de pays en développement n'ont plus été en mesure d'étoffer leur potentiel militaire et en particulier d'importer des armes. Le fléchissement des recettes d'exportation, l'amenuisement des réserves de devises et la baisse des importations d'armes ont joué un rôle majeur dans le recul des dépenses militaires.

18. La corrélation étroite entre l'évolution de l'économie mondiale et les dépenses militaires des pays en développement se fait évidente si l'on examine à quel rythme ces dépenses ont progressé dans les pays exportateurs de pétrole. De 1976 à 1979, leur augmentation, à un rythme annuel de 2,6 %, n'avait rien eu de remarquable, mais, au cours de ce que l'on a appelé la deuxième crise du pétrole, c'est-à-dire pendant les années 1979-1982, elle est passée à 10,6 % par an. De 1982 à 1985, c'est l'inverse qui s'est produit : les dépenses militaires des pays exportateurs de pétrole ont connu un recul de 1,8 % par an. Ce fléchissement a été en fait beaucoup plus accusé que dans les autres pays en développement, où les dépenses militaires, si elles ont baissé en pourcentage des dépenses militaires mondiales comme le montre le tableau 1, sont restées à peu près stables de 1982 à 1985, comme on peut le voir dans le tableau 2. Le repli des prix du pétrole et des recettes d'exportation a donc été l'une des grandes causes du resserrement des crédits militaires et des importations d'armes dans les pays exportateurs de pétrole.

/...

19. Les contraintes économiques ne sont toutefois que l'un des facteurs qui déterminent la part des ressources nationales que l'on décide de consacrer aux dépenses militaires et aux importations d'armes. Les aspirations politiques, l'influence des grandes puissances, les tensions et les conflits internationaux, le sentiment d'une menace extérieure, l'instabilité intérieure et les phénomènes naturels ont continué à influencer également sur les décisions de dépenses. Pour obtenir une vue plus nuancée des facteurs qui semblent peser sur les décisions de dépenses militaires, une ventilation par région peut être utile, les taux de croissance étant calculés séparément pour chacune des principales régions (voir tableau 3).

Tableau 3

Taux de croissance des dépenses militaires par région, 1976-1985  
 (Augmentation moyenne annuelle des dépenses effectives,  
 exprimée en pourcentage)

	1976-1979	1979-1982	1982-1985
Amérique du Nord	1,8	6,9	7,3
Europe	2,0	1,8	2,2
Moyen-Orient	0,3	10,9	-1,7
Extrême-Orient <sup>a/</sup>	8,7	8,2	4,2
Amérique du Sud	2,7	19,6	-7,3
Afrique	4,4	1,7	-2,9
Asie du Sud	3,2	8,1	5,5
Amérique centrale	12,9	8,3	4,3

<sup>a/</sup> A l'exclusion de la Chine et du Japon.

Les dépenses militaires ont continué à croître et sont de loin les plus élevées en Europe et en Amérique du Nord, où les deux grandes alliances militaires sont face à face. En outre, leur rythme de croissance s'est accéléré au cours des 10 années étudiées. Pour le reste, la ventilation par région confirme l'existence de processus divers provoquant la hausse et la baisse des dépenses militaires, notamment dans les pays en développement. L'épuisement des ressources financières a un effet presque immédiat, par rapport au volume de dépenses constaté

/...

précédemment, sur les dépenses publiques dans leur ensemble mais également sur les dépenses militaires. En Amérique du Sud, il est évident que c'est l'endettement extérieur qui explique pour l'essentiel le tassement constaté. Dans cette même région, le retour de la plupart des pays à des formes constitutionnelles de gouvernement a donné naissance à un nouvel ordre de priorités qui, favorisant le développement économique et social, se traduit par une réduction graduelle des dépenses militaires. En Afrique, c'est essentiellement du fait des crises naturelles et sociales que, les ressources se faisant rares, l'accroissement des dépenses militaires s'est trouvé arrêté et inversé. Dans certains pays d'Afrique, l'endettement extérieur croissant a également joué dans le sens d'un ralentissement des dépenses militaires. En Amérique centrale, les nombreux conflits régionaux, auxquels des puissances extérieures sont mêlées, ont entraîné une augmentation des dépenses militaires malgré les crises économiques. En Asie du Sud, les tensions et les conflits persistants, et une instabilité généralisée, en partie sous l'effet d'interventions extérieures, ont empêché la réduction des dépenses militaires. En Extrême-Orient, région qui englobe ici l'Asie du Nord-Est et l'Asie du Sud-Est, la persistance des conflits ou tensions subrégionaux, notamment dans la péninsule de Corée et en Indochine, a poussé les protagonistes à poursuivre une politique d'armement.

20. Ce n'est pas toujours l'existence ou l'absence de tensions politiques et militaires qui conditionnent la modification, dans un sens ou dans l'autre, du volume des budgets militaires. Le Moyen-Orient donne l'exemple d'une région où les contraintes économiques ont amené une diminution des dépenses militaires malgré des affrontements graves qui persistent entre Etats de la région. Les conflits militaires et l'instabilité politique jouent pourtant un rôle central; faute de les résoudre, on ne peut guère espérer arriver à un accord fiable et durable sur une réduction sensible des budgets militaires.

21. A examiner de près les charges que présentent ces dépenses, exprimées en pourcentage du PIB, on constate de pays à pays des différences énormes 15/. En moyenne, encore qu'il y ait des exceptions, les Etats militairement importants ont des budgets militaires relativement plus lourds que ceux des autres pays industrialisés. Un pays moyen membre d'une alliance militaire, par exemple, à l'exclusion des deux principales puissances, alloue de 3 à 4 % de son PIB à des fins militaires, alors que pour un pays neutre moyen, cette proportion n'est que de 2 %. Parmi les pays en développement, la part du budget militaire peut aller de 0 à (cas exceptionnel) 25 % du PIB. Elle est généralement proche de 0 % dans les pays les plus pauvres, qui n'ont tout simplement pas les moyens financiers d'accroître leur puissance militaire, plus élevée dans les pays semi-industrialisés, qui peuvent avoir commencé à se doter d'une industrie de l'armement, et c'est dans les pays en guerre qu'elle est le plus élevée. Ce ne sont pas seulement des influences étrangères et la participation à des conflits extérieurs qui peuvent faire augmenter les charges militaires, mais également l'agitation intérieure. On a ainsi constaté par expérience que les deux facteurs qui déterminent le plus décisivement la part du PIB qu'un Etat alloue aux dépenses militaires sont l'existence d'hostilités militaires dans la région immédiate et l'intensité des clivages ethniques dans le pays même 16/.

/...

C. Armes nucléaires

22. La révolution nucléaire a augmenté la puissance de destruction des armements militaires qui a atteint un ordre de grandeur inconnu jusqu'ici; l'arsenal actuel d'armes nucléaires représente plus d'un million de fois la puissance explosive de la bombe d'Hiroshima. Du point de vue quantitatif, il y aurait au total dans le monde 50 000 ogives explosives nucléaires de tout type au minimum. L'âge des techniques a vu également la création de nouveaux engins militaires, tels que sous-marins stratégiques, bombardiers et missiles équipés d'ogives nucléaires. Jusqu'à leur élimination, les armes nucléaires continueront de représenter une menace pour la civilisation.

23. La course aux armements nucléaires a une dimension quantitative et une dimension qualitative. La première peut être mesurée par plusieurs indicateurs tels que le nombre de vecteurs et d'ogives, la deuxième, elle, se manifeste dans la modernisation technique. Les armements nucléaires sont fortement concentrés dans les arsenaux des deux principales puissances militaires dont la rivalité a alimenté la course aux armements stratégiques. Autrement dit, la prolifération verticale et le perfectionnement des armements nucléaires ont pris le pas sur leur prolifération horizontale dans un nombre croissant d'Etats. Si l'on veut mesurer en valeur quantitative les forces stratégiques de l'Union soviétique et des Etats-Unis, les indicateurs les plus appropriés sont le nombre de lanceurs et le nombre d'ogives. En 1986, la répartition des lanceurs - missiles balistiques intercontinentaux (MBI), missiles balistiques lancés par sous-marins et bombardiers lourds - et des ogives était la suivante (voir tableau 4).

Tableau 4

Armements nucléaires stratégiques de l'Union soviétique  
 et des Etats-Unis en 1986

	<u>Lanceurs</u>		<u>Ogives</u>	
	<u>Union soviétique</u>	<u>Etats-Unis</u>	<u>Union soviétique</u>	<u>Etats-Unis</u>
MBI	1 398	1 017	..	2 117
MB lancés par sous-marin	922	648	..	5 760
Bombardiers	160	324	..	3 343
<b>Totaux</b>	<b>2 480</b>	<b>1 989</b>	<b>10 000</b>	<b>11 220</b>

Source : Les données pour l'Union soviétique sont tirées du numéro de la Pravda du 23 janvier 1987; pour les Etats-Unis, les chiffres sont tirés du SIPRI Yearbook, 1986, p. 72 et 73.

Pour les armements stratégiques, la situation dont rend compte le tableau ci-dessus est restée à peu près stable depuis la fin des années 70, sauf pour l'accroissement du nombre d'ogives stratégiques, qui se poursuivait au moment de la rédaction du présent rapport. Depuis le début des années 80, l'un des faits les plus marquants a été l'inclusion dans les arsenaux des grandes puissances d'un grand nombre de missiles stratégiques de croisière porteurs d'ogives nucléaires. A l'automne de 1986, les Etats-Unis avaient 120 bombardiers B-52 équipés de missiles stratégiques de croisière lancés par air, pouvant contenir au total 2 400 ogives 17/. A la même époque, l'Union soviétique avait équipé au total 53 bombardiers lourds pour le transport de missiles nucléaires stratégiques de croisière 18/. Globalement, d'un point de vue quantitatif, il est évident qu'il existe entre l'Union soviétique et les Etats-Unis une parité stratégique approximative. Outre les armements stratégiques, les deux principales puissances nucléaires disposent dans leurs arsenaux, de nombreux autres types d'armes nucléaires, depuis les armements de portée intermédiaire jusqu'aux obus d'artillerie nucléaires de théâtre, en passant par les armes nucléaires tactiques.

24. Les trois autres puissances dotées d'armes nucléaires, la Chine, la France et le Royaume-Uni, ont également continué à développer et moderniser leurs arsenaux nucléaires, qui contiennent également divers types d'armements. La Chine disposerait de 20 MBI et de 26 MB lancés par sous-marins, équipés d'une ogive chacun. Cent de ses bombardiers semblent avoir une capacité stratégique. La France dispose au minimum de 80 MB lancés par sous-marins, transportant au total 160 ogives. Le Royaume-Uni a 64 MB lancés par sous-marins, tous équipés de deux ogives, ce qui porte le nombre total d'ogives stratégiques à 128. Ces trois Etats dotés d'armes nucléaires ont tous des plans concrets de modernisation de leurs forces nucléaires portant sur les 10 à 15 années à venir 19/. La Chine continue à développer sa capacité d'armement nucléaire, y compris les missiles balistiques lancés par sous-marin, et il semble qu'elle soit également en train de se doter de vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées. La France dispose à l'heure actuelle d'une flotte de six sous-marins nucléaires stratégiques armés de missiles balistiques, qu'elle a commencé d'équiper de missiles M4 à têtes multiples. Le Royaume-Uni a modernisé ses missiles balistiques Polaris lancés par sous-marin (déployés sur quatre sous-marins lance-missiles à propulsion nucléaire) grâce à l'introduction du système de rentrée Chevaline. Ces perfectionnements et ceux qui suivront indiquent un accroissement quantitatif et qualitatif des ogives nucléaires contrôlées par ces puissances nucléaires de deuxième ordre.

25. Personne n'est indifférent à l'accroissement continu des armes nucléaires, que cette prolifération soit verticale ou horizontale. L'arrêt ou l'inversion de cet accroissement dépendra de l'application stricte par les Etats des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (Traité sur la non-prolifération) et des dispositions pertinentes d'autres instruments internationaux. Ces dispositions visent l'adoption de mesures de désarmement nucléaire, ainsi que l'obligation de faciliter l'échange le plus large possible de techniques en vue de satisfaire les besoins sur le plan du développement des pays non nucléaires en leur donnant un accès plus ouvert aux techniques d'application pacifique de l'énergie nucléaire. Le Groupe d'experts a noté l'appel lancé à tous les Etats par la troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires pour une adhésion universelle au Traité.

/...

26. La modernisation des armes nucléaires découle d'innovations techniques qui impliquent l'essai d'explosifs nucléaires et de leurs vecteurs. Les essais d'armes nucléaires, a-t-on également affirmé, sont nécessaires pour assurer et confirmer la fiabilité des ogives existantes. Au fil des ans, le nombre des essais d'explosifs nucléaires a légèrement augmenté : 190, selon les estimations, entre 1971 et 1975, 225 entre 1976 et 1980 et 240 entre 1981 et 1985 20/. Selon les statistiques nationales officielles, l'Union soviétique a procédé à 76 essais nucléaires au cours de la période 1981-1985 21/. Au cours de la même période, selon le SIPRI, on a estimé que les Etats-Unis avaient procédé à 83 essais, la Chine à 3, la France à 38 et le Royaume-Uni à 6 22/. D'août 1985 à janvier 1987, l'Union soviétique a déclaré et respecté un moratoire unilatéral sur tous les essais d'explosifs nucléaires. L'exemple n'a pas été suivi par les Etats-Unis, qui a continué ses expériences, dans le cadre notamment de son programme de modernisation stratégique, ni par les autres Etats dotés de l'arme nucléaire.

27. Les négociations, bilatérales comme multilatérales, concernant une interdiction complète des essais sont pour l'essentiel restées en sommeil de 1981 à 1986, bien que la question ait figuré chaque année à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement de Genève. Toutefois, les pressions se sont accentuées au sein de diverses instances internationales en vue de la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais, et plusieurs Etats non dotés d'armes nucléaires ont en particulier cherché à inciter concrètement les puissances nucléaires à progresser vers une interdiction complète des essais, en offrant notamment de mettre des installations sismographiques à leur disposition sur leurs territoires, aux fins de la vérification d'un tel accord. A la suite d'une série d'entretiens préliminaires qui a débuté vers le milieu de 1986, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont décidé, à l'automne de 1987, d'entamer des négociations progressives en vue d'une interdiction des essais, en commençant par renforcer les mesures de vérification correspondant à deux traités bilatéraux qu'ils avaient conclus précédemment, à savoir le Traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et le Traité de 1976 sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, l'objectif étant d'arriver tout d'abord à les faire ratifier. Les deux Etats comptent ensuite négocier de nouvelles limitations des essais parallèlement à des réductions d'armes stratégiques, l'objectif ultime étant la cessation complète des essais nucléaires dans le cadre d'un processus de désarmement efficace 23/. Les négociations ont commencé le 9 novembre 1987 à Genève.

#### D. Militarisation de l'espace

28. Outre les applications civiles, il y a longtemps que l'espace est utilisé à des fins militaires, par le biais essentiellement de deux catégories de satellites : d'une part, les satellites de surveillance, pour le processus de vérification du respect des accords, et de reconnaissance, notamment pour la transmission de renseignements sur les objectifs militaires, d'autre part, les satellites réservés aux communications et à d'autres fonctions analogues. La question de la prévention de la course aux armements dans l'espace porte donc sur l'éventuelle mise en place d'armes dans ce milieu. Cette mise en place est déjà interdite pour les armes nucléaires et autres armes de destruction massive aux termes de divers accords internationaux, notamment le Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres

corps célestes et l'Accord de 1979 régissant les activités des Etats sur la Lune et les autres corps célestes, ainsi que d'autres instruments tels que le Traité bilatéral de 1972 concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

29. Toutefois, avec le progrès des techniques spatiales, diverses initiatives ont été prises au début des années 80 dans le cadre de l'ONU pour empêcher la mise en place dans l'espace d'armes explosives et antisatellites sous diverses formes; c'est ainsi que l'Union soviétique a rédigé un projet de traité interdisant le stationnement d'armes de toute nature dans l'espace 24/. Les pays occidentaux ont généralement procédé de façon plus spécifique, en se concentrant surtout sur les systèmes d'armes antisatellites. Depuis 1982, la Conférence du désarmement a inscrit à son ordre du jour un point intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace". En dépit de divergences de vues théoriques et pratiques persistantes, l'Assemblée générale est parvenue, durant les années 80, à regrouper des projets de propositions divers en résolutions, qui ont été adoptées à une écrasante majorité.

30. Si les efforts de prévention échouent, les conséquences économiques et sociales d'une intensification de la militarisation de l'espace se traduiront surtout par les dépenses considérables qu'entraînera une course aux armements dans ce milieu, la déstabilisation qui pourra en résulter et les répercussions néfastes qu'elle aura sur la sécurité des nations. La controverse actuelle porte sur de nombreux points techniques, juridiques et de procédure et, notamment, sur l'utilité de considérer les armes spatiales dans l'étude actuellement menée sur les systèmes de défense stratégique, en particulier l'Initiative de défense stratégique des Etats-Unis.

#### E. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques)

31. Le danger en ce qui concerne les armes chimiques et bactériologiques (biologiques) tient à l'effet extrêmement destructeur qu'elles ont sur la matière vivante, ce qui explique qu'en 1948, on les ait rangées dans la catégorie des armes de destruction massive, au même titre que les armes nucléaires. Durant la période écoulée depuis le précédent rapport, les parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ont réaffirmé l'importance de cette convention lors de la deuxième Conférence chargée de son examen, qui a eu lieu en 1986. Les efforts de désarmement entrepris dans ce domaine depuis l'adoption de cette convention ont toutefois presque exclusivement porté sur l'élaboration d'un instrument international du même type appliqué aux armes chimiques, efforts auxquels la prolifération dans de nouveaux pays de ces armes relativement faciles à fabriquer est la preuve manifeste qu'elles sont actuellement utilisées dans les conflits armés ont donné récemment un nouvel élan 25/.

32. Depuis que l'Union soviétique a présenté à la Conférence du désarmement en 1982 les éléments fondamentaux d'un instrument dans ce domaine, et que les Etats-Unis ont proposé un projet de traité en 1984, les négociations multilatérales se sont nettement intensifiées; à la suite de la réunion au sommet des dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui a eu lieu à la fin de 1985, un aspect bilatéral est venu s'y ajouter. A la fin de 1987, les travaux approfondis que la Conférence du désarmement consacre à la question avaient considérablement progressé.

Sur le plan général, il a été entendu qu'aux termes du nouvel instrument, tous les agents de guerre chimiques seraient détruits (ce qui empêcherait qu'ils soient détournés à d'autres fins), toutes les armes chimiques seraient déclarées - les déclarations étant vérifiées à l'entrée en vigueur de la convention -, et toutes les installations de fabrication seraient fermées et détruites, ces opérations étant également soumises à vérification. Les points non résolus sont la possibilité de fabrication clandestine; l'inspection sur place par mise en demeure; l'ampleur, la composition et l'ordre de destruction des stocks; le mécanisme international d'application; les arrangements de contrôle industriel; et l'aide économique et technique. Dans l'ensemble, le processus permanent de négociation multilatérale se déroule dans un climat de bonne volonté et les progrès sont encourageants, de sorte qu'un accord paraît désormais réalisable, perspective que devraient encore renforcer les contacts bilatéraux permanents. Mais pour l'instant, le risque demeure que ces armes soient utilisées dans des conflits armés.

#### F. Armes classiques

33. Les armes classiques absorbent le plus gros des dépenses militaires mondiales, non pas en raison des dépenses des pays non dotés d'armes nucléaires, mais parce que, même dans les Etats dotés d'armes nucléaires, les armes classiques représentent environ 80 % du total des dépenses militaires. Concrètement, cela veut dire que l'analyse des conséquences socio-économiques de la course aux armements et d'une grande partie de ses effets sociaux doit porter sur les armes et les forces classiques. Cette nécessité est encore soulignée par le fait que toutes les guerres menées depuis la deuxième guerre mondiale, plus de 150, l'ont été au moyen de forces classiques et qu'elles ont fait, selon diverses estimations, plus de 20 millions de victimes, essentiellement dans les pays en développement 26/. De nos jours encore, la quatrième guerre la plus meurtrière du siècle est essentiellement livrée au moyen d'armes classiques.

34. Si la distinction entre armes classiques et armes nucléaires demeure nette, ces deux catégories sont liées à bien des égards. Les politiques de sécurité et de défense des Etats non dotés d'armes nucléaires sont influencées par les stratégies mondiales des puissances nucléaires. Là où ces puissances interviennent, leurs stratégies et leurs forces classiques sont perçues sur la toile de fond des armes nucléaires. En Europe, notamment, depuis le déploiement de forces nucléaires, les pays doivent être prêts à mobiliser plus rapidement, d'où le risque d'une escalade des crises militaires. L'attention continue donc d'être centrée sur les moyens de réduire le risque d'une guerre en Europe et d'instaurer un climat de sécurité plus stable.

35. Comme on l'a déjà indiqué, le perfectionnement des armes classiques a considérablement augmenté leur efficacité. On a notamment vu apparaître toute une série d'armes guidées capables de toucher des cibles diverses avec une extrême fiabilité, tout en minimisant les dommages annexes et en évitant le gaspillage des explosifs. Toutefois, les techniques utilisées et les systèmes d'armes qui en résultent sont complexes et très coûteux, et ils exigent un entretien minutieux ainsi qu'une formation poussée du personnel. Ces perfectionnements souvent ne conviennent pas aux pays en développement ou dans des conflits limités. Là où ils ont été appliqués, il n'ont généralement pas permis de parer à l'imprévu, mais le

/...

résultat a été une intensification de la violence et une multiplication de l'effet destructeur, tant pour l'attaquant que pour le défenseur. La recherche-développement militaire destinée à mettre au point des armes encore plus perfectionnées n'en continue pas moins, comme on le montre ci-après.

36. Il est évident que pour alléger le fardeau économique que représentent les dépenses militaires, il faut limiter les forces classiques, y compris du point de vue qualitatif. S'agissant de réduire les forces classiques d'une manière vérifiable et mutuellement acceptable, la démarche régionale est généralement recommandée. Les réductions peuvent porter sur le matériel, le déploiement, les effectifs et les dépenses 27/. En Europe, plusieurs efforts ont été entrepris pour négocier des réductions d'effectifs entre les alliances militaires et mettre en oeuvre des mesures de confiance et de sécurité destinées à renforcer la stabilité et à poser les conditions d'une limitation des armes classiques, chimiques et nucléaires. En ce qui concerne les mesures de confiance et de sécurité, des progrès sensibles ont été accomplis dans le cadre de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe en 1975 et du Document final de la première phase de la Conférence sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe, adopté à Stockholm en septembre 1986. Depuis 1986, il est apparu que la limitation des forces classiques des deux grandes alliances militaires devait vraiment devenir une réalité et que les deux parties devraient envisager de poursuivre les négociations dans le cadre d'une instance plus vaste. La question est à l'étude.

#### G. Recherche-développement militaire

37. Le rythme, l'orientation et le coût de l'actuelle course aux armements dépendent beaucoup du perfectionnement croissant des systèmes d'armes, qui deviennent plus précis, plus souples et plus efficaces. Les nouvelles armes ont davantage de possibilités, mais elles sont aussi plus sujettes à des défaillances techniques, voir à des pannes. La souplesse d'utilisation des systèmes d'armes renforce le doute que l'on peut avoir quant à l'emploi qu'on en ferait en cas de crise, par opposition au rôle auquel on déclare les destiner. Le progrès technique est au coeur de la course aux armement, tant dans le domaine nucléaire que dans le domaine classique. Les innovations techniques, quelles soient civiles ou militaires, émanent de grands établissements ou laboratoires de recherche publics ou privés qui doivent être productifs pour survivre au sein de la concurrence mondiale. Si la course aux armements se poursuit sans relâche dans le domaine qualitatif, c'est parce que le secteur industriel est obligé d'innover. Toutefois, cette stimulation technique, si importante qu'elle soit, ne suffit pas à assurer la poursuite de la course aux armements : il faut aussi des décisions politiques prises sciemment.

38. En 1980, les dépenses mondiales en recherche-développement (R-D) militaire se sont élevées à plus de 35 milliards de dollars aux prix courants, soit environ un quart des sommes consacrées à la recherche-développement dans le monde 28/. En termes réels, elles ont augmenté plus rapidement entre 1980 et 1984 que les dépenses militaires globales 29/. Il est difficile de s'accorder sur les chiffres des dépenses mondiales de R-D, notamment à des fins militaires, car les définitions ne sont pas suffisamment comparables, les méthodes d'estimation sont incomplètes et

/...

les informations sont couvertes par le secret. On estime cependant qu'en 1985, les dépenses mondiales de R-D militaire ont atteint environ 80 milliards de dollars aux prix courants 30/, soit une augmentation en termes réels d'environ 80 % par rapport à 1980.

39. La R-D militaire est limitée à un nombre de pays très restreint, plus, en fait, que par tout autre élément militaire, ce qui signifie qu'il existe une très forte concentration de technologie de pointe. On estime que les six pays qui dépensent le plus dans ce domaine comptent pour au moins 90 % dans les dépenses mondiales de R-D militaire 31/. L'incidence relative de l'élément militaire dans les systèmes nationaux de recherche-développement varie considérablement d'un pays à l'autre, y compris dans ce groupe de six pays. Il en est de même pour l'organisation de la R-D militaire au niveau national et pour ses liens avec les autres éléments du système de recherche 32/. La R-D militaire a été étroitement liée à la révolution technologique dans les pays qui y ont activement participé. Elle repose beaucoup plus sur les connaissances scientifiques et techniques que l'industrie manufacturière en général. Dans les trois secteurs où la recherche est la plus intensive - missiles et engins spatiaux, électronique et aéronautique -, l'élément militaire occupe une place importante. Dans d'autres, il est moins évident, mais il intervient dans le matériel et les accessoires, les instruments professionnels et scientifiques, et les moteurs et turbines 33/. La R-D militaire et le développement technique en général sont inextricablement liés.

40. La R-D militaire façonne la course aux armements et la société de bien des manières. Elle provoque une demande croissante de ressources, tant financières qu'humaines, et contribue à la complexité des systèmes d'armes. Au lieu de compter sur des armes isolées, les forces armées des grandes puissances dépendent désormais de systèmes complexes ou "familles d'armes", qui sont intégrés au moyen de communications et de contrôles électroniques. Cette évolution technique exige, en outre, la mise en place de mécanismes institutionnels plus élaborés et plus autonomes. Au haut de l'échelle, elle risque même de limiter l'intervention de l'homme car les décisions opérationnelles peuvent être prises rapidement par des ordinateurs à haute vitesse, ce qui augmente le risque d'une guerre déclenchée par accident ou erreur de calcul.

41. Le programme de recherche des Etats-Unis connu sous le nom de Initiative de défense stratégique (IDS) illustre les nouvelles tendances qui se manifestent au sommet de ce système. Il s'agit d'un vaste projet divisé en sous-programmes qui mobilise de nombreux éléments de la communauté scientifique américaine. Programme technique complexe, l'IDS n'en est pas moins aussi un programme politique. On a fait valoir que "l'ampleur et la durée de cet effort supposaient la création de puissants groupes d'intérêts opposés à toute modification du programme 34/". Dans un pays engagé dans la R-D militaire, la machine bureaucratique et technologique mise en branle pour mettre au point d'importants systèmes d'armes d'une complexité comparable tend généralement à créer des groupes d'intérêt internes qui rendent difficile le démantèlement de ces systèmes, même lorsqu'il est souhaité. Les arguments légitimes que l'on peut avancer en faveur de l'abandon de ces projets, une fois qu'ils ont été intégrés, à savoir qu'ils sont coûteux, irréalisables, qu'ils risquent de compromettre la sécurité et la stabilité ou que de nouveaux systèmes répondent mieux aux besoins militaires visés, suscitent généralement des arguments contraires de la part des défenseurs du programme original.

/...

42. Dans l'ensemble, les dépenses de R-D représentent une part croissante du coût total des nouveaux systèmes d'armes. Elles ne dépendent pas du nombre d'armes fabriquées, mais plutôt des conceptions techniques et des arrangements institutionnels sur lesquels reposent les travaux de R-D. Cette situation a deux conséquences : les prix unitaires sont plus élevés et, partant, le nombre d'armes qu'on peut fabriquer pour la même somme est moins grand qu'autrefois. La R-D est un facteur prépondérant dans l'augmentation des dépenses militaires non seulement à cause des coûts de mise au point, mais aussi parce que le matériel militaire est plus vite déclassé que le matériel civil. Pour réduire les coûts unitaires et leurs incidences sur les prix tout en augmentant la production, les pays producteurs d'armes encouragent donc activement les exportations. Or, ces exportations sont actuellement limitées tant par des facteurs intérieurs que par le ralentissement de la demande étrangère. Ce dernier phénomène est surtout dû à la situation économique des pays clients, mais il tient aussi à l'évolution des politiques de ces pays. Il y a là un changement par rapport à la fin des années 70 et au début des années 80.

#### H. L'industrie des armements

43. Le secteur international des armements est concentré et organisé de façon hiérarchique. L'essentiel de la production est assuré par un petit groupe de pays; plus un système d'armes est perfectionné, moins il y a généralement de fabricants. La structure hiérarchique existe dans les pays développés et dans certains pays en développement, ainsi que dans l'ensemble du système mondial. Les principaux fabricants d'armes se trouvent à l'intérieur des deux alliances militaires et produisent non seulement pour répondre à la demande intérieure, mais aussi pour les besoins de leurs alliés et d'autres clients. En général, pour pouvoir fabriquer à long terme de puissants systèmes d'armes, tant du point de vue de la quantité que de celui du degré de perfectionnement, un Etat doit disposer d'un puissant secteur militaire pour approvisionner un marché suffisant, ainsi que d'un revenu national assez élevé et d'une population suffisamment nombreuse pour financer et assurer l'infrastructure nécessaire 35/. Outre ces facteurs, il faut qu'un pays soit suffisamment avancé dans le domaine technologique. On a aussi observé que des réserves en devises étaient une condition importante pour développer une industrie de l'armement 36/. Il faut en effet des devises pour acquérir des armes d'abord par le biais de l'importation, puis pour soutenir la production intérieure une fois qu'elle est lancée, grâce à l'importation de pièces et de matières premières étrangères.

44. La structure hiérarchique et l'internationalisation de la fabrication d'armes sont interdépendantes. Les économies industrielles de marché ont généralement mis en place leurs propres industries d'armement, même si, dans les petits pays, celles-ci ont une portée et une autonomie limitées. Les exportations d'armes et de techniques militaires sont souvent élevées et représentent une part appréciable de la production intérieure. En Europe de l'Ouest notamment, un réseau international d'accord de coproduction a été établi pour mettre en commun et utiliser plus rationnellement les ressources. Dans les économies planifiées, la production atteint aussi des niveaux élevés, mais la coproduction internationale et les exportations sont plus limitées. En ce qui concerne les pays en développement, l'industrie de l'armement est concentrée dans un nombre assez faible - quoique croissant - de pays. La plupart d'entre eux sont tributaires des importations,

/...

sauf peut-être pour la fabrication de petites armes et de munitions. Les pays en développement qui sont de grands fabricants sont aussi devenus exportateurs pour faciliter le financement de leur infrastructure industrielle, augmenter leur production et réduire leurs coûts unitaires. A peu d'exceptions près, l'industrialisation du secteur de l'armement ne touche que les pays industrialisés et les quelques pays en développement qui sont de grands fabricants.

45. Après qu'un pays a décidé de fabriquer lui-même ses armes, il doit franchir plusieurs étapes pour se constituer une capacité de production : l'entretien sur place des armes importées, fabrication sous licence dans ses propres installations, montage des éléments importés, fabrication de pièces pour éléments de production en grande partie importés; enfin, les facteurs de production, les matières premières et les produits intermédiaires sont en majeure partie produits sur place. A ces étapes s'ajoutent généralement divers arrangements de sous-traitance et de coproduction qui peuvent faire partie d'accords commerciaux de compensation 37/. Ce processus est dissymétrique, car il prend son origine dans les secteurs militaires des pays industrialisés, dominés par quelques grandes entreprises, pour pénétrer dans les secteurs militaires naissants des pays en voie d'industrialisation qui décident de se lancer dans la production. Ces pays acceptent implicitement de devenir tributaires des ressources technologiques fournies par les grands pays industrialisés. Pour les nouveaux producteurs, la production nationale, bien qu'elle repose en partie sur des matières premières et des produits intermédiaires importés, est une assurance contre les embargos qui menacent leur sécurité nationale.

46. Le secteur industriel mord sur le secteur civil classique à plusieurs égards, mais il constitue aussi un sous-système semi-autonome au sein du système de production industrielle 38/. Dans les économies de marché, ce sous-système est plus étroitement lié au secteur public que les autres industries qui n'en font pas partie, car le secteur militaire est le seul acheteur de ses produits. Cette relation particulière suscite la création de coalitions d'intérêts entre les institutions militaires, les législateurs et les fabricants d'armes. Ces coalitions et la nature particulière du secteur militaire faussent la concurrence, et les normes habituelles d'efficacité et de productivité ne s'appliquent pas toujours à la fabrication d'armes. Dans les économies de marché, des efforts ont été récemment entrepris pour encourager la concurrence entre les principaux fabricants des systèmes d'armes majeurs 39/. Tout en protégeant les fabricants d'armes contre la prise de participation étrangère, les gouvernements les poussent généralement à rivaliser davantage entre eux pour accroître leur efficacité et réduire les coûts de production au niveau macro-économique.

47. Dans tous les pays concernés, qu'ils soient à économie de marché ou à économie planifiée, l'industrie militaire est au coeur du dispositif de défense. Le degré de mobilisation de ce dispositif dépend de deux critères potentiellement contradictoires : la gravité de la menace militaire, telle qu'elle est perçue, et l'aptitude de l'économie nationale à supporter le coût d'une accélération de la production à des fins militaires. Indépendamment de la menace perçue, l'augmentation de la production d'armes se heurte toujours à des obstacles économiques et financiers. Cette contrainte ne se manifeste cependant pas de la même manière dans tous les systèmes économiques. Dans une économie de marché, le

/...

mécanisme d'ajustement est essentiellement la politique budgétaire; dans une économie planifiée, ce rôle est joué par l'Etat, en tant que planificateur central chargé de la répartition des ressources entre le civil et le militaire. Ce qui caractérise l'industrie militaire, en particulier dans les pays à économie planifiée, c'est le rôle central de l'Etat dans l'allocation des matières premières, des compétences et de la main-d'oeuvre qualifiée 40/. Dans toutes les grandes puissances industrielles, tant à économie de marché qu'à économie planifiée, la production d'armes et de technologie militaire a une incidence économique. C'est pourquoi toute analyse des résultats macro-économiques et du développement industriel qui ne prendrait pas en ligne de compte l'impact de l'industrie militaire serait, au mieux, lacunaire et, au pire, erronée.

48. L'essentiel de la production d'armes demeure concentré dans les pays industrialisés. Faute de données mondiales correctement établies et de définitions précises des armements, il est extrêmement difficile d'estimer la valeur des armes produites, mais celle-ci aurait atteint en 1986 quelque 200 milliards de dollars aux prix courants. L'une des caractéristiques de l'évolution de l'industrie des armements à l'échelle internationale au cours des 15 dernières années, est l'apparition d'un petit groupe dynamique de producteurs d'armes dans un certain nombre de pays en développement. On estime que la valeur totale des armes produites par ces pays est passée de 68 millions de dollars (en prix constants de 1975) en 1970, à 635 millions de dollars en 1984; ces chiffres, au demeurant modestes par rapport à la valeur de la production mondiale, laissent voir cependant une nette augmentation 41/. En outre, la valeur des armes fabriquées sous licence dans les pays en développement est passée, selon des estimations, de 274 millions de dollars (en prix constants de 1975) en 1970, à 1 147 millions en 1984. Sans être uniforme partout au cours de la période considérée, le rythme de croissance de la production d'armes desdits pays a été rapide durant les années 70, puis s'est pratiquement stabilisé dans les années 80. En outre, le taux de croissance de la production d'armes dans ces pays a été en général plus rapide dans les années 70 que celui de la production sous licence 42/.

49. Le lancement d'une industrie militaire coûte très cher. Pour pouvoir produire des armes, un pays doit avoir un secteur manufacturier relativement développé. Par tradition, la production nationale d'armes relève d'une stratégie de remplacement des importations et de développement économique et industriel 43/. Récemment, des pays nouvellement industrialisés, axant leur croissance industrielle sur les exportations, ont décidé de se doter d'une industrie militaire dans le cadre de leur secteur manufacturier. Selon une étude, au début des années 80, les pays producteurs pouvaient être classés en quatre catégories : les quelques pays grands ou relativement avancés qui ont une production d'armes importante et diversifiée; un groupe de pays, limité lui aussi, produisant la plupart des systèmes d'armes mais pas tous; les pays dont la production entre dans plusieurs catégories, mais dont les capacités de mise au point sont restreintes; enfin, les pays parmi lesquels de nombreux pays en développement, qui ont mis en oeuvre quelques projets isolés, mais ne disposent pas d'une véritable industrie des armements 44/. Selon la même étude, 29 pays hors de l'Europe et de l'Amérique du Nord auraient à divers degrés une industrie de l'armement, ce qui laisse une centaine de pays en développement où la production d'armes est inexistante ou négligeable.

/...

50. Il existe deux stratégies fondamentales de mise au point et d'achat d'armes : l'une fondée sur l'autosuffisance, l'autre sur la coopération internationale. L'autosuffisance est préférée pour des raisons de sécurité. Elle présuppose la mise en place, avec l'appui de l'Etat, d'installations nationales de production et l'utilisation au niveau local de techniques et de matériel militaire étranger. Cette stratégie a été suivie en particulier par les pays à économie planifiée qui pratiquent une politique de subvention des importations. Elle est toutefois compromise par la montée en flèche des coûts et la rapidité des progrès techniques. Les pays disposant d'un marché intérieur de l'armement suffisamment vaste pour assurer la viabilité d'une industrie militaire autonome sont rares, à supposer qu'il en existe, d'où la nécessité de plus en plus pressante de prendre pied sur le marché mondial, qu'il s'agisse des exportations ou des importations. Les progrès techniques à l'échelle mondiale, stimulés par les grandes puissances et les sociétés transnationales, sont si rapides que tout pays qui tenterait de mettre au point et de produire des systèmes d'armes par des moyens exclusivement nationaux est condamné à un retard perpétuel, les progrès de la recherche-développement à des fins militaires étant constants. C'est pourquoi les stratégies de production d'armes axées sur l'autosuffisance et les moyens endogènes ont perdu de leur attrait dans les années 80, en faveur de celles qui sont fondées sur la coopération internationale 45/. S'agissant des grands systèmes d'armes, l'internationalisation continue de la recherche-développement et des marchés est dans une grande mesure imposée aux agents nationaux par l'intégration accrue du marché mondial, obligés qu'ils sont de suivre le rythme de la modernisation.

#### I. Transferts d'armes

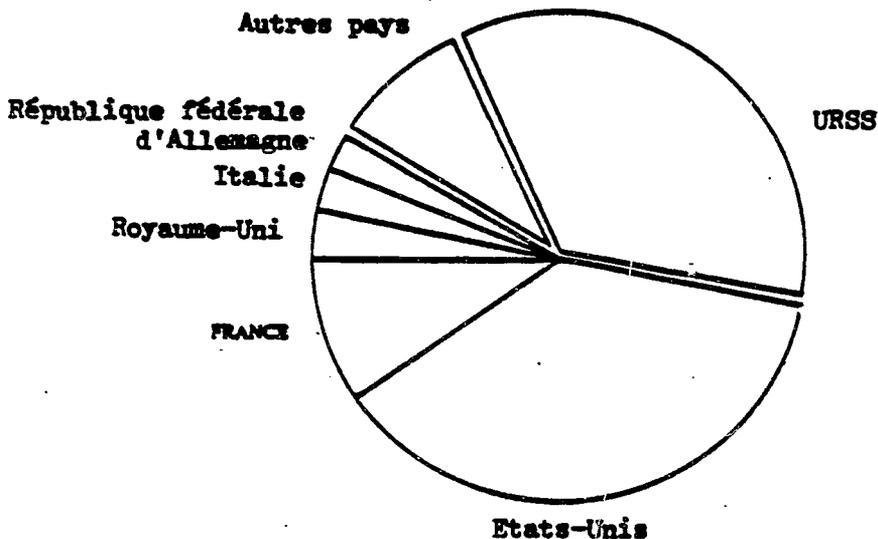
51. L'expression transferts d'armes internationaux s'entend d'un vaste éventail de transactions faisant intervenir aussi bien des agents gouvernementaux que non gouvernementaux. En raison du manque de données et de la diversité des normes et des méthodes qui président à leur établissement, il est pratiquement impossible de mesurer avec exactitude l'ampleur des transferts d'armes. Il est en outre difficile de déterminer le prix des armements transférés, le commerce des armes étant souvent régi par des considérations politiques plutôt que par la concurrence. La valeur des transferts dans une année donnée varie également selon que l'estimation est fondée sur les accords conclus ou sur les livraisons effectives. Des estimations ont, cependant, pu être établies. On a laissé entendre, par exemple, que les accords de transfert d'armes passés entre des pays industrialisés et des pays en développement pourraient avoir porté en 1986 sur un montant de 29,2 milliards de dollars (aux prix courants). Ce montant est nettement inférieur à celui enregistré dans les années record 1980-1982 où il a été (aux prix de 1986) de l'ordre de 58 milliards de dollars par an 46/. Durant les années 1981-1985, environ deux tiers des transferts d'armes dans le monde étaient destinés à des pays en développement, la part des fournisseurs, pris individuellement, variant de 44 à 96 % des livraisons totales 47/. Les grands fournisseurs ont en outre livré de vastes quantités d'armes et de technologie militaire à leurs alliés et, quelquefois, à des pays neutres. Fréquemment, l'objet de ces transferts est de normaliser les systèmes d'armes au sein d'alliances; ils peuvent aussi entrer dans le cadre de projets de collaboration transnationaux visant la mise au point ou l'acquisition des systèmes d'armes pour un usage commun ou pour l'exportation. Ces dernières années, le rôle des marchands d'armes privés et de différents types

/...

d'intermédiaires a pris de l'importance. Ils se sont lancés sur le marché dans l'espoir de gagner de l'argent en fournissant des armes à des Etats en guerre. Ce phénomène a pour corollaire la multiplication des transactions clandestines. Le résultat est que les transferts d'armes internationaux sont devenus une réalité complexe où les responsabilités des parties aux transactions sont occultées. Le graphique ci-après donne une idée très générale de la part des principaux fournisseurs d'armes dans les transferts internationaux d'armes lourdes.

Figure I

REPARTITION DES EXPORTATIONS MONDIALES D'ARMES LOURDES (1978-1982)



SOURCE : SIPRI Yearbook, 1983,  
tableau 11.1, p. 269

Source : Etude du désarmement en ce qui concerne les armes classiques  
(A/39/348), par. 70.

52. Pour avoir une idée plus dynamique des transferts, il faudrait examiner la courbe montante et descendante de leur valeur réelle. Ils ont augmenté rapidement au milieu et à la fin des années 70, en particulier en 1979-1980, la hausse des prix du pétrole ayant renforcé le pouvoir d'achat des pays exportateurs de pétrole. Ceci, s'ajoutant aux conflits entre Etats que connaît le Moyen-Orient, fait que cette région reçoit environ la moitié du volume total des transferts d'armes lourdes destinées aux pays en développement, la deuxième moitié se répartissant également entre l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient et l'Océanie 48/. Depuis le début des années 80, la valeur réelle des transferts d'armes a diminué, essentiellement en raison de la récession économique dans le monde, de l'endettement croissant de la plupart des pays en développement et de la baisse du prix du pétrole, autant de facteurs qui ont réduit la demande d'armes 49/.

/...

Le choix entre les besoins militaires et les priorités civiles est à présent plus délicat qu'il ne l'était dans la deuxième moitié des années 70. Les mesures prises varient selon les pays, mais dans bon nombre d'entre eux, tant les projets militaires que les projets civils ont fait l'objet de compressions. Par voie de conséquence, les importations d'armes de nombreux pays en développement, notamment ceux d'Afrique et d'Amérique latine, stagnent et leur part dans les importations totales d'armes lourdes diminue progressivement 50/. Pour les exportateurs, l'âge d'or des ventes faciles de la fin des années 70 et du début des années 80 est bel et bien révolu.

53. Le rétrécissement des marchés internationaux d'armements a toutefois aidé les grands fournisseurs traditionnels à recouvrer la part du marché qui était précédemment la leur et qui avait commencé à diminuer à la fin des années 70 et au début des années 80; ce recul relatif a coïncidé avec la période où les nouveaux producteurs d'armes augmentaient, année après année, leurs livraisons aux pays en développement. Les données montrent que cette tendance a pris fin et s'est même inversée depuis le milieu des années 80, à quelques exceptions près. Il ne s'agissait parfois que de la réexportation d'armes achetées dans des pays industrialisés mais, dans la plupart des cas, le matériel livré provenait d'un petit groupe de nouveaux producteurs faisant partie des pays en développement 51/. En valeur réelle, le montant des armes livrées s'élevait annuellement à une cinquantaine de millions de dollars durant la deuxième moitié des années 70 et dépassait 200 millions de dollars durant la première moitié des années 80 52/. Dans certains cas, cette croissance fulgurante s'explique par la solidité et la fiabilité des systèmes d'armes (véhicules blindés, avions d'entraînement, etc.) mieux adaptés aux conditions locales que le matériel hautement perfectionné à forte composante de technologie produit par les grands pays industrialisés. Chacun sait que la plupart des pays en développement ne disposent pas de l'infrastructure et de la main-d'oeuvre qualifiée requises pour le maniement et l'entretien d'armes techniquement avancées et doivent faire appel aux services d'experts des pays fournisseurs. Les systèmes d'armes modernes sont, en somme, le produit de cultures technologiques et, souvent, ne peuvent pas être transplantés dans un autre environnement socio-culturel sans heurts au sens concret et abstrait du terme.

54. Quoiqu'il en soit, à la fin des années 70 et au début des années 80, la demande totale de matériel militaire était en progression rapide : les gouvernements lançaient des programmes de réarmement et les pays non producteurs augmentaient leurs importations. L'industrie aéronautique militaire était particulièrement florissante. Or, la situation est en train de changer. Les déficits budgétaires ont pour effet de restreindre la croissance des budgets militaires, et les commandes d'avions et d'autres armements lourds passées par les gouvernements plafonnent. Ceci, s'ajoutant à des coûts de production de plus en plus élevés, se traduit par une augmentation du coût unitaire et, partant, une réduction du nombre d'unités produites par série. L'industrie militaire et, en particulier, l'industrie aéronautique, connaîtront donc durant les années à venir une phase de réajustement. La tendance vers la concentration se poursuivra et les producteurs se verront davantage dans l'obligation de mettre en commun leurs ressources. Ces changements interviendront probablement aussi bien à l'échelle nationale que transnationale. Face à cette situation, les fabricants d'armes devront inévitablement diversifier leur production en étendant leurs activités au secteur civil, s'orienter vers la spécialisation militaire et s'efforcer de restructurer leurs exportations 53/.

55. La haute technicité des grands systèmes d'armes modernes a deux conséquences distinctes mais connexes : seuls quelques pays peuvent produire et fournir de telles armes et encore doivent-ils pouvoir les exporter pour recouvrer ne serait-ce qu'une partie de leurs coûts de mise en production. Les impératifs techniques et économiques qui les poussent à exporter se doublent de pressions politiques intérieures liées à la question de l'emploi dans l'industrie des armements ou aux objectifs de leur politique étrangère. Aussi de nombreux gouvernements ne considèrent-ils pas la limitation des transferts d'armes classiques comme un objectif souhaitable.

\*  
\*   \*  
\*

56. Il ressort clairement de l'examen ci-dessus de la dynamique de la course aux armements, sous ses divers aspects, qu'elle reste un phénomène mondial. Dans sa dimension nucléaire, elle continue de faire peser une menace sur la civilisation. Dans toutes ses manifestations, elle demeure un problème extrêmement complexe à multiples facettes qui fait obstacle aux efforts de paix et de coopération dans le monde et entrave le renforcement de la sécurité et l'amélioration des conditions locales dans tous les pays, ce en dépit des nombreux changements qu'a connus la course aux armements et des nouvelles tendances qui sont apparues depuis le rapport de 1982. Au nombre de ces changements, il y a lieu de mentionner la conscience plus nette que, dans un monde composé d'Etats souverains, la paix et la sécurité restent à instaurer, et que chaque Etat doit, d'une manière ou d'une autre, assurer sa sécurité et satisfaire les autres besoins de sa population, d'où la nécessité pour les gouvernements de répartir des ressources limitées entre les impératifs de la défense et les priorités civiles.

57. Le réexamen de la course aux armes nucléaires laisse penser qu'elle a probablement atteint son point culminant et que, du point de vue du nombre total d'armes nucléaires, une phase de lente décélération, au demeurant encore dangereuse, a commencé. Ceci est attesté par la conclusion du traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire et de portée plus courte ainsi que par le contenu de leurs négociations bilatérales en cours, notamment celles qui visent des réductions vérifiables de leurs armes nucléaires stratégiques. Mais des problèmes cruciaux n'ont pas encore trouvé de solution, notamment ceux que posent le processus de modernisation de l'armement des Etats nucléaires de deuxième plan, le risque d'une prolifération nucléaire horizontale et la poursuite des essais nucléaires.

58. Pour ce qui est des incidences des autres aspects de la course aux armements :

Progrès des techniques militaires et, partant, perfectionnement de l'armement;

Intensification et prolongation des conflits armés régionaux, coût de plus en plus élevé en vies humaines et recours aux armes chimiques;

Augmentation des coûts et prolifération d'armes classiques perfectionnées de plus en plus destructives;

/...

Orientation vers un gigantesque effort de recherche-développement;

Conséquences néfastes sur la croissance économique, problème de la dette internationale et efforts tendant à promouvoir le développement social et le bien-être;

Configuration nouvelle de l'industrie des armements et du transfert d'armes,

aucune amélioration notable n'est à signaler. Pourtant, il est indéniable que là aussi une évolution tantôt vers l'avant, tantôt vers l'arrière, s'est produite durant la période qui va jusqu'au milieu des années 80. Rien n'indique cependant que l'intérêt du secteur militaire pour les armes ait diminué ou que les gouvernements soient moins disposés à les vendre.

59. Au niveau mondial, les dépenses militaires, exprimées en dollars constants, ont par exemple continué à augmenter. Les quelques baisses enregistrées semblent être dues essentiellement à la récession économique et à l'endettement. La recherche-développement militaire et les progrès techniques qui en résultent continuent de détourner, du moins à court terme, un nombre croissant de scientifiques des activités civiles et d'accroître considérablement le coût unitaire des armes, ce qui a pour effet de stimuler les efforts d'exportation vus comme un moyen d'intensifier la production et de minimiser les effets de l'augmentation des coûts. Et s'il est vrai que, sauf dans les zones de conflit et dans le cadre de transactions privées, les transferts d'armes se sont ralentis, ceci est dû davantage à des impératifs économiques qu'à une amélioration des relations internationales. En somme, il faut encore une fois reconnaître que la course aux armements a une dynamique auto-entretenu qui lui est propre.

## CHAPITRE II

### LES RESSOURCES ET LA COURSE AUX ARMEMENTS

60. La course aux armements absorbe des ressources variées allant des ressources naturelles et humaines aux techniques de pointe et aux ressources financières. Comme le dosage de ces apports diffère considérablement selon la force et le système d'armes considérés, toute proposition générale relative à la nature et à l'importance des ressources absorbées par la course aux armements reste donc entachée d'incertitude et doit systématiquement être remise en question. Il est évident, cependant, que la course aux armements contribue puissamment, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, à absorber des ressources qui pourraient autrement être consacrées au bien-être social et au développement économique. Comme dans le monde la plupart des ressources sont rares, il existe une compétition permanente entre les priorités civiles et les priorités militaires. Comme la nature de la course aux armements change avec le temps, la ponction qu'elle exerce sur les différentes catégories de ressources n'est aucunement constante. La technologie et les connaissances nécessaires pour l'appliquer sont devenues un facteur de plus en plus déterminant du développement des armements modernes, l'importance des ressources minérales et des autres ressources naturelles traditionnelles diminuant au contraire d'autant. En fait, pour plusieurs ressources minérales, des produits de remplacement moins chers et plus durables ont été mis au point dans les laboratoires. En outre, l'évolution dans le temps de l'armée a conduit à donner une importance accrue à la qualité des ressources et à l'efficacité de leur emploi et moindre à leur quantité. En d'autres termes, l'armée suit le rythme du développement économique et technique.

#### A. Ressources naturelles

61. La course aux armements et la production militaire absorbent de grandes quantités de ressources naturelles. Même si l'importance militaire d'une matière première donnée varie considérablement, il ne fait pas de doute qu'il existe un lien étroit entre les systèmes nationaux et internationaux de ressources d'une part et les besoins militaires nationaux de l'autre, comme le montre de façon très détaillée le rapport précédent 54/. Cette relation est pourtant d'une grande complexité et varie avec le temps. Une analyse sérieuse des aspects militaires de l'affectation et de la consommation des ressources doit tenir compte des multiples aspects des ressources, de leur origine, de leur coût, de leurs propriétés et de leurs emplois possibles, il faut, en d'autres termes saisir les nombreuses variables qui déterminent les systèmes de ressources. Les facteurs physiques et biologiques y entrent en effet en interaction avec l'organisation sociale et économique et avec son évolution dans le temps, qui, à leur tour, déterminent les stratégies d'affectation des ressources. L'organisation sociale des systèmes de ressources qui déterminent ces stratégies peut à son tour être modifiée par l'adoption de politiques nouvelles.

62. La composante militaire de la consommation des ressources naturelles est une des caractéristiques du système actuel qui affecte la très grande majorité des pays. Il faut surtout noter à cet égard les relations à niveaux multiples qui régissent les modalités de la production, de l'affectation et de l'utilisation des ressources aussi bien dans un pays donné qu'entre pays et, par conséquent,

/...

l'importance que revêt la dotation propre de ressources de chaque pays. Les structures de la consommation de ressources de chaque pays sont fortement dissymétriques, les pays les moins avancés ayant une consommation de ressources en général beaucoup plus faible 55/. L'utilisation à des fins militaires des ressources naturelles accentue encore ces dissymétries, leur consommation, et plus encore, dans de nombreux cas, leur origine et leur production étant fortement concentrées. Il n'est pas du tout exceptionnel que trois pays seulement se partagent la moitié ou plus des réserves connues, de la production et des exportations d'un produit minéral donné. Une telle concentration laisse attendre un comportement monopolistique ou des pratiques oligopolistiques prenant la forme de cartels d'exportation, d'accords de commercialisation et de tractations en vue du partage des marchés 56/.

63. La concentration de l'offre de ressources naturelles d'importance stratégique se traduit par une dépendance des consommateurs de ces ressources envers les fournisseurs. Diverses analyses de la question de la dépendance ont souvent souligné la vulnérabilité des pays hautement industrialisés pour lesquels une telle dépendance serait particulièrement critique, car ils seraient contraints de se procurer coûte que coûte ces ressources pour conserver une avance quantitative dans le domaine militaire. La dépendance des principaux pays à économie de marché à l'égard des sources extérieures de certaines matières premières est en effet devenue de plus en plus évidente avec le temps. Au point de vue ressources, l'Union soviétique occupe une situation privilégiée par rapport aux autres pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique. En fait, l'Union soviétique ne serait vraiment contrainte d'importer qu'un très petit nombre de minéraux 57/.

64. Mais cette dépendance à l'égard des approvisionnements extérieurs de minéraux d'importance stratégique a souvent donné lieu à des conclusions tout à fait exagérées, donnant par exemple à entendre que les pays en développement seraient à même d'asphyxier les pays industrialisés en coupant leurs approvisionnements stratégiques. A y regarder de plus près, il apparaît que sur l'ensemble constitué par quelque 35 minéraux d'importance stratégique, les pays en développement disposent de plus de deux tiers des réserves, c'est-à-dire n'exercent un véritable contrôle, que pour la bauxite, le cobalt, le lithium, le columbium, le tantale et l'étain 58/. En outre, il faut faire observer que seuls quelques pays en développement contrôlent les réserves et la production des minéraux classés dans ce groupe stratégique. En fait, la grande majorité d'entre eux sont largement tributaires des importations, souvent plus que les pays développés. Toutefois, comme ils consomment très peu de ces ressources, leur vulnérabilité à l'interruption de leurs approvisionnements extérieurs, qu'elle provienne de leur incapacité de payer ou des réticences des fournisseurs inspirées par des motifs de nature politique, n'a pas de retentissement international. La seule exception évidente est celle du pétrole. Dans le cas du pétrole, les pays en développement non producteurs ont en effet été plus touchés que les pays industrialisés par les efforts qu'ont faits les exportateurs de pétrole pour obtenir des prix plus élevés.

65. Alors que la plupart des pays suffisaient à leurs besoins en charbon en faisant appel à leurs propres ressources, le pétrole, depuis qu'il est devenu le combustible le plus largement utilisé, a dû être importé d'autres régions, en particulier du Moyen-Orient. Au moment où la croissance industrielle du Royaume-Uni, et plus tard des Etats-Unis d'Amérique, est devenue de plus en plus

/...

subordonnée aux importations de pétrole en provenance de cette région, l'importance du pétrole a pris un caractère stratégique. La dépendance du secteur civil aussi bien que militaire de la plupart des pays industrialisés à l'égard du pétrole d'origine étrangère, a rendu plus impérative la protection de ces approvisionnements et des voies maritimes internationales contre le risque d'une intervention de puissances adverses. Les stratégies navales et autres démonstrations de la force militaire ont été, dans une mesure considérable, influencées par les besoins de pétrole des sociétés industrielles modernes 59/. De nombreux pays en développement sont, de même, devenus fortement tributaires des importations de pétrole, mais du fait de leur vulnérabilité économique et de leur faiblesse militaire, ils ont rarement recours, en cas de situation difficile, à une intervention militaire unilatérale. Si aucune armée ne peut se passer de pétrole, les pays industriels ayant des besoins bien supérieurs à ceux des pays en développement peuvent être conduits à prendre des mesures politiques et militaires plus radicales.

66. La rareté des matières premières non renouvelables comme des ressources énergétiques et du sol peut être source de tensions et de conflits. Une telle rareté tient moins à la nature qu'à l'homme; elle est en effet la conséquence de la mise en oeuvre de formes de développement ne pouvant être durablement maintenues. La Commission mondiale pour l'environnement et le développement voit dans cette forme de développement la cause de l'état très précaire de l'environnement dans certains pays; par conséquent, de graves disparités de la dotation en ressources écologiques, en terres arables et en matières premières peuvent précipiter des conflits ou exacerber des tensions entre pays 60/. De tels conflits sont déjà une réalité. Dans les pays en développement, ils peuvent prendre un aspect territorial, en ce sens qu'une dépendance directe des hommes à l'égard de la terre et de l'eau, nécessaires aux récoltes, a pu pousser des collectivités nationales ou locales à s'affronter. Les guerres civiles ou les conflits frontaliers ont souvent été déclenchés par la pénurie de ressources. D'une façon générale, les tensions qui peuvent exister entre pays industriels n'ont pas cette origine, ou tout au moins pas au même degré. Elle peut toutefois être un facteur dans leurs interventions extérieures, voire leurs stratégies militaires. Or, de telles interventions peuvent souvent compromettre plutôt que faciliter l'accès au pétrole et aux matières premières. La stabilité des approvisionnements pourrait sans doute être mieux assurée par le développement de relations durables que par la coercition et des interventions militaires. Cette considération, pourtant, n'a pas réduit l'importance du pétrole en tant qu'élément moteur de la politique étrangère d'un pays, que celui-ci soit producteur ou consommateur 61/. Si la compétition internationale qui se joue autour des ressources suscite des tensions, elle conduit rarement, de façon directe, à des conflits transfrontaliers majeurs 62/. Plus souvent, les Etats entrent dans des conflits internes larvés par les efforts qu'ils font pour étendre la mise en valeur des ressources pétrolières et d'autres ressources minérales, comme l'uranium, aux terres traditionnelles de certains groupes de population. De tels efforts, ayant souvent pour but des profits individuels ou un contrôle des approvisionnements, peuvent mettre en péril l'avenir de ces populations autochtones et l'équilibre du milieu où elles vivent. Ainsi, les besoins d'énergie et de matières premières des industries civiles et militaires créent des chaînes causales complexes, qui s'étendent à la fois au système international et aux collectivités locales. Il est donc désormais manifeste que les ressources constituent un système transnational aux nombreuses ramifications.

On a fait valoir les exigences de la sécurité militaire pour maintenir un contrôle national sur ce système transnational, contrôle qui se manifeste sous la forme d'arrangements politiques et contractuels divers entre producteurs et consommateurs, par des politiques de stockage et par la mise au point de matériaux de remplacement synthétiques ou autres.

67. La consommation militaire de ressources naturelles, comme on l'a déjà indiqué, n'est pas insensible au progrès technique. L'histoire montre qu'avec la croissance économique, le maintien en état de marche de la machine productive a demandé de plus en plus de matières premières. Il existe une corrélation entre la dépendance d'un pays à l'égard des matières premières et l'intensité de leur utilisation, d'une part, et le niveau de revenu et les formes et le caractère plus ou moins récent de l'industrialisation d'autre part. Cela signifie qu'à l'avenir la consommation des métaux d'usage courant augmentera relativement plus vite dans les pays en développement que dans le monde industrialisé. L'une des exceptions semble être l'aluminium, moins facilement remplaçable que la plupart des autres métaux et qui continue d'être indispensable dans l'industrie des pays développés. Pendant de nombreuses années encore, les sociétés minières transnationales continueront donc à s'intéresser aux réserves d'aluminium, d'autres métaux légers et de métaux stratégiques 63/. Ces tendances d'ensemble de la consommation se retrouveront également dans les industries d'armement. Celles de la plupart des pays industrialisés auront besoin de moins de métaux lourds d'usage courant et de plus grandes quantités d'un plus grand nombre de métaux stratégiques. Les besoins de divers métaux d'importance critique peuvent représenter des quantités relativement faibles, mais, même en petites quantités, il peut être très difficile de se les procurer. L'utilisation à des fins militaires des ressources naturelles devient ainsi de plus en plus une question qualitative et ses implications politiques et stratégiques ne pourront manquer de revêtir un caractère plus complexe que dans le passé. Dans certains cas, il n'existe aucune statistique précise de la production et des échanges de minéraux stratégiques.

68. Dans ses formes traditionnelles, l'industrie d'armement reposait sur des métaux d'usage courant comme le fer, le cuivre, le nickel et le cobalt. Comme on l'a déjà noté, les distorsions et les disparités qui caractérisent leur production, leur consommation et leurs échanges ont engendré des rivalités et des tensions et dicté des stratégies politico-militaires tendant à assurer un approvisionnement régulier; la possibilité de conflits entre producteurs et consommateurs de ces ressources a conduit logiquement à préconiser, comme moyen de faciliter l'avènement d'un monde plus stable et plus pacifique, l'adoption de mesures de conservation, une répartition plus équitable et un usage plus efficace de ces ressources naturelles 64/. Ces solutions, bien sûr, restent valables, mais elles ont dû être quelque peu modifiées par suite de l'apparition de tendances nouvelles. L'emploi de métaux stratégiques rares dans la fabrication de certains armements a d'ores et déjà réduit la portée de stratégies nationales d'approvisionnement en matières premières. La grande instabilité du marché international des métaux a commencé à avoir des répercussions inconnues jusqu'ici sur les industries d'armement. Cela est dû entre autres choses au fait que certains métaux stratégiques sont devenus l'objet d'une intense spéculation internationale, qui doit être attribuée au manque d'informations sur le niveau de leur production et à l'espérance de gains rapides 65/. L'élaboration de stratégies à long terme pour le contrôle des

approvisionnement devient donc une tâche de plus en plus ardue : la valeur monétaire des transactions, pour le fournisseur, peut être assez limitée, et pourtant il peut être techniquement essentiel pour une industrie de disposer, ne serait-ce que d'une petite quantité, du métal en question.

#### B. Ressources humaines

69. Les industries d'armement et l'institution militaire emploient diverses catégories de main-d'oeuvre. Il est malaisé de mesurer la fraction de la population active qui est employée dans le secteur militaire. Les comparaisons internationales des effets du secteur militaire sur l'emploi posent également des problèmes 66/. L'emploi militaire recouvre en effet plusieurs types de personnel : certains effectifs sont faciles à dénombrer comme les militaires du contingent, les engagés volontaires et les militaires de carrière en service actif, d'autres plus mal définis, comprenant les employés des industries d'armement ou les chercheurs et les ingénieurs participant à des travaux de recherche-développement de nature militaire. C'est pourquoi, indépendamment de l'insuffisance des statistiques et des difficultés de comparaison, les estimations de l'importance de l'emploi lié à l'activité militaire ne donnent que des ordres de grandeur et non des chiffres précis. Ces estimations sont par conséquent rarement acceptées unanimement mais fournissent, au moins, une indication de l'ampleur des ressources humaines employées à des fins militaires. On estimait, dans le rapport précédent, à 70 millions le nombre de personnes, dans le monde, participant à des activités militaires, dont 3 millions de chercheurs et d'ingénieurs et 5 millions d'ouvriers 67/. Cette estimation de l'ordre de grandeur total des ressources humaines absorbées par la course aux armements est pour l'essentiel comparable à une estimation plus récente de l'Organisation internationale du Travail (OIT) selon laquelle le nombre de personnes employées à des fins militaires se situerait, dans le monde, entre 60 et 80 millions. L'estimation donnée par l'OIT du nombre total d'ouvriers est cependant plus élevée, de 8 à 10 millions de personnes, soit 0,3 % de la population active mondiale. Dans les pays industrialisés, la fraction de la population active fournissant des biens et services au secteur militaire est, d'ordinaire, plus élevée que dans les pays en développement et se situerait entre 1,8 et 2,7 % du total 68/.

70. L'étude de l'OIT fait observer que le nombre de personnes employées par le secteur de la défense nationale est d'une façon générale assez bien connu. Ainsi, l'Arms Control and Disarmament Agency, des Etats-Unis d'Amérique, a pu estimer à 29 millions, en 1984, les effectifs des forces armées dans le monde entier, contre 27,1 millions cinq ans plus tôt et 25,9 millions 10 ans plus tôt. Selon la même source, ces mêmes effectifs, pour les pays développés en 1984 étaient de 11 millions et, pour les pays en développement de 18 millions. Si, depuis 1974, ce nombre est à peu près stable dans les pays développés, il a augmenté de 2,7 millions dans les pays en développement. La croissance est la plus nette en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient. Cependant, les pays industrialisés sont beaucoup plus militarisés que les pays en développement : en 1984, la part des forces armées dans la population totale était dans ces deux catégories de pays, de 0,98 % et de 0,49 % respectivement; il existait, bien sûr, d'importantes disparités d'un pays à l'autre. Dans les deux cas, au cours des 10 dernières années, la part de l'emploi militaire dans l'emploi total a légèrement baissé 69/. Pour se faire une idée plus précise du nombre de personnes employées par le secteur militaire, il

/...

faudrait inclure les réservistes et les forces paramilitaires. La comparaison des effectifs d'active et des effectifs de réservistes dans les forces armées permet également de se faire une idée de leurs fonctions et de leurs caractéristiques. Les pays européens neutres sont connus pour avoir des forces de réserve importantes par rapport à leurs forces armées actives (huit fois plus selon une estimation), tandis que les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et ceux de l'Organisation du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle (Pacte de Varsovie) ont une armée active presque aussi nombreuse que leur réserve : le rapport est respectivement de 1 à 1,6 et de 1 à 1,4 70/.

71. À proprement parler, il n'existe pas de secteur militaire en tant que tel, puisque l'industrie d'armement fait appel à plusieurs branches de l'appareil de production national et international. Une distinction essentielle est à faire entre les personnels relevant du Ministère de la défense, employés dans les forces armées proprement dites ou dans divers établissements paramilitaires, et les personnes employées par des entreprises privées ou publiques produisant des biens et services à usage militaire. Dans une grande puissance militaire comme les Etats-Unis d'Amérique, la situation se présente comme indiqué au tableau 5.

Tableau 5

Effectifs employés à des fins militaires aux Etats-Unis d'Amérique  
(1976-1985, en milliers)

	1977	1980	1985
Forces armées	2 133	2 041	2 151
Emploi civil fédéral	1 263	1 243	1 322
Production d'armements	1 913	2 214	3 207
Total	5 309	5 498	6 680

Source : David K. Henry et Richard P. Oliver, "The Defense Buildup 1977-1985: Effects on Production and Employment", Monthly Labor Review, vol. No 8 (1987), p. 8.

Malgré une légère augmentation pendant la première moitié des années 80, les effectifs employés dans le secteur militaire aux Etats-Unis d'Amérique sont restés à peu près constants. En revanche, l'emploi dans les industries travaillant directement ou indirectement pour le militaire a connu des changements très importants. Cette évolution observée aux Etats-Unis d'Amérique se retrouve, à un certain degré tout au moins, dans d'autres grands pays industriels, et mérite par conséquent qu'on s'y arrête. Les effectifs employés dans la production d'armements aux Etats-Unis d'Amérique en 1980, soit 2,2 millions de personnes sont à comparer aux 1,51 million de personnes employées au total dans les industries d'armement de quatre pays européens, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie 71/.

/...

72. C'est surtout par suite de la modernisation du secteur militaire que le nombre d'emplois liés à la défense a augmenté considérablement aux Etats-Unis d'Amérique de 1981 à 1985. La part de l'emploi à des fins militaires est passée de 5,3 à 6 % de l'emploi total et de 6 à 9 % dans le secteur manufacturier. Dans le même temps, le nombre total d'emplois dans l'industrie manufacturière baissait entre 1981 et 1985 de près d'un million. Cette contraction a cependant été atténuée par une augmentation de 600 000 emplois imputable aux industries d'armement. Ces emplois ont en effet été créés surtout dans les secteurs où les commandes civiles avaient fortement baissé au cours de la récession du début des années 80, comme la construction navale et l'industrie aérospatiale. La dépendance de ces secteurs, et de plusieurs autres, à l'égard des commandes militaires s'est donc fortement accentuée. Par exemple, aux Etats-Unis, dans l'aéronautique et l'industrie auxiliaire (pièces détachées), la part des effectifs liés à la production militaire est passée de 30 % en 1980 à 60 % en 1985, tandis que dans la construction navale, cette proportion est passée de 50 à 85 % 72/. Ces chiffres donnent à penser que la modernisation des arsenaux, aux Etats-Unis - et sans doute aussi quoique à un moindre degré dans d'autres pays - a non seulement gonflé les effectifs des industries d'armement mais a également insufflé une vigueur nouvelle à certaines industries traditionnelles sur le déclin.

73. Sur une plus longue période, on observe également une évolution, dans les pays industriels, de la structure de l'emploi lié à l'activité militaire : un glissement du secteur public vers le secteur privé producteur de biens et services à des fins militaires. Aux Etats-Unis, ce basculement s'est accompagné d'une réduction du nombre d'emplois créés, par milliard de dollars de demande militaire, de 92 000 en 1972 à 85 000 en 1983 (ce dernier chiffre, notons-le en passant, est inférieur au chiffre estimatif de 93 000 emplois au moins créés par milliard de dollars de dépenses publiques civiles) 73/. Cette orientation vers une diminution de l'intensité relative du travail est imputable à la productivité plus forte et à l'intensité technique plus grande des services ayant une finalité militaire comme la R-D et, en particulier, de la production de biens durables répondant à la demande militaire finale d'une part, comparée à l'intensité relative de travail plus élevée de l'emploi public dans le secteur civil d'autre part. Aux Etats-Unis, 48 % des dépenses militaires, en 1984, ont été consacrés à l'achat de biens durables, contre 8 % seulement des dépenses civiles. Ainsi, si la part que représentent les biens durables dans le PIB a dans l'ensemble baissé, elle a continué à croître dans le secteur militaire. Cela signifie que dans l'économie américaine l'industrie manufacturière lourde, qui produit les biens durables, dépend plus que jamais des budgets militaires. La part des dépenses militaires dans la demande finale totale, en 1983, était de 10,6 % pour les biens durables, de 4,4 % pour les services, de 1,4 % seulement dans le secteur du bâtiment et de 1,3 % dans celui des biens de consommation courante 74/.

74. Selon une estimation largement acceptée, mais pourtant très approximative, la R-D de nature militaire représenterait entre 20 et 25 % des dépenses totales de R-D et de 10 à 15 % des dépenses militaires des deux grandes puissances. L'effet sur l'emploi de la R-D militaire serait du même ordre de grandeur : sur les trois millions de chercheurs et d'ingénieurs travaillant dans les laboratoires scientifiques, 750 000 environ, soit 25 % mèneraient des travaux ayant des objectifs militaires 75/. Absolus ou relatifs, ces chiffres sont très élevés et le paraissent encore davantage quand on pense que ces chercheurs et ces ingénieurs sont recrutés parmi l'élite des experts.

### C. Technologie

75. La technologie est une ressource créée par l'innovation. Elle fait désormais partie intégrante de la structure économique et politique des sociétés. C'est pourquoi la mise au point de procédés et d'instruments physiques donne naissance à des conditions politiques, sociales et psychologiques nouvelles, qui sont un aspect ou une conséquence du changement technique. Si l'on se place dans une perspective historique, le changement technique est devenu de plus en plus scientifique, de plus en plus complexe et de plus en plus étroitement associé à la division du travail dans l'économie nationale. A l'origine de ce processus, on observe que l'échelle géographique et sociale de l'activité s'est étendue grâce à l'avènement de nouvelles techniques de transport et de communication. Cette expansion s'est accompagnée de la concentration du pouvoir social dans un petit nombre de centres et d'un accroissement du nombre des formes que revêt l'autorité hiérarchique. La technologie est depuis longtemps intimement liée à l'expansion et à la concentration du pouvoir dans les relations internationales 76/. La technologie militaire a été étroitement associée à une évolution historique. Des vagues successives d'expansion et de domination coloniales ont été facilitées par l'emploi des techniques de communication et d'armement les plus modernes pour l'époque. La bombe atomique est également un produit du savoir et de l'organisation techniques, qui a porté l'expansion du pouvoir et la capacité de destruction à l'extrême limite de leurs possibilités.

76. La relation entre la filière militaire et la filière civile qu'emprunte le développement des technologies nouvelles est une question d'importance critique. Il ne subsiste guère de doutes, parmi les spécialistes, que l'affectation de toutes les ressources disponibles à un effort de recherche-développement civil serait le moyen le plus efficace d'encourager le développement économique et de promouvoir la compétitivité sur les marchés internationaux. Pourtant, une telle solution n'est que rarement praticable. Sous l'effet de contraintes internationales et de pressions intérieures, l'impératif de la sécurité exige presque toujours l'affectation de ressources. Ainsi, dans leur grande majorité, s'agissant du développement de leur technologie, les nations optent simultanément pour la filière militaire et pour la filière civile. La question qui se pose est celle de l'équilibre relatif et de la nature de la relation entre ces deux filières. A cet égard, des tendances complexes et divergentes peuvent être discernées. D'une part, la compétition militaire entre les grandes puissances suscite des besoins techniques spécifiques quant à la performance et la qualité des systèmes d'armes et de leurs composantes. Cette tendance à une spécialisation et à une complexité excessives donne naissance à des technologies et à des compétences purement militaires, qui n'ont que très peu d'applications dans le domaine civil. Il n'existe cependant que très peu de technologies, dans l'industrie d'armement, qui soient entièrement militaires. Le problème est plutôt de savoir dans quelle mesure les critères d'efficacité militaire font obstacle au transfert des connaissances et de la technologie du secteur militaire au secteur civil 77/. On s'accorde à reconnaître que les techniques de pointe très particulières et l'organisation et les modalités de financement de la recherche-développement militaire s'opposent à ce qu'elle ait des retombées civiles. Ce problème est encore aggravé par le secret qui entoure la R-D militaire, en particulier au niveau le plus novateur 78/.

77. La tendance à la spécialisation et à la complexité excessives s'accompagne de l'existence de techniques se prêtant à des applications aussi bien civiles que militaires. Il semble que ce caractère interchangeable ait encore été accru par les progrès réalisés dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications. On a pu montrer par exemple que l'électronique militaire est une discipline où les liens avec le secteur civil tendent à être étroits, et comme les armements incorporent de plus en plus d'équipements électroniques, les parentés entre la production militaire et la production civile ne peuvent que se multiplier 79/. Dans le secteur électronique, l'impulsion qui a déterminé le progrès technique observé au cours des années 50 et des années 60 est venue des commandes militaires. Jusqu'à la percée spectaculaire de l'électronique commercialisée au cours des années 70, la demande militaire dépassait considérablement la demande civile. L'expansion du marché civil a permis un abaissement des prix et a instauré une relation plus symétrique entre les applications militaires et les applications civiles. Dans les secteurs de l'électronique et de l'informatique, ce sont souvent les innovations militaires qui ont suscité l'application la plus large d'une technique donnée. C'est pourquoi, dans ces secteurs nouveaux, la relation entre les applications militaires et les applications civiles tend à s'écarter de ce qu'elle est dans des domaines plus traditionnels de la recherche et de la production. Cette conclusion ne doit pas cependant être poussée trop loin. La technologie militaire garde plusieurs aspects qui lui sont propres, la nécessité de prévoir des dispositifs de secours, par exemple - qui rend impossible son remplacement par une technologie civile dans les cas où une duplication interne est spécifiquement prévue pour résister aux dégâts inhérents aux conditions des champs de bataille, afin de permettre à l'équipement endommagé de continuer à fonctionner et, par exemple, de laisser à l'équipage la possibilité de s'échapper et de survivre en cas de destruction de l'engin. De plus, divers indices donnent à penser que, dans les secteurs nouveaux, les autorités militaires, peu satisfaites des produits civils, encouragent la recherche de nouvelles applications militaires de l'électronique et de l'informatique 80/. En fait, en particulier parmi les grandes puissances industrielles, les renseignements et les communications militaires dépendent désormais de techniques de pointe souvent mises au point uniquement à des fins stratégiques bien précises. Ces réseaux de communication sont distincts des réseaux de communication civils, de façon à les rendre plus sûrs non seulement d'un point de vue technique mais également d'un point de vue politique. Ainsi, les communications militaires créent de plus en plus tout un monde invisible qui leur est propre 81/. Une situation semblable existe en ce qui concerne maints aspects de l'espace et des techniques connexes.

78. L'investissement de ressources humaines et financières dans la R-D militaire n'est pas sans entretenir certains liens avec la situation relative de l'Etat concerné sur la scène économique internationale. Les grandes puissances dépensent une part disproportionnée des fonds consacrés, dans le monde, à la R-D militaire. Il serait cependant erroné de considérer leur investissement dans la recherche, le développement et l'équipement militaires comme la principale cause des fluctuations de leur croissance économique. Il est généralement admis pourtant que la recherche-développement civile se traduit par des avantages commerciaux plus nets sur le marché mondial. La recherche civile permet, en règle générale, à un pays de s'adapter avec plus de souplesse à des marchés nouveaux et tient compte explicitement de facteurs tels que les prix et les préférences des consommateurs.

/...

La demande de produits issus de la R-D militaire est, par comparaison, limitée, aussi bien sur les marchés intérieurs que sur les marchés internationaux. La forte dépendance d'un pays à l'égard de la technologie militaire laisse donc augurer son déclin relatif futur sur la scène économique internationale. En revanche, privilégier les technologies civiles ou les technologies mixtes, interchangeableables, donne de plus larges possibilités d'améliorer la compétitivité de l'économie et d'accroître les parts de marché 82/.

79. La corrélation positive qui existe entre le niveau technique et le degré de puissance militaire est un des aspects du caractère hiérarchisé des relations internationales. Parmi les pays en développement, seuls ceux qui sont semi-industrialisés disposent des ressources et de l'équipement suffisants pour s'engager dans la voie de la création d'une industrie militaire propre. De plus, la mise en place d'une R-D militaire et d'une industrie d'armement nationales, d'une façon générale, n'est pas possible sans l'importation de biens d'équipement et de connaissances techniques. Une sujétion technologique est ainsi créée, qui tend, dans tout pays, mais en particulier dans les pays en développement, à polariser les structures économiques et sociales : la tendance mondiale au développement inégal se trouve ainsi reproduite à l'échelon national 83/. On en trouve l'illustration dans les politiques que mettent en oeuvre plusieurs pays producteurs d'armements qui cherchent à accroître la composante nationale de leur industrie d'armement et à l'édifier plus systématiquement sur leurs propres ressources. Une telle tactique ne permet que très rarement de s'implanter sur les marchés des équipements militaires des pays industriels - qui sont de toute façon plus ou moins fermés - mais elle permet des exportations d'armes vers d'autres pays en développement, qui, souvent, préfèrent des systèmes plus simples et plus fiables aux armements exportés par les principales puissances militaires. L'importation d'armements, plutôt que leur production locale, a la préférence de nombreux pays en développement qui admettent que, pour eux, un développement à base de ressources se justifie plus qu'un développement s'appuyant sur l'industrie manufacturière. Une telle stratégie ne nie pas la nécessité de créer une industrie locale de biens d'équipement mais cherche à limiter et à maîtriser les dépendances technologiques directes et à privilégier une exploitation rationnelle des ressources humaines et naturelles intérieures 84/. Les pays qui optent pour ce modèle sont des acheteurs potentiels d'armements produits par d'autres pays en développement partisans du développement fondé sur l'industrialisation. Il n'est pas inconcevable que la division économique du travail qui apparaît entre pays en développement donne naissance à de nouveaux échanges internationaux entre d'une part les produits industriels, armements compris, et les ressources naturelles de l'autre. De tels échanges existent du reste déjà, essentiellement entre les pays industriels et les pays exportateurs de pétrole.

\*  
\*      \*

80. L'analyse de la consommation de ressources due à la course aux armements montre clairement que celle-ci entre en compétition avec l'utilisation de ressources naturelles, financières, humaines et technologiques, qui pourraient être consacrées au bien-être social et au développement économique. Comme ces ressources ne sont pas illimitées, des choix doivent être faits, aussi bien sur les pays qu'à l'échelon international, quant à l'importance relative à donner

/...

applications militaires et aux applications civiles. Depuis quelques années, les ressources technologiques, et notamment le personnel qualifié nécessaire à leur mise en oeuvre, semblent, plus que les ressources naturelles, revêtir une importance accrue pour le secteur militaire soucieux de ne pas prendre de retard par rapport au développement économique et technologique.

81. La relation entre les ressources naturelles et les aspects militaires de leur consommation ne laisse pas d'être complexe tant à l'échelon national qu'international. Cela est dû en partie au fait que les minéraux stratégiques, en particulier un petit nombre d'entre eux qui sont essentiels, sont répartis dans le monde de façon très inégale, d'où l'importance des approvisionnements et le risque de comportement monopolistique des fournisseurs. Tant par ses usages militaires que civils, le pétrole revêt une importance particulière pour les sociétés industrielles, mais également pour de nombreux pays en développement qui n'en produisent pas. Le caractère limité et épuisable du pétrole, comme de maintes autres ressources naturelles, crée des tensions qui peuvent dégénérer en conflits. Dans certains cas cette situation conflictuelle est limitée aux populations autochtones; dans d'autres, elle donne lieu, sous une forme ou sous une autre, à une intervention extérieure plus ou moins ouverte. Il faut cependant noter que si, pour certains minéraux naguère d'importance critique, des produits de remplacement ont été mis au point, l'aluminium et quelques métaux à usage spécialisé restent essentiels et donnent lieu à des opérations spéculatives.

82. Dans le monde entier, de 60 à 80 millions de personnes sont employées à des fins militaires, dont 29 millions, en 1984, appartenaient aux forces armées et se répartissaient comme suit : 11 millions dans les pays développés et 18 millions dans les pays en développement, qui sont il est vrai bien plus nombreux; les pays développés étaient beaucoup plus militarisés que les pays en développement, puisqu'ils comptaient dans leurs forces armées une proportion de leur population à peu près deux fois plus forte. Le secteur militaire fait appel à de nombreuses branches de l'appareil productif national et international, employant, dans les pays industrialisés, un grand nombre de travailleurs qualifiés. Entre 1980 et 1985, il ne fait pas de doute que des dépenses publiques civiles d'un montant équivalant à ce qui a été consacré à l'activité militaire auraient pu créer plus d'emplois. En outre, la R-D militaire représente environ 25 % du budget mondial de R-D et emploie une proportion semblable de chercheurs et d'ingénieurs.

83. Le progrès technique suscite des phénomènes psychologiques, sociaux et politiques nouveaux, en particulier par le canal de l'innovation dans le domaine des transports et des communications. La technologie militaire consacrée à la sécurité n'est pas restée en retard; en d'autres termes, les nations du monde tendent à développer simultanément la technologie militaire et la technologie civile. La question est alors celle de l'affectation des ressources et celle des retombées. Si celles-ci sont dans de nombreux cas rendues difficiles par la nature très spécifique des besoins militaires, ce n'est pas le cas dans tous les secteurs, dans celui de l'électronique en particulier. Il s'est avéré que la R-D civile engendre des avantages plus nombreux que la R-D militaire, en particulier sur le marché mondial considéré comme un tout. Avant qu'un pays puisse se lancer dans le développement d'une industrie militaire, il doit disposer d'une infrastructure considérable et doit être à même d'importer les matières premières et les éléments nécessaires. Il s'ensuit une dépendance à l'égard des producteurs existants.

/...

Ainsi, plusieurs parmi un nombre modeste mais croissant de pays qui commencent à compter dans le domaine de la production d'armement cherchent à accroître progressivement la composante intérieure de leur production; ils peuvent souvent déjà exporter des biens d'équipement militaire robustes et fiables, techniquement moins complexes, vers d'autres pays en développement. Ces facteurs sont de nature à conduire à une configuration nouvelle du commerce international d'armements.

### CHAPITRE III

#### DEPENSES MILITAIRES ET DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

##### A. Généralités

84. La relation qui existe entre désarmement et développement est largement reconnue depuis longtemps. De nombreux experts estiment qu'il existe un lien intrinsèque entre dépenses militaires et développement. Toutefois, d'autres considèrent qu'il faut apporter une précision puisque le processus de développement ne peut être poursuivi que lorsque la sécurité est assurée grâce à des moyens de défense appropriés. Pour eux, il n'existe pas de relation directe entre le désarmement dans les pays industrialisés et l'essor économique des pays en développement. La relation entre désarmement et développement, qui est celle à laquelle on se réfère le plus souvent, est considérée comme ayant des effets positifs. En effet, si des ressources, par ailleurs limitées, sont absorbées par un budget militaire élevé au détriment du secteur civil, le désarmement créerait un nouvel apport de ressources qui, sans cela, feraient défaut : les ressources libérées par le désarmement peuvent contribuer au développement économique et social. La relation entre dépenses militaires et développement, par contre, est généralement considérée comme négative : le gonflement des dépenses militaires saperait la base économique de la croissance et du développement et contribuerait, partant, à la stagnation. S'il est vrai que certains types de dépenses militaires stimulent à court terme la croissance dans certaines économies, elles entraînent moins d'effets favorables que la plupart des dépenses civiles et ont, à long terme, des incidences économiques presque invariablement négatives.

85. Ces incidences de l'excès d'armement sont résumées dans le Document final de la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement dans les termes suivants :

"La course aux armements qui se poursuit, outre qu'elle entrave le processus du renforcement de la confiance entre les Etats, absorbe une proportion beaucoup trop importante des ressources humaines, financières, naturelles et technologiques du monde, grevant lourdement l'économie de tous les pays et faisant obstacle aux courants commerciaux, financiers et technologiques internationaux. Les dépenses militaires mondiales offrent un contraste saisissant avec le sous-développement économique et social, ainsi qu'avec la misère et la pauvreté qui sont le lot de plus des deux tiers de l'humanité. Il est donc de l'intérêt commun d'assurer la sécurité à un niveau plus bas d'armement et de trouver les moyens de réduire les dépenses correspondantes 85/."

86. C'est toutefois avec prudence qu'il faut tirer des conclusions quant à la relation entre dépenses militaires et développement. Elle peut ne pas produire les mêmes effets d'un groupe de pays à l'autre, ni au sein de chaque groupe dans le temps. Certes, l'établissement de catégories générales telles que pays développés et pays en développement, ou pays à économie de marché et pays à économie planifiée, peut être utile en ce qu'elles permettent de définir, au sein du système des relations internationales, des sous-systèmes propres à faciliter l'étude de la

/...

relation entre militarisation et développement. Toutefois, ces subdivisions sont peu précises et il peut exister des différences considérables entre des pays classés dans un même groupe. Les concepts généraux de "militarisation" et de "développement" peuvent être exprimés en termes concrets en recourant à divers indicateurs. Ainsi, pour ce qui est du développement, on peut faire appel à des indicateurs tels que niveau de l'investissement, taux de croissance économique, égalité sociale et économique et taux de satisfaction des besoins fondamentaux. La corrélation entre ces variables et les indicateurs relatifs aux activités militaires donnera des résultats qui seront vraisemblablement très divers. C'est donc avec circonspection qu'il faut envisager les effets de la relation entre dépenses militaires et développement en prenant soin de la replacer dans le contexte approprié 86/.

87. Les données concernant les dépenses militaires sont généralement trop inexactes pour que leur analyse permette des comparaisons spatiales et temporelles valables. Elles ne suffisent donc pas à rendre compte de façon satisfaisante de l'importance réelle des moyens militaires, en termes d'armes, de fournitures et d'effectifs, pas plus qu'elles ne permettent de mesurer l'influence économique du secteur militaire. Pour compléter l'information qu'elles nous fournissent, divers indicateurs exprimant ces deux notions ont été proposés. Certains font intervenir les effectifs militaires, d'autres la part de l'armée dans le produit national brut (PNB). Bien qu'imparfaite à bien des égards, la méthode du PNB semble au stade actuel donner l'indicateur le moins contestable si l'on recherche une estimation quantitative de la charge que représente la défense dans divers pays pour faire une comparaison approximative 87/.

88. Une interprétation économique traditionnelle de cet indicateur est étayée par la notion analytique de coût d'opportunité. Le coût d'opportunité des dépenses militaires désigne tout simplement le nombre d'unités d'autres secteurs de dépense (enseignement, santé ou protection sociale, par exemple) auxquelles il faudrait renoncer pour créer une unité de défense ou, à l'inverse, le nombre d'unités de ses autres secteurs qui pourraient être créés si l'on renonçait à une unité de défense. En raisonnant ainsi, on suppose que les dépenses militaires se substituent à des dépenses sociales et autres et on calcule l'effet d'un accroissement ou d'une réduction des dépenses militaires en fonction des autres secteurs. On peut procéder de diverses manières. L'une des plus simples est d'appliquer cette méthode à la prise des décisions concernant les différents types de dépenses dans le budget du gouvernement, du moins si l'on peut considérer que les différentes possibilités sont interchangeable. Il faut alors se placer dans la perspective de l'objectif positif qui pourrait être atteint par réaffectation à des fins sociales d'une partie des dépenses militaires.

89. La ventilation par secteur des affectations budgétaires de divers groupes de pays permet de se faire une idée générale de la répartition des ressources entre le secteur militaire et des secteurs non militaires généralement jugés importants (voir tableau 6).

Tableau 6

Répartition, en pourcentage, des affectations budgétaires  
 par secteur a/

	<u>Défense</u>		<u>Sécurité sociale</u>		<u>Santé</u>		<u>Education</u>		<u>Autres secteurs</u>	
	1978	1984	1978	1984	1978	1984	1978	1984	1978	1984
Pays industrialisés	13,5	15	37,7	36,8	11,2	11,5	5,1	4	32,5	32,7
Pays en développement	15,4	13,4	16,1	16,1	4,4	4,2	10,8	9,8	53,3	56,5
Répartition mondiale	13,9	14,6	33,3	32,6	9,6	9,8	6,4	5,3	36,8	37,7

Source : Government and Finance Statistics Yearbook, vol. 10, (Fonds monétaire international, Washington) 1986.

a/ Du fait des fluctuations du PNB, à la fois dans les pays industrialisés, dans les pays en développement et à l'échelle mondiale, une variation en pourcentage à la hausse ou à la baisse n'indique pas nécessairement une variation en termes absolus.

Certes, une telle répartition, en ce qu'elle a de très général, tant au niveau des catégories que du nombre élevé des programmes et activités très divers nécessairement regroupés dans la dernière colonne, ne peut permettre une analyse approfondie. Toutefois, elle fait apparaître certains faits intéressants qui semblent corroborer d'autres sources. Ainsi, entre 1978 et 1984, les budgets militaires ont augmenté en termes relatifs dans les pays industrialisés mais ont diminué, toujours en termes relatifs, dans les pays en développement. Il faut alors déterminer si les dépenses militaires effectuées au cours de cette période se sont substituées aux dépenses civiles ou si elles sont venues les compléter. Or, l'on ne peut répondre à cette question de façon concluante; en effet, toute modification apportée à l'ensemble du budget national peut avoir des répercussions sur le mécanisme de répartition des affectations entre le secteur militaire et le secteur social. Toutefois, l'information donnée dans le tableau suggère la possibilité d'un effet de compensation entre les dépenses militaires et les dépenses publiques civiles. Des travaux de recherche plus approfondis ont fait ressortir que les dépenses militaires ont tendance à avoir des incidences négatives sur la satisfaction des besoins élémentaires de la population, tendance qui, toutefois, ne se retrouve pas partout 88/. Il importe également de ne pas perdre de vue que les objectifs sociaux, tels que les soins de santé, l'éducation et le logement peuvent être réalisés par une contraction des dépenses de secteurs autres que le secteur militaire, par exemple les projets non prioritaires du secteur public et la consommation privée.

/...

## B. Incidences sur le développement économique

90. L'on est aujourd'hui largement parvenu à trancher la question fondamentale de savoir si les dépenses militaires favorisaient ou entravaient la croissance économique. Dans la plupart des pays, on assiste à un phénomène de substitution entre dépenses militaires et développement socio-économique 89/. Si le but initial des dépenses militaires est de répondre aux besoins de la défense, des études récentes semblent indiquer que, lorsqu'ils bénéficient d'une priorité politique, dans certaines économies, certains types de dépenses militaires stimulent à court terme la demande et, par voie de conséquence, l'emploi dans les industries liées à la défense et encourager d'autres activités économiques. A long terme, toutefois, les coûts d'opportunité budgétaires du système de défense sont plus lourds et plus apparents. Ainsi, alors qu'à court terme, dans une conjoncture caractérisée par une capacité excédentaire ou une demande insuffisante, les dépenses militaires peuvent avoir un effet multiplicateur en suscitant la demande nécessaire, à plus long terme, la disparition de l'investissement productif peut nuire considérablement à la croissance 90/. Les coûts d'opportunité des dépenses militaires peuvent être analysés par comparaison entre différents pays ou par l'examen, dans chaque pays, de l'évolution du processus de développement dans le temps. Ces deux méthodes tendent à produire des résultats différents.

91. L'analyse, dans le temps, de l'évolution des pays industrialisés indique qu'à plusieurs reprises la croissance économique est allée de pair avec l'augmentation des dépenses militaires 91/. On ne peut toutefois déterminer, à partir de ce type d'études, laquelle entraîne l'autre; en outre, de nombreux facteurs font que cette relation, au niveau de chaque pays, est loin d'être claire 92/.

92. Diverses études comparant les incidences à long terme des dépenses militaires dans un certain nombre de pays industrialisés ont mis à jour et fait ressortir l'importance capitale de l'investissement productif. D'une manière générale, les dépenses militaires ont des incidences positives sur la production industrielle par suite des achats publics de biens d'équipements pour les forces armées. Néanmoins, dans certains pays, comme les Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), on constate que, pour la plus grande partie de la période écoulée depuis la seconde guerre mondiale, les dépenses militaires ont été élevées alors que les taux d'investissement demeuraient faibles. On peut dans ce cas supposer qu'il y a une relation de cause à effet entre ces deux aspects, les dépenses militaires provoquant inexorablement et de façon directe une compression des capitaux d'investissement. La régression de l'investissement se répercute sur les bases de la croissance économique et entraîne un ralentissement de cette dernière. Enfin, la production militaire a tendance à absorber des ressources qui pourraient être mises à profit pour promouvoir la croissance par les exportations. On se trouve donc face à un effet de substitution entre, d'une part, les dépenses militaires et, d'autre part, l'investissement productif, c'est-à-dire, en fin de compte, la croissance économique globale 93/. Cette relation négative entre les dépenses militaires et l'investissement, d'une part, et la formation de capital et le taux de croissance macro-économique, de l'autre, vaut pour la plupart des pays de la zone OCDE 94/.

/...

93. Cet effet de substitution est également apparent dans les pays à économie planifiée. Ces pays ont dû fournir un effort considérable, au point de vue économique, pour renforcer leurs infrastructures de défense tout en maintenant une base économique, scientifique et technique fiable. Pour ce faire, il a fallu affecter des ressources en capitaux au développement de branches militaires de l'industrie et à la création et au maintien d'une base industrielle, scientifique et technique susceptible de permettre la production d'armes modernes. En conséquence, la mise en oeuvre des programmes militaires a lourdement pesé sur l'économie et a détourné du secteur productif des ressources humaines, financières et naturelles et rétréci les réserves d'investissement disponibles pour le secteur civil, et ce pratiquement sans interruption depuis la fin de la seconde guerre mondiale 95/. D'autres chercheurs ont constaté le rôle d'obstacle de certains de ces effets de substitution pour divers programmes relatifs à la consommation, notamment la construction de logements et la production de biens de consommation durables. Toutefois, on a également fait observer que dans la plupart des pays à économie planifiée, le régime de sécurité sociale a été mis à l'abri de fluctuations des dépenses militaires 96/.

94. Si, dans les pays développés, la base économique permet d'atténuer les effets négatifs des dépenses militaires sur les conditions sociales, on relève souvent qu'il n'en va pas de même dans les pays en développement, où ces incidences sont non seulement plus importantes mais plus critiques pour les conditions sociales que pour la croissance 97/. On notera cependant que, pour les tenants de la notion de marginalité (voir ci-dessus), les coûts d'opportunité des dépenses militaires ne sont pas étroitement liés au revenu national. Cela explique, dans une certaine mesure, pourquoi, indépendamment de leur niveau de développement actuel, tous les pays engagés dans des activités militaires intenses ou croissantes détournent des ressources qui auraient pu être utilisées à des fins sociales productives 98/. Ce fait est confirmé par plusieurs études empiriques de la relation entre les dépenses militaires et le développement économique des pays en développement. Toutefois, selon ces études, la relation entre les dépenses militaires et la croissance économique varie selon le niveau de développement de ces pays. Elle peut se révéler positive dans les pays en développement ayant un revenu plus élevé, tandis que dans ceux à revenu intermédiaire ou faible revenu, elle devient progressivement négative 99/. Les effets positifs à court terme des dépenses militaires, en ce qu'elles font partie des dépenses publiques, découlent du processus de modernisation, notamment du progrès technique et de la création d'une demande nouvelle. Néanmoins, il arrive souvent que ces effets soient annulés du fait que les dépenses militaires se font au détriment d'autres secteurs, et qu'elles ont des incidences négatives sur le taux de l'épargne et, partant, sur l'investissement, indispensable à la croissance et au développement 100/. Il est donc clair que la course aux armements produit le même effet fondamental dans les pays développés et les pays en développement, à savoir l'asphyxie de l'investissement orienté vers le développement économique et social et que cet effet est le plus marqué dans les pays les moins avancés.

95. Les variations marginales du budget militaire, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, sont dues à toute une gamme de facteurs. Il va de soi que la participation à des conflits internes ou externes a des répercussions directes sur les dépenses militaires. De même, les régimes militaires consacrent à

/...

la défense des sommes plus élevées que les régimes civils 101/. A long terme, les coûts d'opportunité d'un gros budget militaire, quelle qu'en soit la justification, sont presque invariablement élevés : les effets adverses de l'affectation des ressources du secteur militaire ne peuvent être contrebalancés par des effets favorables prolongés. Il convient toutefois de noter que la situation varie considérablement d'un pays ou d'une région à l'autre 102/. Les coûts d'opportunité budgétaires des dépenses militaires élevées sont de toute évidence plus importants dans les pays qui, pour d'autres raisons, doivent faire face à une crise économique et ne peuvent guère se permettre de dépenses supplémentaires au titre de programmes militaires.

### C. Incidences sur les ressources humaines

96. Le secteur militaire n'offre pas vraiment de solution au problème du chômage. La relation entre dépenses militaires et emploi est toutefois complexe et doit être replacée dans un contexte approprié. Cela est d'autant plus difficile que la situation varie considérablement, non seulement d'un pays à l'autre mais aussi parmi les diverses branches industrielles. Il n'est pas non plus facile de définir ce que l'on entend par emploi lié au secteur militaire. En effet, outre les effectifs des forces armées à proprement parler, il faut tenir compte de divers types d'emplois dans le secteur de la production militaire. Ainsi, on ne peut se contenter de prendre en compte les grands fournisseurs d'équipements militaires car laisser de côté les sous-traitants donnerait une fausse image de la situation. Ces derniers, tout comme les fournisseurs de pièces détachées, emploient généralement moins de cadres et de techniciens et plus d'ouvriers que les grands fournisseurs 103/. Le retrait du marché de la défense des entreprises indépendantes, du moins aux Etats-Unis, n'a pas modifié la situation. Face à cette tendance, les grands fournisseurs se sont dirigés vers une intégration verticale, c'est-à-dire un contrôle direct sur les sous-traitants. Ils ont également développé leurs achats à l'étranger, notamment pour ce qui est d'éléments dont la production normalisée n'exige pas d'ouvriers qualifiés 104/. Ce processus de transnationalisation de l'industrie des armements, y compris au niveau de la sous-traitance, ne fait que compliquer la mesure directe des effets de la production militaire sur l'emploi. De nos jours, la production de systèmes d'armements combine des apports humains, financiers et techniques provenant de pays divers et dans ces pays de branches d'activité extrêmement variées. Toutefois, si l'emploi lié au secteur militaire connaît une expansion dans le monde entier sous l'égide des sociétés transnationales, la recherche fondamentale, tout comme la base des processus de mise au point et de production, demeurent sous contrôle national, notamment lorsqu'il s'agit de techniques sensibles 105/.

97. D'une manière générale, les études effectuées sur le plan national ne permettent pas de conclure qu'un niveau élevé de dépenses militaires est indispensable pour assurer le plein emploi. Au contraire, ces dépenses peuvent être un facteur de chômage en ce qu'elles s'accompagnent d'une contraction des dépenses publiques dans des branches à forte intensité de main-d'oeuvre. Les industries militaires offrent en effet moins de possibilités d'emploi que d'autres secteurs. Cet effet de substitution apparaît clairement lorsqu'on se sert de modèles axés soit sur une branche industrielle donnée, soit sur une région, soit encore sur un programme d'armement précis 106/. On pourrait également étudier de

/...

façon plus particulière les effets des dépenses militaires sur l'emploi en se penchant de plus près sur le problème de la reconversion (c'est-à-dire le passage de la production militaire à la production de biens et services pour le secteur civil, dont il est discuté ci-après) qui se pose non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle locale. Par ailleurs, un resserrement général des budgets consacrés aux armements et aux forces armées permettrait de libérer des ressources en faveur du secteur civil, soit par une réaffectation de ces ressources au titre du budget soit en réduisant l'impôt et en créant des emplois par la relance de l'investissement et de la consommation.

98. La destination finale de la production - militaire ou non militaire - n'a pas, en soi, d'incidences directes sur le niveau de l'emploi, qui est fonction d'autres facteurs. Cela explique pourquoi certaines branches industrielles tributaires du secteur militaire, comme la construction navale et le service du matériel, créent parfois autant d'emplois, sinon plus, que certaines branches orientées vers la production civile telle l'industrie automobile. Toutefois, d'une manière générale, à investissement égal, les entreprises travaillant pour le secteur militaire tendent à employer moins de personnes que les autres. La raison en est double. En premier lieu, dans les principaux pays industrialisés, le passage de l'armée ou de l'administration militaire à la production d'équipement et de services pour la défense a une certaine incidence sur l'emploi; ainsi, la reconversion d'emplois du secteur public vers le secteur privé industriel ou connexe réduit le nombre de possibilités d'emploi. Toutefois, un deuxième facteur entre en jeu, du fait que cette reconversion permet la création d'emplois mieux rémunérés et l'établissement de groupes privilégiés d'ouvriers et de cadres. En d'autres termes, l'effet global de l'emploi lié au secteur militaire est qu'il abaisse le niveau de l'emploi en termes relatifs et peut également en augmenter le coût 107/.

99. Le niveau de l'emploi dans le secteur militaire comme dans le secteur civil est fonction de l'intensité de technologie et de capital du processus de production. L'ancienneté de la branche industrielle concernée est également à prendre en compte. En effet, dans des industries implantées de longue date, telles que la construction navale ou la métallurgie, la production militaire peut servir à maintenir l'emploi. Le financement par l'Etat des contrats liés à la défense peut aider ces industries à survivre. Sans ce soutien, elles pourraient souffrir de la concurrence internationale, au niveau de la productivité et de la rentabilité, et finir par être éliminées. Cependant, cette affectation de ressources, qui trouve sa raison d'être dans des questions d'ordre politique, peut contribuer à ralentir l'émergence de nouvelles branches industrielles du secteur privé qui ne pourraient faire face à la concurrence extérieure sur les marchés de la production civile qu'en faisant appel à des ingénieurs spécialisés et à une main-d'oeuvre qualifiée. Ainsi, sur le plan structurel, l'affectation de ressources limitées au secteur militaire au détriment d'autres secteurs pourrait avoir, dans les principaux pays industrialisés, des effets contraires aux objectifs visés. Dans de tels cas, les dépenses militaires entravent l'accroissement de la productivité de façon indirecte, par les incidences négatives à long terme qu'elles peuvent avoir sur les politiques d'investissement et de recherche technologique 108/.

100. D'une manière générale, les branches industrielles du secteur militaire à forte intensité technologique et hautement spécialisées, notamment l'aviation, les communications et la production de missiles, sont celles qui offrent le moins de

/...

possibilités d'emploi 109/. Par rapport aux industries traditionnelles, il s'agit là d'industries nouvelles. Or, le passage à des industries nouvelles peut créer des problèmes au niveau de l'emploi, qui peuvent, dans le cas qui nous occupe, être aggravés par suite de la tendance de plus en plus manifeste du secteur militaire à faire appel à des techniques de pointe. Il est aujourd'hui communément admis que des dépenses publiques dans des secteurs autres que le secteur militaire permettent d'offrir un plus grand nombre d'emplois 110/. C'est pourquoi la réaffectation de ressources précédemment allouées au secteur militaire aurait des conséquences favorables, et non pas négatives, sur l'emploi à l'échelle nationale. Il ne faut pas perdre de vue, toutefois, que l'emploi est, dans le secteur militaire, fortement concentré, tant par région que par branche d'activité. Ce phénomène peut entraver les efforts de reconversion de la main-d'oeuvre du secteur militaire au secteur civil. Il faut faire carrément face à ces obstacles, qui ne sont d'ailleurs pas insurmontables, car les réformes structurelles du secteur militaire et la conclusion d'accords sur la réduction des armements entraînent des mesures de réajustement. A cet égard, il faut envisager la possibilité, dans les pays à économie de marché, d'entraves d'ordre politique à la création d'emplois dans le secteur public. Si, pour des raisons d'ordre politique, l'on ne peut envisager d'expansion de l'emploi dans ce secteur, il faudrait créer d'autres possibilités d'emplois, soit dans les industries nouvelles, soit dans le secteur tertiaire, où la demande de main-d'oeuvre est encore importante. La solution la plus constructive serait d'affecter la main-d'oeuvre hautement qualifiée du secteur de production militaire à la production civile des industries de pointe, transfert qui présenterait non seulement des avantages directs pour l'économie nationale, mais permettrait également au pays de renforcer sa position concurrentielle sur le marché international, ce qui constitue un avantage durable.

#### D. Incidences sur le progrès technique

101. Les progrès techniques dans l'aviation civile, l'électronique, l'informatique, la recherche spatiale, la chimie et la biologie ont des applications militaires évidentes. Il est clair que la mise au point de techniques nouvelles dans les branches industrielles civiles contribue grandement au développement de la production militaire. A l'heure actuelle, la recherche-développement (R-D) militaire serait inconcevable sans le soutien de l'infrastructure civile au niveau de la recherche, de la mise au point et de la production. La plupart des techniques mises au point pour le secteur civil sont des techniques à double emploi, qui offrent des possibilités d'application dans le secteur militaire.

102. L'inverse est également vrai, mais la relation est là plus complexe, les techniques militaires répondant à un but précis et n'ayant pas d'applications civiles immédiates. Cela a amené à penser que les retombées technologiques de la R-D militaire sont limitées, voire inexistantes 111/. Aussi justifiée qu'elle soit, cette observation doit cependant être nuancée au vu de la situation actuelle. En effet, la production industrielle fait aujourd'hui beaucoup plus appel à l'électronique, à la biotechnologie, au génie chimique et à d'autres techniques nouvelles. La nécessité de trouver des applications pour les produits de ces techniques nouvelles, dans tous les systèmes de production contemporains, tend à estomper les frontières entre applications civiles et applications militaires 112/. En d'autres termes, la différence entre ces applications tient plus à leur utilisation finale qu'à leur aspect technique intrinsèque.

103. Il importe donc, lorsque l'on analyse les retombées de la R-D militaire, d'établir une distinction entre, d'une part, l'apport du secteur civil à la production purement militaire et, de l'autre, les techniques ayant des applications mixtes. Ces dernières ont trouvé de toute évidence plus d'applications dans le secteur civil que les travaux de R-D purement militaire. On a également fait valoir que les grands projets de R-D militaire dont les objectifs militaires sont définis en termes vagues, auront vraisemblablement plus de retombées que la mise au point de systèmes d'armements à paramètres précis 113/. Dans l'ensemble, ces retombées présentent deux aspects distincts : un aspect spécifique, à savoir l'application au secteur civil des connaissances techniques acquises lors de la mise au point de systèmes d'armement donnés; un aspect général, qu'il revient à chaque Etat d'évaluer. En fin de compte, il s'agit de savoir si, au point de vue national, le progrès technique est dicté par des besoins militaires ou des besoins de développement. Diverses études de pays semblent indiquer que le développement des industries militaires, spatiales et nucléaires est dû en partie aux conséquences non voulues des progrès de la technique. Mais il est également clair que l'expansion de ces industries est dictée par des considérations d'ordre politique et militaire qui ne dénotent pas nécessairement la volonté de contribuer au bien-être des citoyens et au progrès social, voire à la sécurité de la nation 114/. Une fois la sécurité garantie, il serait dans l'intérêt des besoins de la population d'affecter les ressources financières allouées à la R-D militaire, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, à la réalisation d'objectifs civils.

104. Chez les grandes puissances, la R-D militaire est passée de projets de faible envergure à des "méga-projets" qui engloutissent des dizaines de milliards de dollars. Ces projets font appel à divers instituts de recherche et à des milliers de chercheurs et d'ingénieurs, que ce soit pour mettre au point un système d'armement donné ou approfondir une idée d'ordre plus général. La question des retombées économiques et sociales de tels projets fait l'objet de polémiques. Les partisans de ces projets font valoir que les progrès réalisés, dans le cadre de programmes comme celui de l'Initiative de défense stratégique (IDS), succinctement exposé au chapitre premier, peuvent être commercialisés pour assurer une expansion des marchés et être une source de profits pour de nombreuses branches industrielles. Il va sans dire que les sociétés qui participent de près aux divers "méga-projets" en tirent profit à court terme, étant donné les sommes énormes que l'Etat consacre à leur réalisation.

105. A l'échelle nationale, les incidences des projets militaires se présentent de façon plus complexe. L'on a relevé, avec raison, que le secret militaire entrave le transfert de technologies vers le secteur civil. En outre, la R-D militaire met l'accent sur le caractère performant d'une technique. On l'a vu, les critères de performance et de duplication sont d'un intérêt tout particulier dans le secteur militaire, où un système d'armement doit pouvoir surpasser et détruire ceux de l'ennemi, mais, pour la consommation civile, où l'élément "prix" l'emporte, il s'agit là de considérations secondaires 115/.

#### E. Incidences sur l'inflation

106. On dit souvent que les dépenses militaires sont l'une des causes majeures des pressions inflationnistes. Il n'empêche que la relation entre dépenses militaires et inflation est difficile à déterminer. Pour la faire apparaître, il faut prendre en compte les trois facteurs communément admis comme étant responsables de l'inflation : les coûts, la demande et le gonflement de la masse monétaire. L'inflation par les coûts suppose qu'il existe des éléments propres à la production militaire qui provoquent de façon autonome une poussée inflationniste. On peut citer en exemple le caractère oligo-polistique et non concurrentiel du marché militaire, grâce auquel les principaux fabricants d'armes imposent des prix qui ne pourraient être soutenus si les lois du marché devaient jouer 116/. La hausse rapide des coûts des technologies militaires sur le marché international des armements, imputables tant à la structure de l'industrie militaire qu'à l'importance de l'aspect qualitatif de la course aux armements, pousse également à l'inflation. Cela donne à penser que l'importance accordée au critère de performance aux stades de l'évaluation des technologies militaires et de leur acquisition contribue également à l'inflation par les coûts. Il importe toutefois de ne pas oublier que la hausse des coûts de production inhérents à la mise au point de nouveaux types d'armements n'est pas équivalente à l'inflation. La course aux armements entraîne la production d'armes plus perfectionnées, différentes de celles qui existent. S'il est vrai qu'il s'agit là d'une amélioration des produits, l'importance accordée au critère de performance et à la qualité technique face à l'adversaire ne fait pas moins de l'augmentation permanente des coûts des technologies militaires un nouveau problème. Pour toutes ces raisons, les coûts liés à l'exécution de nouveaux programmes seront pratiquement toujours élevés 117/.

107. Un accroissement des dépenses militaires non accompagné d'une réduction équivalente d'autres dépenses, publiques ou privées, particulièrement lorsque le système de production fonctionne à pleine capacité, provoque pour les prix une tendance à la hausse. L'analyse montre qu'il est arrivé, à certaines périodes, que l'augmentation des dépenses militaires ne soit pas compensée par une augmentation de l'impôt pour resserrer les dépenses privées ou par une réduction des dépenses publiques dans d'autres secteurs. Une telle situation provoque normalement, mutatis mutandis, une tendance à l'inflation surtout dans des conditions de plein emploi. Il en va de même lorsque le déficit budgétaire, généralement imputable, en partie, à un lourd budget militaire, n'est pas financé par l'épargne intérieure, sinon par une augmentation de la masse monétaire ou par l'importation de capitaux. Ce gonflement de la masse monétaire ne peut que se traduire par une hausse des prix. En matière d'inflation, tant la demande que l'élément monétaire sont d'ordre général et s'appliquent à toutes sortes de dépenses, qu'elles soient publiques ou privées, militaires ou civiles.

108. Dans les pays industrialisés, le taux d'accroissement des coûts de production, qu'il résulte de divers types d'inflation conjugués ou du perfectionnement des produits, a été beaucoup plus rapide dans le secteur militaire que dans l'ensemble de l'économie. Il en a résulté des problèmes spécifiques au secteur militaire, qui, conjugués à l'importance accordée au critère de performance, ont fait qu'il est aujourd'hui impossible de produire des avions militaires ou tout autre système d'armement de pointe en aussi grand nombre qu'auparavant. Ainsi, pour chaque

/...

nouvelle génération d'avions militaires, les coûts de programmes sont supérieurs à ceux de la génération précédente et la production est moins élevée. Une telle compression est difficilement contournable. Pour y faire face, les fabricants d'armes se sont efforcés d'accroître leurs exportations afin de réaliser des économies d'échelle, objectif devenu de plus en plus aléatoire au cours des années 80 en raison de la baisse de la demande d'armes parmi les pays en développement 118/. Il est difficile de compenser la hausse des coûts de la production militaire autrement que par une restructuration et une contraction des dépenses militaires dans d'autres secteurs de l'activité économique. Or, de telles solutions ne peuvent être appliquées facilement, soit en raison d'obstacles d'ordre politique, soit parce que l'on perçoit le caractère illogique d'une réduction de l'emploi et d'un resserrement de la consommation dans une conjoncture économique qui se dégrade.

109. A partir de là, il est clair qu'un Etat qui décide d'accroître ses dépenses militaires sans compensation s'expose à une poussée inflationniste 119/. Qui plus est, la hausse des coûts de production des nouveaux systèmes d'armement tend à relancer le processus inflationniste dans son ensemble. L'analyse fait ressortir que dans certains pays, développés ou en développement, le gonflement des dépenses militaires a, en certaines périodes, été l'un des facteurs directement responsables de l'inflation. L'on ne saurait toutefois affirmer que, dans ces cas précis, l'inflation était exclusivement imputable à l'accroissement des dépenses militaires car il est impossible d'évaluer de façon précise, pour tel ou tel pays, ce qui se serait produit si une telle augmentation n'avait pas eu lieu.

#### F. Incidences sur les flux financiers et l'endettement

110. Ces dernières années, l'aggravation des déficits budgétaires a été au centre des préoccupations dans de nombreux pays, tant développés qu'en développement. Ces déficits ont été provoqués par une multitude de facteurs : instabilité des marchés monétaires, évolution des cours mondiaux du pétrole et d'autres produits de base, politiques économiques nationales, etc. En général, les programmes militaires n'ont pas joué un rôle déterminant dans ce processus, mais la situation varie d'un pays à l'autre, interdisant toute généralisation hâtive. Dans le cas de certaines des principales puissances militaires, il est clair que la conjonction de programmes militaires de grande ampleur et de politiques fiscales laxistes a contribué à la crise budgétaire, ce qui est le signe d'une grave contradiction dans la politique gouvernementale. A long terme, les déficits ne peuvent être financés sans un endettement croissant, lequel suppose le recours à des sources de financement nationales et internationales.

111. Dans le cas des pays en développement, l'essentiel de la dette est financé par des sources étrangères qui, depuis le milieu des années 70, sont de plus en plus souvent des consortiums de banques privées internationales, et non plus des organisations publiques internationales. Dans tous les pays, mais plus particulièrement dans les pays en développement, le financement du déficit crée des pressions inflationnistes qui entraînent à leur tour de nouveaux emprunts à l'étranger. La production nationale d'armes ne peut "décoller" que si une part considérable des fonds publics est consacrée au développement de l'infrastructure et à la mise au point de systèmes d'armes; elle tend donc à aggraver le déficit budgétaire. Les importations d'armes contribuent, quant à elles, au déficit de la

balance commerciale, d'où la nécessité de nouveaux emprunts. La production nationale d'armes, surtout lorsqu'elle est encore embryonnaire, ne supprime pas le recours aux importations d'armes. De plus, les pays producteurs d'armes doivent acheter à l'étranger des intrants intermédiaires qui sont indispensables pour le processus de production mais dont les fournisseurs nationaux ne disposent pas. Ces deux types d'effort militaire - la fabrication et les importations d'armes - sans être les principales causes de l'endettement extérieur, n'en contribuent pas moins à l'aggraver. La production d'armes à forte composante importation et les achats d'armements ont donc alourdi le fardeau de la dette extérieure et conduit à sacrifier d'autres secteurs lors de la répartition de ressources déjà peu abondantes.

112. L'expansion des ventes d'armes dans les années 70 a été largement financée par des crédits provenant des pays fournisseurs. Depuis cette période, le marché international des armes a été caractérisé par une concurrence de plus en plus acharnée entre les principaux fournisseurs. Pour garder leur avantage, certains d'entre eux ont accordé d'importants crédits à l'exportation, allant jusqu'à 5 milliards de dollars dans le cas des plus gros clients. A la fin des années 70, plus de la moitié de toutes les importations d'armes dans les pays en développement étaient financées par des crédits à l'exportation. D'après certaines estimations, le coût de substitution des crédits militaires représente 20 à 30 % de la valeur réelle de la dette des pays en développement. En l'absence de fournitures d'armes, les transferts négatifs nets en provenance de ces pays auraient été réduits d'autant à la fin des années 70 120/. Ces pourcentages sont à rapprocher du montant total cumulé de la dette militaire qui, d'après les estimations, s'élevait pour la période 1972-1982 à 86 milliards de dollars, soit près de 15 % du montant total de la dette des pays en développement en 1982. Le gonflement de la dette a été imputable à l'augmentation des crédits pour les transferts d'armes qui, de 2 à 3 milliards de dollars par an au début des années 70, sont passés à quelque 10 milliards de dollars au début des années 80 121/.

113. L'ampleur des budgets militaires peut aussi avoir une incidence indirecte sur l'endettement extérieur. En effet, dans la mesure où elles réduisent la part consacrée à l'investissement et à la recherche-développement, les dépenses militaires sapent le fondement des stratégies économiques nationales axées sur l'exportation. Il en résulte un déséquilibre de l'économie nationale, qui doit être soutenue au moyen d'importations de capitaux destinés à financer à la fois le déficit budgétaire et l'effet de relance des exportations. En d'autres termes, les déficits budgétaires tendent à limiter la part des ressources disponibles pour les investissements privés ou à permettre d'assurer l'entretien de ces investissements tandis que la dette extérieure va croissant. Dans les deux cas, on aboutit à un accroissement de l'endettement extérieur du fait soit de la dégradation des résultats à l'exportation, soit de l'augmentation directe des emprunts à l'étranger. On voit donc que les dépenses militaires, en tant que composante du déficit budgétaire, compromettent les efforts faits pour sortir l'économie de l'impasse dans laquelle elles ont par ailleurs contribué à l'enfermer 122/. Cette contradiction structurelle, et les efforts faits pour la résoudre, entraînent des coûts sociaux, en particulier pour les salariés, qui peuvent même être amenés à se mobiliser contre le gouvernement lorsque celui-ci applique parallèlement des mesures d'austérité. Autrement dit, les tentatives

/...

faites par un gouvernement civil pour surmonter la crise de la dette extérieure peuvent, en raison des conséquences sociales de ces mesures d'austérité, engendrer l'instabilité politique, ce qui rend le passage du pouvoir militaire au pouvoir civil très difficile 123/.

114. Toutefois, d'un pays à l'autre, les achats d'armes n'ont pas la même incidence sur l'endettement extérieur. Dans les pays où les devises abondent, les dépenses militaires ne représentent pas nécessairement un obstacle majeur aux dépenses publiques civiles et à la croissance économique. En revanche, dans les pays où les devises sont rares, des difficultés considérables font obstacle à la création et au développement d'une industrie de l'armement qui soit viable et ces difficultés ne peuvent être surmontées qu'au prix d'emprunts de plus en plus importants. En outre, dans ces pays, le volume des fonds disponibles pour l'investissement est l'un des déterminants de la croissance économique 124/.

115. La contraction des ressources due à la dette extérieure touche plus particulièrement les pays qui ont fondé leur stratégie économique sur l'exportation de produits de base. La crise de la dette des années 80 est liée à la chute des prix des produits primaires et à la hausse concomitante des taux d'intérêt dans la première moitié des années 80; afin de se procurer les devises dont ils avaient besoin pour assurer le service de la dette, les pays exportateurs de produits primaires ont saturé le marché international, alors que la demande était molle. De plus, en essayant de développer leurs exportations, ils se sont heurtés à des mesures protectionnistes accrues et aussi à une compétition entre nations exportatrices utilisant la même stratégie. Il se peut que les pays endettés aient exporté davantage de produits de base, mais cela n'a pas nécessairement empêché la diminution de leurs recettes globales d'exportation. Ainsi, la crise de la dette a aggravé le problème des produits de base, alors qu'aucun effort sérieux n'était entrepris à l'échelle internationale pour tenter de le résoudre 125/. Dans ces conditions, les pays en développement qui avaient cherché à financer leurs achats d'armes par l'exportation de produits de base se heurtaient à des problèmes d'ajustement structurel et de service de la dette particulièrement aigus. C'est une des raisons qui les ont amenés à réduire ces derniers temps leurs importations d'armes.

116. Le resserrement du crédit international explique en partie la diminution des transferts d'armes des pays industriels vers les pays en développement. La pénurie de devises fait qu'il est difficile de maintenir les importations d'armes et de matériel militaire à des niveaux aussi excessifs. Selon certaines analyses, pour contourner cet obstacle, les partenaires commerciaux ont recours à différentes formes d'échanges compensés. En général, la préférence pour le troc, toutefois, ne tient pas toujours uniquement à la pénurie de devises. Elle peut aussi refléter une orientation fondamentale de la politique gouvernementale, favorable au commerce de compensation quelle que soit l'abondance de devises. En fait, bien souvent, les échanges compensés ont eu la préférence parce qu'ils créent des points communs, sur les plans politique, économique et technologique, entre les acheteurs et les vendeurs 126/. En général, toutefois, la réduction des importations d'armes a été bénéfique pour beaucoup de pays endettés, dans la mesure où le retour au régime démocratique implique une restructuration des priorités.

117. La production nationale d'armes et les importations d'armes ont contribué à l'endettement extérieur mais c'est généralement ailleurs qu'il faut chercher les causes profondes de ce phénomène : réduction de certains types d'importation de capitaux, accroissement de la fuite des capitaux dans certains pays, taux d'intérêt élevés et coût du service de la dette en soi. Entre 1976 et 1983, trois pays d'Amérique latine ont à eux seuls payé 173 milliards de dollars au service de leur dette extérieure 127/. L'année 1982 a marqué un tournant dans la position financière de l'Amérique latine. De 1973 à 1981, les transferts nets de ressources économiques vers les pays d'Amérique latine ont atteint 10,2 milliards de dollars. De 1979 à 1981, les transferts nets étaient encore positifs, représentant 13 % de la valeur des exportations. Entre 1982 et 1984 cependant les transferts négatifs ont représenté quelque 25 % des exportations, opérant une importante ponction sur les ressources économiques du continent sud-américain. En 1982, ces transferts négatifs nets s'élevaient à 18,9 milliards de dollars et ils étaient passés à près de 30 milliards de dollars par an au cours de la période 1983-1985 128/.

118. Les problèmes auxquels se heurtent les gouvernements d'Amérique latine ont pris d'autant plus d'ampleur que les politiques intérieures et extérieures de stabilisation ont joué dans le même sens. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, les efforts faits pour corriger les déséquilibres internes dus à l'inflation et à la récession sont allés de pair avec le passage à un gouvernement constitutionnel. Le rétablissement de l'équilibre économique intérieur était un aspect important de ce processus, mais il a dû s'effectuer alors que des pressions extérieures s'exerçaient sur ces pays pour les amener à corriger les déséquilibres liés au déficit de la balance des paiements. Au lieu de modifier progressivement la répartition des ressources afin de remédier à ces déséquilibres externes, les gouvernements des pays endettés ont dû largement se plier aux exigences des institutions économiques internationales et, faute d'autres solutions viables, prendre rapidement des mesures pour réduire les dépenses publiques, surtout sociales 129/.

119. Si l'on compare cette situation avec celle du Moyen-Orient, le fardeau relatif des importations d'armes a été moins lourd en Amérique latine. En fait, le Moyen-Orient a été le principal importateur d'armes pendant les deux dernières décennies. Les recettes du pétrole ou l'aide militaire extérieure ont aidé les pays de la région à maintenir un volume élevé d'achats d'armements mais, depuis le milieu des années 80, les recettes pétrolières de ces pays ont diminué, réduisant leur capacité d'importer des armes et d'autres techniques de pointe. En d'autres termes, ces pays ne peuvent plus importer d'armes sans que leur économie s'en ressente. La guerre du Golfe, cependant, a été menée en partie grâce au financement extérieur.

#### G. Incidences sur les conditions socio-culturelles

120. Les innovations techniques en général, et en particulier celles qui concernent l'industrie militaire, engendrent de nouvelles conditions sociales, politiques et psychologiques. La technique est donc un élément indissociable de la structure économique et politique des sociétés. Les systèmes d'armes modernes mettent en jeu d'énormes moyens économiques et organisationnels, qui mobilisent et concentrent les ressources de nombreux secteurs de la société. Au cours de leur réalisation, les

/...

projets d'armement acquièrent aisément une dynamique et une finalité propres. C'est d'ailleurs là l'une des raisons pour lesquelles ils parviennent souvent à échapper à tout contrôle public efficace.

121. Les principaux systèmes d'armes reflètent le primat accordé à la technique dans les pays qui participent à la course aux armements. Cela est vrai, en particulier, pour les grandes puissances militaires. L'idée du progrès industriel et technique est profondément enracinée dans la culture et la politique de la plupart des sociétés en quête de modernité. Les techniques militaires de pointe sont souvent considérées comme une expression de la modernité et du progrès dans les sociétés industrielles 130/. Pourtant, ces systèmes de destruction sont aussi le signe de contradictions dans le discours de la modernité. Les politiques de sécurité officielles, qui se veulent fondées sur la raison et la prudence, ont souvent produit des résultats irrationnels et peu judicieux en compromettant les dispositions visant à assurer la sécurité internationale et collective. Cette situation paradoxale est due à l'antinomie qui est apparue, parallèlement aux armes nouvelles, entre la sécurité des Etats et la sécurité mondiale : on a dit que, "de plus en plus, avec le développement des techniques militaires contemporaines, la recherche par les Etats de la sécurité dans l'intérêt de leurs citoyens implique l'insécurité croissante de tous les êtres humains en tant que tels. Plus la sécurité est définie en fonction de l'intérêt des citoyens de chaque Etat, plus elle est compromise pour les habitants de la planète" 131/.

122. La sécurité fondée sur l'Etat est l'une des bases des relations internationales actuelles. En conséquence, les tenants de la doctrine de la dissuasion justifient les systèmes d'armes en tant qu'armes défensives qui doivent être crédibles soit pour les représailles, soit pour la défense directe du territoire national. Mais, dans la mesure où ils sont des symboles de la puissance et des prouesses nationales, les grands systèmes d'armes ont aussi une fonction politique. Que cela soit voulu ou non, les projets militaires reflètent des valeurs, des intentions et des objectifs politiques que les autres nations perçoivent différemment selon leur système de référence propre. Pour des raisons culturelles et politiques, cette diversité de perception ajoute un élément d'incertitude et d'inconnu dans les relations militaires entre Etats. Il arrive aussi que le système de perception des responsables politiques diffère de celui de l'homme de la rue, ce qui peut donner lieu à des débats publics, voire à des manifestations.

123. En fait, les décisions concernant la mise au point et le déploiement des systèmes d'armes modernes déclenchent souvent de vives controverses à l'échelle nationale. Elles suscitent appui et opposition au sein d'un peuple, elles unissent autant qu'elles divisent les nations concernées. Ce genre de contradiction reflète l'opposition qui est apparue au fil des siècles entre la recherche de la sécurité militaire et la volonté de paix. On peut voir dans ces deux conceptions des réactions contre l'insécurité, chacune proposant des moyens, certes différents, d'y remédier. Historiquement, la réaction dominante face à la violence et l'insécurité a été le renforcement de la machine politique et militaire, c'est-à-dire l'Etat, afin de protéger les citoyens contre le désordre intérieur et la menace extérieure.

124. Aujourd'hui, on se demande de plus en plus si, à l'ère des armes nucléaires de longue portée, l'Etat offre un cadre approprié pour assurer la sécurité du territoire national et de ses habitants. Les armes nucléaires ont mis en évidence le décalage entre les moyens dont dispose la sécurité nationale et la nature des défis auxquels elle est confrontée. On s'est efforcé d'atténuer le problème en réaffirmant le rôle central de l'Etat comme garant de la sécurité. De même, dans certains pays, la doctrine de la dissuasion, en particulier la dissuasion nucléaire, est devenue un outil fondamental pour sauvegarder la sécurité nationale et rassurer l'opinion publique quant à sa validité. Mais, de plus en plus, on se demande si cette approche peut répondre à l'exigence de sécurité. Les sondages indiquent que l'opinion publique est divisée entre ceux qui envisagent les questions de sécurité avant tout dans le cadre de la dissuasion et de la capacité de défense, et ceux qui les pensent en termes de désarmement, de développement et en fonction de considérations humanitaires beaucoup plus larges. Ces deux conceptions ne se rejoignent pas toujours et, de fait, elles s'opposent de plus en plus souvent.

125. Ce clivage se manifeste de différentes façons - dans les organes d'information, les débats publics et l'enseignement. Historiquement, l'Etat est le principe qui a permis de concilier l'exigence de sécurité et les aspirations de la communauté humaine. Toutefois, les nouvelles formes d'insécurité apparues sur les plans tant international qu'infranational ont fait éclater ce consensus en remettant en question l'efficacité de la doctrine de la dissuasion et la notion même d'une sécurité centrée sur l'Etat. Une solution consisterait donc à définir la notion de sécurité sur une base plus large et à repenser le rôle de l'Etat, en tenant compte à la fois des exigences traditionnelles de sécurité dans le domaine militaire et des nouvelles données, qui remettent en cause la conception de la sécurité centrée sur l'Etat. Ces questions ont aussi une dimension psychologique : la course aux armements suscite angoisse et résistance, volonté d'évasion et protestation. Vivre à l'ère des armes nucléaires, que celles-ci aient pour fonction de menacer ou de protéger, est une expérience tout à fait nouvelle pour l'individu confronté au problème de l'insécurité. Toutefois, les psychologues n'ont pas manqué de souligner que l'on peut rendre ce vécu plus supportable, notamment en mettant l'accent sur les points communs dans les deux camps et en suscitant de nouvelles formes de réciprocité et d'engagement en faveur de la sécurité mutuelle. Il est particulièrement important d'accroître la réciprocité dans les relations entre adversaires, car c'est le fondement d'une coopération durable. L'initiative des entreprises de coopération et l'investissement dans ce secteur sont un gage de sérieux. Il est certain que les coûts assumés par l'autre camp lorsqu'il prend des mesures propres à accroître la confiance l'inciteront à s'engager dans une relation de coopération à long terme, en raison même du prix payé pour les gains escomptés 132/.

126. L'une des caractéristiques dominantes des milieux militaires est leur tendance au secret, justifiée par la nécessité de soustraire des informations stratégiques à la curiosité des adversaires. Le secret est indispensable à la crédibilité de l'image de l'ennemi permanent telle qu'elle est véhiculée par les parties à un conflit international. En fait, manie du secret et imagerie se renforcent l'une l'autre et créent un système de perception qu'il est difficile de briser. Le secret est également associé à la concentration du pouvoir dans la sphère militaire. La sécurité militaire est souvent définie comme un domaine qui ne

/...

relève pas du contrôle démocratique et qui ne peut donner matière à un débat public. En d'autres termes, il y a contradiction entre les exigences de la sécurité militaire et celles de la démocratie politique, contradiction que chaque société s'est efforcée de résoudre à sa façon. Bien souvent, les moyens d'information jouent à cet égard un rôle central car ils sont en mesure de justifier les dépenses d'armes et les décisions en matière d'armements, tout comme ils peuvent se faire l'écho de ceux qui s'y opposent. En ce sens, ils jouent un double rôle dans la course aux armements 133/.

127. Les problèmes de la sécurité nationale sont indissociables des autres aspects de la vie sociale. C'est pourquoi les rapports entre ces différents secteurs et les choix auxquels ils donnent lieu doivent faire l'objet d'un débat public approfondi, qui ramène les exigences du secret à leurs justes proportions. Un tel débat, et la prise de conscience critique qu'il susciterait dans l'opinion publique, contribueraient à faire tomber les murailles de l'ignorance et des préjugés entre les nations, tout en limitant la nécessité du secret et en réduisant l'impact des images stéréotypées de l'ennemi, ce qui ne pourrait qu'accroître la confiance. Une véritable confiance ne peut en effet s'instaurer dans une atmosphère de secret et de déformation des faits; elle suppose une plus grande ouverture et une meilleure communication en ce qui concerne les secteurs vitaux de la sécurité. L'instauration d'un climat de confiance suppose aussi des mesures concrètes tendant à limiter l'usage de la force et à réduire le potentiel militaire par le désarmement. Accroître la confiance est donc un processus politique qui vise à modifier la perception de l'adversaire et qui, pour être crédible, doit s'accompagner de mesures tangibles limitant la puissance militaire. Ainsi, la confiance entre nations résulte des conditions et des politiques qui prévalent aussi bien sur le plan national que sur le plan international.

128. Les milieux militaires et la société civile sont souvent considérés comme deux sous-systèmes distincts qui, en réalité, entrent en interaction l'un avec l'autre. Certes, l'interpénétration des sous-systèmes militaire et civil peut parfois prendre des formes assez radicales, le coup d'Etat militaire et l'abolition de l'armée par un gouvernement civil étant les exemples les plus extrêmes. D'ordinaire, toutefois, cette interpénétration est moins radicale et revêt des formes plus diffuses. En fait, dans la plupart des sociétés, il existe en temps de paix une société parallèle ou "société fantôme", qui intervient en cas de crise. En général, pour mettre en place cette société parallèle, les autorités militaires et civiles ne sont pas en situation de rivalité mais coopèrent l'une avec l'autre. De toute évidence, cette coopération marque moins l'opinion publique que les manifestations plus visibles de la militarisation, comme les nouveaux systèmes d'armes et les défilés militaires. Pourtant, ces liens invisibles ne peuvent manquer d'avoir un retentissement sur la vie sociale et culturelle au sein des sociétés concernées.

129. L'impact de la course aux armements sur la jeunesse et ses attitudes est un aspect qui mérite une attention particulière. Les générations plus âgées, qui ont connu la guerre mondiale, peuvent considérer que la mise au point et le déploiement d'armes font partie de "l'ordre normal des choses", bien que leur expérience personnelle puisse aussi les amener à s'opposer à la course aux armements et à la guerre. Dans la plupart des cas, cette opposition s'explique par les horreurs et

les destructions qu'a provoquées la guerre. Aux yeux des jeunes, les armes modernes, en particulier les armes de destruction massive, sont surtout des symboles de l'absurdité et de l'irrationalité du monde dans lequel ils doivent apprendre à vivre. En se mobilisant contre les nouvelles armes, les jeunes manifestent aussi contre les autres menaces et les injustices qui existent aux niveaux mondial et national. Pour eux, la course aux armements fait partie du syndrome plus complexe du "mal-développement", qu'il faut s'efforcer de corriger, ou tâcher d'oublier. En ce sens, la course aux armements a des répercussions sur l'opinion publique - en particulier les jeunes - qui vont au-delà de ses conséquences immédiates pour la sécurité nationale et internationale. C'est pourquoi, loin de se contenter d'évaluer les effets de la course aux armements en termes purement militaires ou économiques, on doit aussi analyser ses conséquences sur l'ensemble des rapports sociaux et culturels au sein de la société.

#### H. Incidences de la reconversion du potentiel militaire

130. Toute analyse du rapport entre les dépenses militaires et le développement socio-économique ne saurait être complète sans un examen de l'incidence que la réduction de l'effort militaire aurait sur la répartition des dépenses publiques. On a déjà indiqué d'une manière générale que les conséquences économiques de la course aux armements peuvent être modifiées par une limitation des armements et des mesures de désarmement, c'est-à-dire par des réductions quantitatives et qualitatives du potentiel militaire national. Ces changements s'opèrent aux niveaux national et local par des reconversions industrielles et d'autres formes de recyclage. C'est pourquoi la reconversion est un élément indispensable de tout effort visant non seulement à une limitation des armements et au désarmement, mais aussi à une réaffectation constructive des ressources au profit des activités civiles.

131. La reconversion a des dimensions politiques, économiques et techniques. Au plan politique, elle représente une stratégie qui vise à mettre au point des solutions de rechange pour l'utilisation des ressources servant à la course aux armements et à faire en sorte que ces solutions soient appliquées comme il convient. La reconversion nécessite donc que des mesures soient prises aux niveaux national et local. Le désarmement ayant des implications qui touchent à la sécurité nationale et internationale, il ne peut être promu uniquement pour lui-même. On s'accorde généralement, semble-t-il, à penser que la reconversion ne peut être considérée indépendamment de l'ensemble du système des relations internationales. Sa mise en oeuvre dépend, en effet, de la volonté politique des Etats et de leur désir de prendre des mesures concrètes de réduction des armements et de désarmement propres à consolider la sécurité internationale. Ainsi, la reconversion d'une économie militaire en une économie civile est avant tout un problème politique 134/. Cependant, reconnaître la dimension politique de la reconversion ne devrait pas conduire à en négliger les aspects économiques et techniques, qui sont précisément ceux dont on traite dans la présente section. Des plans concrets et surtout des expériences réelles de reconversion en favoriseraient la crédibilité, à condition qu'on lui donne une chance politique, et aideraient à convaincre les décideurs et les citoyens qu'il est effectivement possible de réduire les armements.

132. Tout Etat peut prendre des mesures unilatérales pour réduire ses dépenses militaires, puis entamer un processus de reconversion. Cependant, compte tenu des réalités de la situation politique mondiale, c'est aux grandes puissances qu'il incombe de commencer à désarmer sur la base d'accords mutuels et vérifiables visant à réduire les armements et à éliminer certaines capacités militaires. Des progrès dans ce domaine devraient non seulement permettre de reconvertir l'économie militaire de ces puissances en une économie civile, mais aussi donner à de moyens et petits Etats la possibilité de commencer à réduire et à reconvertir leurs propres capacités militaires. Ainsi, par exemple, un plan de reconversion mis au point pour la Suède se fondait sur l'hypothèse que des négociations sur le désarmement international donneraient progressivement des résultats sur une période de 25 ans. Cela étant, la Suède serait donc en mesure de réduire le montant des ressources qu'elle consacre à la défense sans compromettre sa sécurité 135/. Toute évaluation de la durée pendant laquelle la reconversion deviendrait une option politique réalisable est bien entendu de pure forme. Les progrès actuels du dialogue Est-Ouest sur la limitation des armements laissent toutefois supposer que des stratégies de reconversion pourront rapidement s'avérer nécessaires. Dans certains cas la réduction des dépenses militaires ne pourrait avoir un effet bénéfique qu'à moyen ou à long terme. L'existence de plans nationaux et locaux visant à mettre au point des solutions de rechange pour l'utilisation des ressources naturelles, techniques et humaines englouties par la course aux armements est l'une des raisons qui permettent d'espérer l'avènement d'un monde moins militarisé et plus pacifique.

133. Pour être efficace, la planification de la reconversion doit être spécifique, c'est-à-dire s'appliquer aux secteurs industriels et aux entreprises concernés. Les caractéristiques particulières de ceux-ci, par exemple leur dépendance à l'égard des ventes de produits militaires, ont une importance cruciale pour la nature et la faisabilité du processus de reconversion. Dans les pays à économie de marché, outre la planification nationale, c'est l'aptitude des chefs d'entreprise et des dirigeants syndicalistes à prendre des risques et à s'engager dans l'aventure de la reconversion ainsi que leur volonté de le faire qui sont déterminantes pour la réussite de l'opération. Cela suppose cependant que l'on fasse preuve de persévérance au cours des quelques années que nécessite la mise au point de nouveaux projets techniques, de plans de production et de stratégies de commercialisation 136/. Les universitaires des pays socialistes soulignent souvent que dans les pays à économie planifiée, la reconversion est plus facile car les instruments d'application sont déjà en place. Ils reconnaissent cependant que les pays à économie de marché sont aussi capables de reconvertir leur économie militaire à des usages civils. La reconversion devrait être facilitée par le fait qu'elle se ferait progressivement, ce qui donne le temps de prévoir et de tirer des leçons 137/.

134. Des expériences de reconversion à des fins civiles de bases militaires et d'installations industrielles se déroulent aux Etats-Unis et dans d'autres pays à économie de marché dans le cadre d'un redéploiement des ressources 138/. Si la reconversion des bases militaires est considérée comme une responsabilité gouvernementale, on estime généralement dans les pays à économie de marché que la reconversion de l'industrie militaire fait partie d'un processus plus ou moins spontané de restructuration et de mise à jour économiques portant sur de nouveaux

/...

produits et la mise au point de nouveaux procédés de production ainsi que sur la diffusion d'autres produits et procédés. C'est pourquoi la charge de la reconversion incombe en grande partie à l'industrie plutôt qu'aux autorités nationales ou municipales. Mais la situation serait différente dans le cas d'une reconversion associée à une réduction importante des armements. On ne pourrait dans cette éventualité attendre des industries et entreprises militaires qu'elles soient à même de résoudre par leurs propres moyens les problèmes de la reconversion. Les expériences de diversification des constructeurs d'avions de la production militaire vers la production civile montrent que ces problèmes ne sont pas toujours faciles à résoudre. Pour ces raisons, et pour d'autres, une politique publique de reconversion, prévoyant notamment des exonérations fiscales, le recyclage des travailleurs et une aide à l'investissement, est nécessaire 139/. Si l'on utilise les ressources financières actuellement consacrées au domaine militaire à promouvoir l'économie civile, cette politique serait rendue possible.

135. Les études macro-économiques sur les problèmes d'ajustement que pose la reconversion montrent que ces problèmes sont dans l'ensemble limités dans les petits pays et les pays peu militarisés. Un programme relativement simple de contre-mesures nationales suffit à compenser toute perte d'emplois ou diminution du produit national. Cela est confirmé par plusieurs études portant sur divers pays. Une étude effectuée en Norvège, par exemple, a fait apparaître qu'une réduction de 15 % des dépenses militaires sans mesures de compensation aboutirait à une diminution de 0,8 % du nombre total des emplois et, dans le cas d'un désarmement complet, à une réduction de 5,6 %. Des problèmes d'ajustement graves peuvent se poser dans les entreprises et les collectivités qui dépendent fortement des contrats et des emplois militaires, mais ils peuvent être compensés par des contre-mesures nationales. En Suède, la réduction progressive de moitié du budget de la défense de 1990 à 2015, c'est-à-dire sur une période de 25 ans, entraînerait la suppression de 1 430 emplois par an dans les forces armées et l'industrie de la défense, ce qui veut dire que moins de 1 % de l'effectif de la main-d'oeuvre suédoise serait touché dans cette période de 25 ans. Le problème n'est donc pas insoluble, mais des cours de recyclage et des mesures spéciales en ce qui concerne les installations de production les plus spécialisées dans le domaine militaire devront être prévus 140/. Les calculs faits en ce qui concerne d'autres pays semblent montrer que la reconversion serait en général praticable, à condition que la situation internationale le permette.

136. Traditionnellement, le redéploiement de la main-d'oeuvre est une préoccupation centrale dans la planification de la reconversion en raison de son importance économique et de son caractère délicat sur le plan politique. Cependant, les aspects technologiques de la reconversion revêtent depuis peu une plus grande importance. Cela est dû au rôle de plus en plus déterminant de la recherche, du développement et de la technique dans la concurrence économique entre entreprises et nations. Les énormes projets de technologie militaire sont considérés comme des instruments de puissance et de prestige sur le plan de la compétition. C'est pourquoi la reconversion ne se limite pas seulement à donner de nouvelles connaissances et aptitudes au personnel de la recherche-développement; ce personnel doit aussi pouvoir tirer parti concrètement de ces aptitudes dans de nouveaux domaines 141/. Le processus de reconversion est en d'autres termes de plus en plus lié aux politiques technologiques des Etats et des entreprises, qui doivent mettre au point des projets civils concurrents de remplacement.

/...

137. Etant donné le poids de la technologie dans la production militaire, le redéploiement des ingénieurs et de la main-d'oeuvre qualifiée dans des emplois de l'industrie civile peut poser des problèmes particuliers. Il faut cependant rappeler que dans les nouveaux domaines technologiques - comme l'électronique, l'optique, les industries spatiales - le redéploiement de la main-d'oeuvre qualifiée ne devrait pas être un problème insurmontable. Les difficultés temporaires du processus de reconversion sont éclipsées par les avantages potentiels que l'on pourrait tirer de l'utilisation à d'autres fins des ressources auparavant consacrées aux dépenses militaires. On pourrait par exemple exécuter des projets de grande échelle pour développer de nouvelles sources d'énergie, améliorer les transports, rénover les villes vieillissantes et lancer des projets directement liés à l'éducation, à la santé et à l'aide sociale. Ces projets pourraient être exécutés aussi au moyen d'opérations transnationales conjointes, ce qui contribuerait au renforcement des intérêts mutuels et de la compréhension internationale.

\*  
\*     \*

138. Compte tenu de l'analyse qui précède, il est évident que le désarmement aurait des conséquences économiques et sociales positives, car il pourrait libérer des ressources supplémentaires que l'on pourrait affecter à des usages civils. Quelle que soit la contribution économique positive que les dépenses militaires peuvent apporter à court terme, elle n'est pas aussi avantageuse que la plupart des types de dépenses publiques non militaires. Le fait que la course aux armements absorbe une part beaucoup trop importante des ressources et entrave le commerce international, la coopération et l'instauration de la confiance dans un monde où les deux tiers de l'humanité vivent confrontés aux problèmes manifestes du sous-développement, a été reconnu dans la plupart des instances internationales, notamment la Conférence internationale de 1987 sur la relation entre le désarmement et le développement. Et pourtant, les conséquences de cette relation sont complexes, variant d'un pays à l'autre et dans le temps, dépendant de nombreux facteurs, notamment d'indicateurs tels que la satisfaction des besoins minimum en matière de sécurité, le montant des investissements, les taux de croissance et le degré de satisfaction des besoins fondamentaux. L'examen des dépenses militaires en termes de capacités militaires et de coûts de substitution mène à la conclusion que la meilleure façon de mesurer globalement à la fois les conséquences politico-militaires et les coûts de substitution des dépenses militaires est d'utiliser le critère du PNB et de se concentrer sur les coûts marginaux de substitution budgétaires.

139. Avec ces considérations présentes à l'esprit, l'examen de la répartition des crédits gouvernementaux en 1978 et 1984 montre que les crédits militaires ont relativement augmenté dans les pays industrialisés et relativement diminué dans les pays en développement. L'examen des autres crédits paraît indiquer que, tout au moins dans les pays industrialisés, on a fait un choix en faveur des avantages sociaux, mais aussi qu'une réduction des crédits militaires dans les pays en développement n'entraîne pas automatiquement une augmentation des crédits de l'aide sociale, du moins en période de récession économique, lorsque ces pays sont confrontés à toute une série de problèmes urgents. D'autres travaux de recherche

/...

confirment que les dépenses militaires ont des effets négatifs pour la satisfaction des besoins élémentaires et que la récession économique globale exige une réduction des dépenses tant militaires que civiles.

140. Dans la plupart des pays, qu'ils soient à économie planifiée ou à économie de marché, la possibilité existe d'un compromis entre les dépenses militaires et le développement socio-économique. Pour ce qui est de leurs conséquences sur les coûts de substitution, les dépenses militaires créent au début une stimulation de la demande et de l'emploi, mais finissent par prendre le pas sur les investissements productifs et par ralentir la croissance. Les investissements sont essentiels, et l'on peut supposer qu'il existe une relation de cause à effet entre de fortes dépenses militaires et de faibles investissements : les premières drainent les capitaux qui pourraient servir aux seconds. De plus, la production militaire absorbe des ressources qui auraient pu être utilisées pour contribuer à une croissance économique fondée sur les exportations. Il a été démontré de manière empirique que les conséquences de cette situation sont plus graves dans les pays en développement et plus sérieuses encore dans les pays peu et moins avancés.

141. On a également démontré que l'augmentation du nombre des emplois militaires n'est pas une solution efficace pour réduire le chômage. Bien qu'il faille tenir compte de facteurs complexes dans ce domaine, on observe en général que les entreprises militaires étendent leur contrôle sur leurs sous-traitants, que les sociétés transnationales offrent de plus en plus d'emplois liés au domaine militaire, que les dépenses militaires tendent à favoriser le chômage en réduisant les dépenses publiques dans les secteurs à plus forte intensité de main-d'oeuvre et que d'une manière générale, à investissement égal, les établissements militaires emploient moins de monde que les établissements civils. Dans certains cas, la production militaire aide à préserver l'emploi dans les industries traditionnelles. Elle détourne ainsi des emplois au détriment des industries nouvelles - qui, de toute façon, requièrent moins de main-d'oeuvre - mais aussi des activités publiques civiles compétitives sur le plan international et nécessitant une forte main-d'oeuvre, ou de la production non gouvernementale et de l'industrie des services.

142. Les dépenses militaires contribuent à l'inflation parce que les pratiques oligo-polistiques et non concurrentielles du marché militaire donnent lieu à des augmentations de prix que le marché libre ne pourrait supporter. De plus, l'importance accordée par les militaires à la qualité entraîne une hausse des prix non assimilable à l'inflation. Mais toute augmentation des dépenses militaires sans réduction correspondante d'autres dépenses publiques ou privées créera des pressions générales à la hausse des prix. Enfin, comme on l'a indiqué, les coûts élevés du matériel militaire incitent fortement à exporter des armements.

143. Il est évident que les techniques civiles de pointe ont des applications militaires potentielles. De nombreuses techniques sont cependant purement militaires quant à leur utilisation finale. La conclusion que l'on peut en tirer est que les retombées technologiques de la recherche-développement militaire sont limitées. Il convient toutefois de noter qu'un nombre croissant de technologies ont des utilisations aussi bien civiles que militaires et les études qui seront faites dans ce domaine doivent en tenir compte. En définitive, la question est de savoir si les avancées technologiques sont commandées par les besoins de la défense

/...

ou ceux du développement. Les projets de recherche imposants des grandes puissances aident les entreprises qui y participent, mais les exigences de qualité et de secret font qu'ils n'ont pas de répercussions sur le marché civil. Tout bien considéré, on peut dire qu'une fois la sécurité nationale assurée, on répondrait mieux aux besoins des hommes si l'on consacrait, dans les pays développés comme dans les pays en développement, les crédits de la recherche-développement aux activités civiles.

144. Bien que les situations soient très différentes selon les cas, les programmes militaires ont fortement contribué, surtout ces dernières années, au déséquilibre des flux financiers et à l'endettement. Les besoins en infrastructures de la production nationale d'armements ont accentué cette tendance. Mais la lourdeur des dépenses militaires sous toutes leurs formes, en réduisant les ressources qui pourraient être consacrées à des investissements axés sur les exportations, compromet celles-ci. Le recours aux crédits à l'exportation pour compenser les ventes d'armes aggrave encore la situation, particulièrement dans les pays qui dépendent de l'exportation de produits de base dans un marché difficile ou en régression. Ainsi sont apparus des accords de troc qui créent des liens politiques, économiques et technologiques entre les partenaires commerciaux. Le problème général de l'endettement, conséquence de la fuite des capitaux due aux diverses raisons ci-dessus, s'ajoutant au déséquilibre économique interne, a été particulièrement grave en Amérique latine, où les gouvernements ont dû procéder rapidement à des réductions des dépenses publiques. Au Moyen-Orient, région qui importe le plus d'armes, l'afflux d'armements a continué et la guerre du Golfe est soutenue en partie par des ressources d'origine extérieure. Avec des recettes pétrolières en baisse, ce processus n'est pas sans conséquences sur le plan économique.

145. La technologie et l'industrie militaires créent de nouvelles conditions sociales, politiques et psychologiques pouvant conduire à des politiques de sécurité nationales susceptibles de compromettre la sécurité mondiale. Il arrive que ce paradoxe suscite des protestations politiques, même au sein des Etats. C'est ainsi qu'apparaît la nécessité d'une relation de coopération, de réciprocité et de confiance entre, par exemple, les tenants de la dissuasion nucléaire et les partisans de la sécurité collective. La transparence de l'information pourrait aider à instaurer la confiance et la compréhension entre les tenants de ces diverses doctrines. Les médias, aux plans national et international, et les militaires et les civils en symbiose, ont un rôle de modérateur à jouer dans les protestations et dans les conflits entre les pouvoirs publics et la population ou entre différents secteurs de la population, comme par exemple les jeunes et les autres.

146. Une conversion des biens et services militaires en biens et services civils qui se ferait sur une période suffisamment longue et qui serait bien préparée en coopération avec les gouvernements et l'industrie aux niveaux local et national, et aussi au niveau mondial dans le cadre d'un processus de désarmement, pourrait à elle seule permettre de répartir les ressources de manière plus constructive et plus avantageuse, sans créer de chômage ni susciter des difficultés en matière de main-d'oeuvre.

#### CHAPITRE IV

##### CONSEQUENCES INTERNATIONALES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

147. Dans les chapitres précédents, il était question des problèmes posés par la nouvelle escalade dans la course aux armements et les effets des dépenses militaires sur une société plus complexe qu'elle ne l'était il y a cinq ans. Le présent chapitre traite des répercussions de la course aux armements sur les relations internationales et les conditions économiques et sociales dans un monde interdépendant. Elle a un effet manifeste sur les relations entre Etats, qui obéissent à des considérations militaires et stratégiques. Elle influe aussi sur la situation économique internationale, qui est caractérisée par une instabilité financière, monétaire et commerciale, et aggrave les problèmes mondiaux, dont les effets néfastes épargnent peu de nations.

148. Le système de sécurité collective et les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies constituent la base de la sécurité internationale. L'instauration d'une paix véritable et durable passe par la mise en oeuvre efficace dudit système, une réduction rapide et substantielle des arsenaux militaires et des forces armées et la conclusion d'accords internationaux devant conduire à un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

149. Durant la période considérée, caractérisée par une évolution rapide de la situation mondiale, notamment en matière d'armement nucléaire, et le besoin de maintenir la paix, deux nouveaux concepts de la sécurité internationale ont vu le jour :

Le concept de sécurité collective procède de la conviction qu'une sécurité véritable passe par un coopération et une coordination entre tous les Etats, y compris ceux qui sont considérés comme des adversaires. La fragilité des structures économiques, sociales et écologiques demande un examen des problèmes de sécurité nationale et internationale dans une optique nouvelle et globale. Cette idée, qui ajoute de nouvelles dimensions au concept de sécurité, a été lancée par la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité (Commission Palme) et la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (Commission Bruntland). Toutes deux mettent en avant la notion de sécurité collective, qui présuppose l'élargissement de la portée de la sécurité internationale et nationale à des domaines non militaires.

Le concept de système global de paix et de sécurité internationales présuppose des efforts concertés de tous les participants aux relations internationales sans exception dans les domaines cruciaux, essentiels pour la sécurité internationale et intimement liés que sont le désarmement, le règlement pacifique des crises et des conflits, le développement et la coopération économiques, la protection de l'environnement et la promotion et sauvegarde des droits de l'homme 142/.

150. Les dépenses militaires des grandes puissances influent sur le fonctionnement de l'économie mondiale. Les précédents rapports publiés dans le cadre de la présente série d'études montrent comment la course aux armements contribue à la

/...

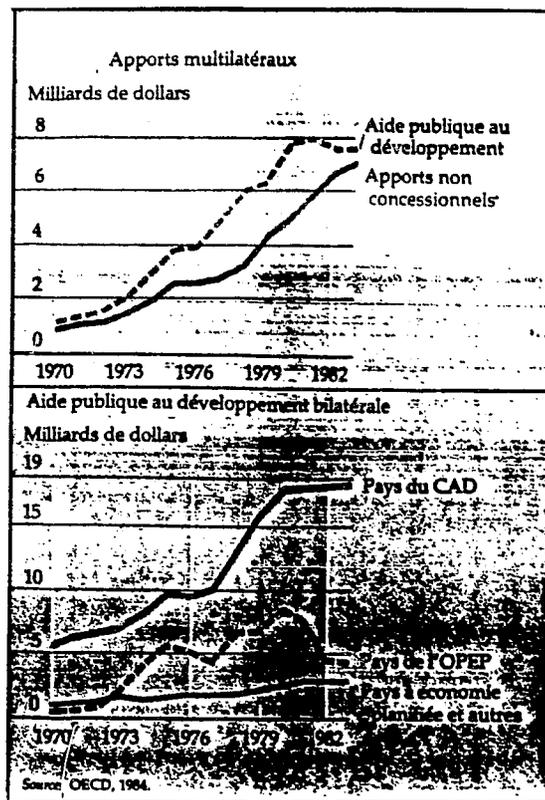
discrimination économique et entrave la circulation normale des produits, des techniques, des capitaux et des services. Ceci est vrai en particulier pour les techniques de pointe et les matières premières d'intérêt stratégique utilisées dans l'industrie militaire. Il n'est pas rare que le transfert de ces techniques et le commerce de ces matières premières fassent l'objet d'un embargo dicté par la crainte de voir l'adversaire en retirer des avantages militaires 143/. La rivalité militaire s'accompagne donc d'efforts politiques pour restreindre les transactions économiques pouvant avoir des applications militaires. En d'autres termes, la course aux armements tend à susciter des conflits à la fois politiques et économiques, ce qui exacerbe les tensions internationales et les frictions dans le fonctionnement de l'économie mondiale.

151. Les dépenses militaires ont, entre autres, une incidence sur l'ampleur des investissements et la nature des innovations techniques. Elles influent en outre sur l'équilibre des échanges et des courants de capitaux internationaux, sur l'inflation à l'échelle mondiale et l'endettement. Elles se traduisent par des sorties de ressources des pays qui participent à la course aux armements, encore que leurs effets sur la balance des paiements soient difficiles à déterminer avec précision. En somme, les dépenses militaires peuvent engendrer des déséquilibres, des fluctuations et des blocages dans l'économie mondiale et compromettre ainsi sa stabilité. Les comptes extérieurs de la plupart des pays qui participent à la course aux armements auraient sans doute été plus équilibrés si leurs dépenses militaires avaient été moins élevées 144/. La reconversion des industries militaires en industries civiles aurait par conséquent non seulement des conséquences internes mais internationales.

152. Dans l'économie mondiale, il y a une possibilité d'interaction entre l'allocation de fonds au secteur militaire et leur affectation à l'effort de développement des pays en développement. Si dans la conjoncture actuelle, il n'est pas toujours possible de réaffecter directement les ressources libérées par le désarmement aux activités de développement, il existe à l'échelle nationale un lien entre ces deux types de dépenses. C'est que le désarmement permettrait d'accroître la masse des ressources nationales dans lesquelles les décideurs pourraient puiser pour financer des projets de développement. En outre, le désarmement améliorerait le climat politique et renforcerait les bases de la coopération internationale. Il est d'autant plus nécessaire de prendre sérieusement en considération les effets bénéfiques du désarmement que les courants de capitaux bilatéraux et multilatéraux connaissent une stagnation depuis la fin des années 70, comme le montre la figure II ci-après.

Figure II

APPORTS NETS DU SECTEUR PUBLIC, PAR SOURCE, 1970-1983



Source : Rapport sur le développement dans le monde 1985, (Banque mondiale, Washington, D.C., 1985), p. 96.

153. Il est vrai que les courants d'aide publique au développement sont essentiellement régis par les affinités politiques et militaires entre pays donateurs et pays bénéficiaires. Pour certains pays donateurs, les considérations de cet ordre priment les besoins urgents des pays en développement. Or, nombre de ces derniers ont des difficultés à accéder aux marchés monétaires financiers internationaux et sont souvent incapables d'attirer les investissements directs des sociétés transnationales. Les investisseurs privés sont en effet peu enclins à investir dans des régions en proie à des tensions politiques et militaires. Qui plus est, les capitaux privés ou les investissements des sociétés étatiques vont en général aux pays qui jouissent de l'appui politique des pays donateurs. Les considérations militaires et stratégiques faussent ainsi la libre circulation des capitaux privés et le transfert des techniques, ce dont risquent de souffrir les pays en développement.

154. Les ressources libérées par le désarmement pourraient être consacrées d'urgence à l'élimination de la faim, de la pauvreté et de l'analphabétisme et à la protection des enfants du double danger que constituent la violence physique et le sous-développement. Partout dans le monde on sait aujourd'hui que la course aux armements et le développement se disputent des ressources limitées. Rivalité qui entrave non seulement la satisfaction de besoins urgents des populations au niveau national, mais aussi la mobilisation des moyens internationaux requis pour répondre à ces besoins. Une étude récente fournit à cet égard des données saisissantes : les dépenses militaires mondiales sont aujourd'hui égales au revenu total des 2,6 milliards d'habitants qui vivent dans les 44 pays les moins avancés 145/. Une comparaison entre les sommes allouées à l'échelle internationale à des secteurs à vocation sociale tels que l'éducation, la santé, le logement, la nutrition, etc., et les dépenses militaires est à ce propos significative. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) estime, par exemple, qu'il suffirait de 300 millions de dollars par an pour vacciner tous les enfants du monde contre six maladies; c'est la somme que le monde dépense en armes en trois heures. En quatre heures, la communauté internationale dépense, à des fins militaires, le budget du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour deux ans, soit 500 millions de dollars 146/. La propagation de la violence et du sous-développement a aggravé le problème des réfugiés dont le nombre s'élevait, en 1986, à environ 12 millions 145/. Les conflits armés, alimentés par la course aux armements, sont eux aussi à l'origine de grandes souffrances et de la dispersion de populations entières, dont une forte proportion d'enfants.

155. Le présent rapport montre amplement que les dépenses militaires contribuent à la désarticulation des appareils de production nationaux et compromettent les chances de développement économique à long terme. Les dépenses militaires ont des effets désastreux sur la productivité et, partant, affaiblissent la compétitivité des pays. Bien entendu, l'inefficacité économique n'est pas due uniquement à la production militaire, mais celle-ci y contribue incontestablement 147/. Bien que variant d'un pays à un autre, l'effet des dépenses militaires sur les résultats économiques est partout négatif 148/. Des dépenses militaires élevées nuisent à la position des pays dans l'économie mondiale; en règle générale, c'est dans ceux qui sont les plus activement engagés dans la course aux armements que les conséquences économiques sont les plus sévères. Bien plus en raison de leurs effets économiques néfastes, des dépenses militaires excessives compromettent les investissements futurs en matière de sécurité militaire.

156. Comme le suggère cette analyse, par-delà leurs conséquences économiques, de lourdes dépenses militaires peuvent avoir des répercussions politiques. En entamant les capacités économiques des nations et en les empêchant de donner le meilleur d'elles-mêmes, elles tendent à contribuer à l'érosion de leur pouvoir sur la scène internationale. Les dépenses militaires sont, en d'autres termes, une arme à double tranchant. Si à court terme elles peuvent accroître la force militaire d'une nation, elles risquent à long terme de provoquer un tarissement progressif des investissements et des innovations dans les secteurs civils. En fait, l'expérience montre qu'en consacrant une part excessive des ressources nationales aux dépenses militaires, on va, du point de vue économique, à l'encontre du but recherché. Une telle politique, s'ajoutant aux besoins des appareils militaire et administratif, engendre une stagnation économique qui conduit à un recul de la position économique du pays concerné dans le monde et, partant, à une érosion de son pouvoir politique et militaire 149/.

/...

157. Outre qu'elles façonnent le rapport de force entre les nations, des dépenses militaires, quand elles sont importantes, ne peuvent être dissociées des relations politiques qu'elles entretiennent. Ayant comme prémisse le recours ou la menace du recours à la force, la course aux armements porte atteinte à l'un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Elle nourrit les tensions et la méfiance, crée une psychose de l'ennemi et des dilemmes en matière de sécurité difficiles à éliminer. Elle suscite ainsi la peur et l'insécurité, ce qui neutralise tout renforcement de la sécurité pouvant en résulter. Le précédent rapport contenait une description saisissante de la manière dont une politique d'armement contribue à la détérioration du climat politique international. L'escalade dans la course aux armements peut déboucher sur des affrontements militaires, voire sur l'utilisation des armes nucléaires 150/.

158. Les efforts militaires des Etats et des alliances visent à leur garantir un minimum de sécurité contre les menaces extérieures, et sont censés contribuer à ce titre à la sécurité nationale. Or, ces efforts ne produisent pas nécessairement les résultats voulus dès lors qu'ils tendent à appeler des contre-mesures militaires quantitatives et qualitatives de la part des adversaires potentiels - acquisition par exemple d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive - ce qui ne fait qu'aggraver les problèmes de sécurité nationale. S'il y a une leçon à tirer de l'histoire du monde depuis la seconde guerre mondiale, c'est l'impuissance manifeste des efforts militaires unilatéraux et les armes de destruction massive à garantir la sécurité d'une manière durable. L'une des réalités politiques du monde contemporain est la sujétion de la sécurité d'un pays aux décisions et aux actes d'autres Etats, en particulier des grandes puissances militaires. C'est pourquoi, toute analyse réaliste doit nécessairement déboucher sur la conclusion que la seule assurance de sécurité est une coopération internationale et régionale véritable à laquelle participeraient les adversaires militaires potentiels.

159. L'instauration de la sécurité à l'échelle internationale passe à la fois par un processus plus efficace de règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques, une limitation et réduction vérifiables des armes nucléaires et classiques et l'application de mesures de désarmement. L'ONU et les différendes organisations régionales ont un rôle à jouer en matière de règlement pacifique des différends. Ce rôle pourrait et devrait être renforcé par l'instauration d'un système international plus pacifique et équitable. Pour cela, il faudra renforcer les moyens dont dispose l'Organisation pour maintenir et instaurer la paix et, dans le même temps, oeuvrer au relèvement économique et social des régions en proie à des conflits militaires. L'amélioration des dispositifs régionaux de sécurité déjà en place et la création de nouveaux dispositifs renforcerait la sécurité et favoriserait, par là même, la coopération et le développement économiques. A long terme, aucun de ces objectifs n'est concevable sans l'instauration d'une stabilité politique et militaire qui exige elle-même un mécanisme efficace de règlement des différends internationaux, l'application d'accords vérifiables de limitation des armements et l'atténuation des tensions régionales.

160. La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) est l'exemple d'un mécanisme de sécurité régionale ayant des dimensions non seulement politiques et militaires mais aussi économiques, écologiques et humanitaires. Des mécanismes

similaires sont progressivement mis en place dans le contexte particulier de différentes régions, le but étant de formuler des stratégies de sécurité et d'activer l'application des régimes de sécurité régionaux 151/. La sécurité régionale peut rarement être renforcée sans la contribution des grandes puissances militaires qui constitue, en règle générale, une condition nécessaire sinon suffisante au règlement des problèmes de sécurité régionaux. C'est pourquoi la coopération entre les grandes puissances et leur accord sur la limitation et la réduction des armements sont importants non seulement pour leurs relations mutuelles, mais aussi pour la sécurité internationale. Les dimensions locales, régionales et internationales de la sécurité sont le plus souvent indissociables.

161. Les dispositifs de défense nationaux ont été et demeurent le principal moyen dont disposent les pays pour se protéger des menaces extérieures. Il est toutefois, dans l'intérêt bien compris de tous les Etats de faire en sorte qu'aucun d'entre eux n'essaie de garantir sa sécurité au détriment de celle des autres. Au-delà d'un certain point, le renforcement des arsenaux militaires ne contribue plus à la sécurité et ne présente aucun avantage économique; il risque même d'avoir un effet inverse. Les moyens militaires sont par exemple relativement inefficaces lorsqu'il s'agit de protéger une nation contre des pressions économiques. Le règlement des différends par le biais d'organismes mondiaux et régionaux et au moyen d'accords de limitation des armements constitue la meilleure façon d'affronter des menaces militaires directes à la sécurité. Le recours à ces instruments peut même, en cas de succès, avoir des conséquences économiques bénéfiques, car il permet de réduire les dépenses militaires et, en fin de compte, d'éviter celles qu'une guerre aurait entraînées. Bien entendu, la vérification des accords de limitation des armements par des mécanismes internationaux ou nationaux peut être onéreuse. Mais le prix à payer est sans commune mesure avec le lourd tribut qu'une poursuite effrénée de la course aux armements imposerait à l'humanité dans son ensemble.

162. Les économies nationales sont de plus en plus exposées aux pressions extérieures. Les pays s'efforcent en général d'assurer un développement économique équilibré sans être trop inégalement tributaires des marchés mondiaux, mais cet objectif ne peut être atteint que dans une certaine mesure. La vulnérabilité des économies nationales, qui est due au rythme accéléré de leur internationalisation et à leur interdépendance croissante, peut être palliée par des relations de coopération stables et équitables. On peut arguer que la meilleure assurance de sécurité internationale est un monde où les économies nationales sont en équilibre interne et externe et où la coopération internationale n'engendre pas une situation dans laquelle certains pays se trouvent en position de dépendance et de vulnérabilité trop accusée. Une telle conception du développement conférerait à toutes les nations les mêmes avantages et permettrait de renforcer la paix et la sécurité internationales.

163. L'interdépendance économique croissante des pays du monde et la fragilité de la biosphère posent des problèmes de sécurité nationale de plus en plus complexes et rendent plus urgente la recherche de solutions efficaces. Cette réalité du monde contemporain appelle non seulement de nouvelles solutions aux problèmes économiques et écologiques, mais aussi des conceptions novatrices du problème de la sécurité nationale. Ni les pays en développement ni les pays industrialisés ne

peuvent dissocier la sécurité de la réalité économique et sociale, tant nationale qu'internationale. En d'autres termes, les aspects économiques et politico-militaires de la sécurité sont intimement liés dans tous les groupes d'Etats. A cet égard, le Groupe de personnalités éminentes dans le domaine du désarmement et du développement considère qu'il faut "attacher la même importance aux résultats positifs du désarmement et aux besoins sécuritaires" 152/. Développement et sécurité ne s'excluent pas; il est possible de les rendre compatibles en les inscrivant dans une perspective politique plus vaste 153/.

164. La relation complexe entre le désarmement, le développement et la sécurité est analysée d'une manière approfondie en ces termes dans le Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement :

"La sécurité est une priorité absolue pour toutes les nations. Elle est également essentielle pour le désarmement et le développement. Elle comporte non seulement une dimension militaire, mais également des aspects politiques, économiques, sociaux, humanitaires et écologiques, sans compter son importance du point de vue des droits de l'homme. Le renforcement de la sécurité peut, d'une part, créer des conditions favorables au désarmement et, d'autre part, instaurer le climat et la confiance permettant de poursuivre avec succès le développement. Le développement, en écartant les menaces d'ordre non militaire pesant sur la sécurité et en contribuant à l'essor d'un système international plus stable et plus viable, peut renforcer la sécurité et, ainsi, promouvoir la réduction des armements et le désarmement. Le désarmement renforcerait la sécurité tant directement qu'indirectement. Un processus qui réduirait progressivement les niveaux d'armement tout en garantissant une sécurité non diminuée permettrait de consacrer des ressources supplémentaires à l'élimination des obstacles autres que militaires à la sécurité, renforçant ainsi la sécurité générale 154/."

\*  
\*   \*  
\*

165. Le système de sécurité collective prévu dans la Charte des Nations Unies constitue le cadre de la sécurité internationale. Dans des débats récents, on a invoqué les notions de sécurité commune et de sécurité globale pour faire face à la complexité croissante de l'environnement international dans lequel la sécurité doit être maintenue.

166. La course aux armements et, plus particulièrement, les dépenses militaires des grandes puissances ont des effets économiques planétaires, notamment sur le commerce de certains types de matières premières et techniques d'intérêt stratégique. Les dépenses militaires ont également une incidence sur l'inflation et le problème de la dette extérieure, en ce sens qu'elles engendrent des déséquilibres dans l'économie mondiale ou aggravent ceux déjà existants. Certes, il ne sera pas toujours possible d'affecter directement les ressources libérées par le désarmement à des projets de développement, mais un processus de désarmement accroîtrait la masse des ressources dans lesquelles les décideurs pourront puiser. Toutefois, les considérations politiques influent souvent sur les courants d'aide au développement et de capitaux privés.

/...

167. De lourdes dépenses militaires nuisent également à la productivité, compromettant ainsi l'avenir économique des pays aux budgets militaires les plus élevés. En restreignant les investissements et les innovations, les dépenses militaires peuvent causer une stagnation économique, une réduction relative du pouvoir économique et, partant, un affaiblissement sur le plan militaire. Elles tendent aussi à déséquilibrer la balance des paiements.

168. La prise de conscience à l'échelle mondiale de l'alternative course aux armements-développement a été rendue plus aiguë par la disparité atterrante qui existe entre les dépenses militaires et les sommes consacrées au bien-être des populations vulnérables. Le problème des réfugiés est une autre illustration de la manière dont la course aux armements peut contribuer indirectement à un problème socio-politique et affaiblir les possibilités de le résoudre.

169. Certes, des moyens de défense nationaux sont indispensables, mais il est dans l'intérêt de tous de les limiter par des accords mutuels. Au-delà d'un certain point, la puissance militaire va, en ce qui concerne la sécurité, à l'encontre du but recherché, et ne constitue pas une protection efficace contre les pressions économiques. Le coût du renforcement des instruments régionaux et de l'adoption d'accords vérifiables sur la limitation des armements bénéfiques à maints égards, serait négligeable en comparaison de celui de la poursuite de la course aux armements.

170. Les économies nationales passent par une phase d'internationalisation rapide et sont de plus en plus interdépendantes. Cette interdépendance, s'ajoutant à la fragilité de la biosphère, appelle des conceptions nouvelles et plus complètes du problème de la sécurité. Pour tous les Etats, les aspects économiques et politico-militaires de la sécurité sont imbriqués et ne peuvent être dissociés de cette réalité qu'est la vulnérabilité sociale et écologique.

## CHAPITRE V

### CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

171. L'analyse qui précède conduit à plusieurs observations d'ordre général qui viennent s'ajouter aux conclusions propres à chaque chapitre. Dans les années 80, la course aux armements non seulement s'est poursuivie, en particulier sur le plan qualitatif, sans perdre de son intensité, mais en fait s'est élargie et s'est accélérée. Cette évolution, particulièrement évidente dans le cas des armes nucléaires, appelle la réduction et finalement l'élimination de ces armes. La course aux armements absorbe globalement quelque 6 % de la production mondiale, et beaucoup plus dans certains secteurs d'importance stratégique. Les progrès de la technologie ont transformé l'environnement militaire et entraîné une séquelle de conséquences politiques et socio-économiques. Comme le poids de la course aux armements varie beaucoup d'un pays ou d'un groupe de pays à l'autre, les conséquences économiques et sociales diffèrent et se prêtent difficilement à toute généralisation facile. Par ailleurs, par son caractère mondial, la course aux armements influe sur la sécurité et le développement de chacun des pays. Par ses aspects militaires, politiques et économiques elle a pris de plus en plus un caractère pluridimensionnel et dépasse la notion de frontières. Sa progression qualitative et quantitative compromet la stabilité des relations internationales.

172. La présente étude montre que les dépenses militaires ont de vastes conséquences sociales et économiques. Leurs incidences économiques se font particulièrement sentir dans les pays qui ont de gros budgets militaires et notamment dans les secteurs de leur économie dominés par la science et la technologie modernes, facteur clef de la course aux armements actuelle. Les conséquences négatives sur le long terme des dépenses militaires relèguent au second plan les effets bénéfiques qu'elles peuvent avoir sur le court terme. C'est pourquoi ces dépenses, qui sont en partie responsables de la stagnation de l'économie et du morcellement des structures, influent sur l'avenir économique et politique des pays qui ont de très gros budgets militaires et sur leurs relations mutuelles, qui subissent le contrecoup de la concurrence à laquelle ils se livrent pour s'assurer le contrôle de technologies modernes. Les pays en développement ont eux aussi le choix entre les investissements, dont leur économie a un besoin pressant, et les dépenses militaires. Les conséquences sociales et culturelles de la course aux armements sont évidentes dans tous les pays qui y prennent part et affectent aussi bien la répartition des ressources que le climat socio-politique. Les conséquences sociales frappent surtout les déshérités dont les besoins fondamentaux restent insatisfaits, du fait de l'insuffisance des ressources, dont certaines sont absorbées par la course aux armements. Il existe une véritable dichotomie entre les dépenses militaires et les moyens à mettre en oeuvre pour résoudre les problèmes sociaux dont il faut tenir compte au stade de la prise de décisions.

173. Comme les armes et les forces armées classiques absorbent l'essentiel des dépenses militaires mondiales, la question de leur limitation et de leur réduction prend elle aussi de plus en plus d'importance. Abstraction faite des priorités sociales, d'autres considérations peuvent justifier la nécessité de réduire les armes classiques. La course aux armements classiques, mondiale au départ, déborde

/...

sur les plans régional et local et vient alimenter des tensions et des conflits qui font des victimes aussi bien parmi les civils que parmi les militaires et menacent les droits de l'homme.

174. Les efforts déployés pour arrêter la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, témoignent du désir généralisé d'édifier un monde plus sûr et plus vivable. Ce désir d'un monde où la force militaire se trouverait efficacement maîtrisée est exprimée avec insistance dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui s'est tenue en 1978 :

"L'arrêt de la course aux armements et le désarmement véritable sont des tâches qui revêtent la plus haute importance et la plus grande urgence. Ce défi historique doit être relevé aussi bien pour protéger les intérêts économiques et politiques de toutes les nations et de tous les peuples du monde que pour leur assurer une sécurité véritable et un avenir pacifique 155/."

Pour atteindre ces objectifs, les Etats et leurs dirigeants politiques devraient envisager de prendre des mesures efficaces pour freiner la course aux armements et mettre en marche un véritable processus de désarmement dans le cadre d'accords bilatéraux et multilatéraux et de mesures d'autolimitation. Dans une perspective à long terme, ils devraient également chercher avec détermination à mettre un terme, par la négociation, aux applications des progrès technologiques, qui alimentent la course aux armements.

175. L'intensification de la course aux armements a éveillé aussi bien dans le grand public que parmi les dirigeants une prise de conscience de l'inutilité de la guerre nucléaire; aucun pays ne sortirait vainqueur d'une conflagration nucléaire. La prévention de la guerre nucléaire occupe donc une place prioritaire dans les efforts déployés pour assurer la survie de l'humanité. A cet effet, les Etats doivent s'attacher à régler leurs différends par des moyens exclusivement pacifiques et adopter des mesures susceptibles de conduire à un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Les premiers pas sur cette voie ont été facilités par le doute de plus en plus affirmé du grand public quant à l'utilité politique et militaire des armes nucléaires. Le Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques relatif à l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire et de portée plus courte, accompagné de procédures de vérification efficaces, a ouvert une nouvelle voie à d'importantes réductions des arsenaux nucléaires stratégiques. Il s'agit là d'un instrument de grande portée, en ce sens qu'il permet d'espérer une meilleure sécurité pour tous les pays, en particulier s'il se trouve renforcé par la limitation et la réduction d'autres armes nucléaires et d'armes classiques.

176. Comme le souligne le Document final de la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement, qui s'est tenue en 1987, le désarmement, le développement et la sécurité sont des processus de vaste portée, d'où la complexité des liens qui les unissent et la difficulté de les décrire. Il ne fait plus de doute cependant que la sécurité doit se concevoir dans une vaste perspective. Une notion globale de la sécurité fait intervenir de nombreuses

questions de développement qui ont un rôle à jouer dans la protection de la survie, de l'intégrité et du bien-être de l'humanité. En ce sens, un développement équitable contribue à la sécurité, aussi bien sur le plan national qu'international. Le désarmement quant à lui doit assurer la sécurité et le développement. Il peut aussi faciliter la réaffectation de ressources humaines et autres afin de préparer la voie à de nouveaux efforts de développement et ainsi, éventuellement, renforcer les fondements de la sécurité.

177. Les distorsions qui existent dans les relations économiques internationales, y compris les problèmes que posent les prix des produits de base et la dette, confèrent un caractère d'urgence à la coopération qui doit s'établir entre pays développés et pays en développement. Les pays industrialisés devraient assumer une plus grande part de responsabilité en favorisant la coopération aux fins du développement dans le cadre de l'aide publique au développement. Des progrès dans la limitation des armements et le règlement des conflits devraient permettre d'orienter de façon plus tangible l'attention de la communauté internationale vers la solution des problèmes de sous-développement, d'insécurité et de dégradation de l'environnement. Cette réévaluation des priorités devrait s'accompagner d'une restructuration des institutions multilatérales et de la coopération internationales, à la fois sur le plan mondial et régional. Il semble contradictoire de consacrer de gros budgets au secteur militaire, comme le font certains pays en développement et demande une augmentation de l'aide au développement.

178. Le Groupe d'experts souligne que la promotion de l'action internationale en faveur du désarmement et du développement appelle une plus grande efficacité de la part de l'Organisation des Nations Unies. La coopération que nécessite le renforcement général de l'Organisation devrait ouvrir la voie à une amélioration et à un meilleur fonctionnement des institutions internationales multilatérales en général. Les efforts déployés dans ce sens devraient viser à en accroître l'efficacité en tant que sources d'information pour tous, tant en ce qui concerne la course aux armements, la limitation des armements et le désarmement que l'analyse détaillée des données réunies à cet effet. Il conviendrait donc que les organismes des Nations Unies améliorent la qualité de leur intervention en harmonisant les vues et les intérêts des Etats et en les encourageant à adopter et à appliquer des politiques positives d'orientation pragmatique. L'Organisation des Nations Unies, qui participe déjà à l'examen et à la négociation d'accords internationaux de limitation des armements, pourrait également proposer son concours pour la vérification de l'application de ces accords. Le règlement rapide des différends, sous l'impulsion de l'Organisation, contribuerait à prévenir le recours à la force dans les relations internationales et l'affectation de ressources à des opérations militaires et à des activités destructives qui de toute évidence vont à l'encontre des efforts de développement. Avec la promotion de la coopération entre les Etats, il éliminerait peu à peu les motivations qui président à la constitution et au maintien d'arsenaux. Ainsi donc, en s'efforçant ensemble de mieux se comprendre, de résoudre leurs différends et de mettre fin aux conflits, les Etats contribueraient non seulement à instaurer la paix et la stabilité mais aussi, par voie de conséquence, à réduire la consommation de ressources limitées à des fins militaires et à en permettre la réaffectation au moins partielle au développement social et économique, en particulier dans les pays en développement.

/...

Même en cas d'hostilité, la question du développement garde toute son importance. Les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations régionales telles que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et certaines organisations non gouvernementales peuvent participer aux processus de reconstruction et de redressement. Par ailleurs, les formes de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies ne se sont pas seulement interposées entre les protagonistes dans les conflits armés, mais elles ont également assuré dans certains cas, et pourraient continuer d'assurer, des soins de santé aux populations locales et une aide à la reconstitution des collectivités.

179. Les organismes des Nations Unies ont acquis, dans plusieurs des domaines dont il est question, de vastes connaissances et une grande expérience, dont on pourrait tirer meilleur parti pour l'étude des relations complexes entre le désarmement et le développement. De façon plus concrète, les institutions spécialisées des Nations Unies pourraient étudier dans la pratique la contribution que le désarmement pourrait apporter au développement dans leurs domaines de compétences respectifs.

180. La nécessité d'une meilleure coopération internationale pour protéger et garantir l'avenir du patrimoine commun, qu'il s'agisse des océans, des régions polaires ou de l'espace, se fait plus pressante chaque jour. Il apparaît de plus en plus évident qu'il faut, dans ce patrimoine commun, concilier les impératifs de la sécurité, du développement économique et de l'équilibre écologique. Les Etats devraient donc s'efforcer ensemble de promouvoir la sécurité internationale, le développement économique et l'équilibre écologique.

181. La course aux armements a toujours de profondes conséquences sociales et économiques dans les pays développés et dans les pays en développement. Si la limitation des armes nucléaires, des armes chimiques et des armes et forces armées classiques a principalement pour but de renforcer la sécurité nationale et internationale, il ne faut pas pour autant en négliger les incidences sur le plan social et économique. En fait, le désarmement serait plus facile si l'impact socio-économique de la réduction des armements et la préparation des plans de reconversion entre le secteur militaire et le secteur civil faisaient l'objet d'une évaluation préalable systématique. A vrai dire, les milieux universitaires aussi bien que les responsables devraient donner plus d'ampleur aux recherches sur les conséquences sociales, économiques et technologiques d'une réduction négociée des armements.

182. La reconversion est un facteur clef de la mise en oeuvre des décisions politiques tendant à réduire les armements et à démanteler les installations de production. Pour assurer le succès des efforts de reconversion, il faut aborder les questions économiques et technologiques dans une optique pragmatique, ce qui suppose la mobilisation de tous ceux que ce processus touche au niveau local. Il s'agit là d'un problème de macro-économie qui ne peut être résolu qu'au niveau national. Désireux d'approfondir davantage la question, certains pays ont entrepris des études nationales sur la faisabilité et la portée de la reconversion. Ces études peuvent apporter des informations utiles pour les décisions à prendre sur le plan politique et économique, et doivent être encouragées. L'Organisation des Nations Unies pourrait donner une dimension internationale à l'étude de la réaffectation des ressources militaires au secteur civil en nommant un groupe d'experts qui serait chargé d'étudier à fond la question.

/...

183. En général, l'idée que se fait le public de la course aux armements et de ses conséquences joue un rôle déterminant dans l'évaluation de la situation actuelle et dans les efforts déployés pour éliminer tout danger de guerre. A cet égard, les organisations non gouvernementales sont des intermédiaires importants car elles aident l'opinion publique à s'exprimer et elles s'en font le porte-parole auprès des responsables. Une partie de la jeunesse s'oppose résolument à la guerre, mais l'autre partie ne se rend encore qu'imparfaitement compte du danger que présente une guerre nucléaire pour l'humanité. Dans le cadre de sa campagne mondiale pour le désarmement, l'Organisation des Nations Unies doit donc envisager d'appliquer un programme d'information destiné spécialement aux jeunes et visant à leur faire mieux comprendre les tenants et les aboutissants de la course aux armements ainsi que les conséquences potentielles d'une guerre nucléaire.

184. Les dépenses militaires, en particulier celles des grandes puissances, influent de toute évidence sur le fonctionnement de l'économie mondiale, et notamment sur le commerce et les courants de capitaux internationaux, le transfert de technologie et le système financier international. Au vu des multiples conséquences de la course aux armements sur l'économie mondiale, la recommandation du Groupe de personnalités éminentes dans le domaine du désarmement et du développement, réuni sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, apparaît très à propos. Ces personnalités préconisent notamment d'"évaluer périodiquement les incidences des dépenses militaires mondiales sur les perspectives économiques globales, compte tenu des nouvelles contraintes relatives à l'offre et à la demande qui affectent les économies à différents niveaux de désarmement et développement" 156/. De même, la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement est arrivée à la conclusion, dans son Document final, que "l'Organisation des Nations Unies devrait continuer à analyser périodiquement les incidences des dépenses militaires mondiales sur l'économie mondiale et le système économique international" 157/.

185. Les déficits budgétaires qui, dans de nombreux pays, sont dus au gonflement des dépenses militaires, offrent un bon exemple de l'impact de ces dépenses sur l'économie internationale. Dans l'ensemble, ces déficits augmentent la volatilité des relations économiques internationales, affectent les taux d'intérêt et orientent les courants financiers internationaux. Etant donné la diversité des répercussions des dépenses militaires sur la stabilité et la croissance de l'économie mondiale, il serait très utile de procéder à de nouvelles recherches dans ce domaine. L'impact des dépenses militaires sur l'économies des pays est assez bien documenté pour ce qui concerne les taux de croissance, les investissements et l'emploi, mais les données semblent beaucoup moins fiables dès qu'il s'agit des interactions entre les dépenses militaires et les mécanismes de l'économie internationale. Le Groupe d'experts recommande donc à l'Organisation des Nations Unies de prêter son concours à des études des effets des dépenses militaires sur le commerce et le financement internationaux. Il faut également étudier davantage l'impact de la réduction des armements directement sur les économies concernées et indirectement sur les économies de pays tiers.

186. On ne saurait mesurer la charge socio-économique de la course aux armements sans être pleinement informé de l'ampleur des dépenses militaires. Il est actuellement impossible d'avancer un chiffre fiable, qu'il s'agisse des dépenses

/...

militaires mondiales ou même des dépenses militaires de certains des principaux protagonistes de la course aux armements. C'est pourquoi le Groupe d'experts souscrit fermement à la déclaration qu'a faite à ce sujet la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement :

"Il serait extrêmement utile de disposer d'une base de données améliorée et complète sur les dépenses militaires mondiales et nationales pour pouvoir étudier et analyser les incidences des dépenses militaires sur l'économie mondiale et le système économique international. A cet effet, le plus grand nombre possible d'Etats devraient fournir à l'Organisation des Nations Unies des informations objectives concernant leurs budgets militaires, sur la base de définitions convenues et comparables des divers postes de ces budgets. A cet égard, il conviendrait d'intensifier les travaux que l'Organisation des Nations Unies consacre à l'examen systématique des différents problèmes que posent la définition, la communication et la comparaison des données des budgets militaires 158/."

187. Les rapports qui précèdent, tout comme de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale, insistent sur la nécessité de poursuivre et d'intensifier les activités de l'Organisation des Nations Unies concernant les budgets militaires, notamment la collecte de données relatives aux dépenses militaires qui soient fiables et se prêtent à la comparaison. Tant que des accords internationaux de réduction de ces dépenses n'auront pas été négociés, il faudra encourager les pays à faire preuve de modération à cet égard. L'instrument normalisé introduit en 1980 pour la prédication internationale des dépenses militaires doit en garantir la comparabilité objective, et il serait souhaitable que le plus grand nombre possible d'Etats l'adoptent. Il serait bon que ce système de notification s'appuie sur les comptabilités nationales. Il est indispensable de disposer de chiffres fiables pour évaluer la charge que représentent véritablement les dépenses militaires; par ailleurs, ces chiffres constituent un élément important de la négociation et de la conclusion d'accords vérifiables de réduction de ces dépenses.

188. La course aux armements continue de diviser le monde en offrant les moyens d'enfreindre les dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies et en compromettant la sécurité internationale et les conditions nécessaires à l'instauration d'une coopération internationale dont le besoin pressant se fait sentir dans tous les domaines mis en relief dans le présent rapport. Le désarmement et l'affectation de nouvelles ressources au développement ne peuvent aller sans l'application de bonne foi des principes de la Charte. Tous ces efforts communs sont indispensables pour renforcer et affermir la sécurité collective, principe fondamental et irremplaçable consacré par la Charte pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales.

Notes

1/ A/8469/Rev.1, Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16).

2/ A/32/88/Rev.1, Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.IX.1).

3/ A/37/386, Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.IX.2).

4/ Voir le texte de la déclaration commune des Etats-Unis et de l'Union soviétique publiée à Genève le 21 novembre 1985, qui figure dans le document A/40/1070.

5/ Document final de la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8), par. 20.

6/ Résolution S-10/2 de l'Assemblée générale, du 30 juin 1978.

7/ Publiés d'abord sous forme de documents et ensuite, sous les titres suivants, en tant que publications des Nations Unies :

Etude d'ensemble des armes nucléaires (A/35/392) (numéro de vente : F.81.I.11);

Réduction des budgets militaires (A/35/479) (numéro de vente : F.81.I.9);

Réduction des budgets militaires (A/40/421) (numéro de vente : F.86.IX.2);

Etude des rapports entre le désarmement et le développement (A/36/356) (numéro de vente : F.82.IX.1);

Etude détaillée sur les mesures propres à accroître la confiance (A/36/474) (numéro de vente : F.82.IX.3);

Etude du désarmement en ce qui concerne les armes classiques (A/39/348) (numéro de vente : F.85.IX.1);

Etude sur les conceptions de la sécurité (A/40/553) (numéro de vente : F.86.IX.1)

Etude sur la dissuasion (A/41/432) (numéro de vente : F.87.IX.2).

8/ A/37/386, par. 7.

9/ Ibid., par. 1.

/...

10/ Voir USSR-US Summit, Washington, December 7-10, 1987: Documents and Materials (Moscou, éditions de l'agence de presse Novosti), 1987, p. 115 à 132.

11/ SIPRI Yearbook, 1986 (Oxford, Oxford University Press, 1986), p. 210 et 211.

12/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8.

13/ A/37/386, par. 25.

14/ Chiffres calculés à partir de données figurant dans SIPRI Yearbook, 1986, p. 233 à 237.

15/ Ces conclusions sont fondées sur les statistiques contenues dans SIPRI Yearbook, 1987, p. 173 à 177.

16/ Robert M. Rosh, "Ethnic Cleavage as a Component of Global Military Expenditures", Journal of Peace Research, vol. 24, No 1 (1987), p. 21 à 30.

17/ Renseignements puisés dans The Military Balance 1986-87, p. 222.

18/ Il s'agit là du chiffre fourni officiellement par l'Union soviétique dans le numéro du 23 janvier 1987 de la Pravda.

19/ Pour de plus amples informations, voir SIPRI Yearbook, 1987, p. 24 à 37.

20/ Chiffres calculés à partir de données figurant dans SIPRI Yearbook, 1986, p. 129.

21/ Informations tirées de la Pravda du 13 mars 1987.

22/ SIPRI Yearbook, 1986, p. 129. Selon cette source, l'Union soviétique aurait effectué de 1981 à 1985 113 essais.

23/ A/43/58, annexe, sect. I.

24/ Etats-Unis, Department of State Bulletin, vol. 87, No. 2128, (Washington), p. 39.

25/ Voir les documents ci-après du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies : S/16433, S/17127 et Add.1, S/17911 et Corr.1 et Add.1 et 2, et S/18852 et Corr.1 et Add.1.

26/ Ces questions et d'autres concernant les armes classiques sont examinées d'une manière plus détaillée dans Etude du désarmement en ce qui concerne les armes classiques (A/39/348) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IX.1), par. 55 et 56.

27/ Ibid.

28/ A/37/386, par. 58 d).

/...

29/ Déclaration commune du Groupe de personnalités éminentes dans le domaine du désarmement et du développement, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IX.5), par. 3.

30/ SIPRI Yearbook, 1986, p. 299.

31/ Ibid., p. 299 et 302.

32/ Pour une comparaison systématique de l'organisation de la recherche-développement militaire dans les trois pays dont les budgets dans ce domaine sont les plus élevés, voir Raimo Väyrynen, "La R-D militaire et la politique scientifique", Revue internationale des sciences sociales, vol. 35, No 1 (1983), p. 63 à 83.

33/ Voir "Survey: High Technology", The Economist, 23 août 1986, p. 8.

34/ Voir Harvey Brooks, "The Strategic Defense Initiative as Science Policy", International Security, vol. 11, No 2 (1986), p. 181. Les données sur la période 1983-1986 indiquent que sur les 20 entreprises participant au programme d'Initiative de défense stratégique, les cinq principales étaient Lawrence Livermore National Laboratory (725 millions de dollars), General Motors (529 millions de dollars), Lockheed (521 millions de dollars), TRW (354 millions de dollars) et McDonnell Douglas (350 millions de dollars), voir Science Digest, août 1986, p. 53.

35/ Voir Stephanie Neumann, "International Stratification and Third World Military Industries", International Organization, vol. 38, No 2 (1984), p. 186.

36/ Voir Robert E. Looney et P. C. Frederiksen, "Profiles of Current Latin American Arms Producers", International Organization, vol. 40, No. 30 (1986).

37/ Pour une analyse systématique des différents types d'industrialisation dans le domaine des armements, voir, par exemple, Helena Tuomi et Raimo Väyrynen, Transnational Corporations, Armaments and Development (London, Gower, 1982). Pour ce qui est des accords de compensation, voir Stephanie Neumann "Offsets in the International Arms Market", World Military Expenditures and Arms Transfers 1985, (Washington, D.C., 1985, Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis), p. 35 à 40).

38/ Voir par exemple Christian Schmidt, "Alternative Approaches to Defense Industry", dans National and Financial Resources for Development, vol. 2, publié sous la direction de S. Berner et L. Taylor (Londres, Macmillan 1987).

39/ Pour ce qui est du cas des Etats-Unis, voir William J. Weida et Frank L. Gertcher, The Political Economy of National Defence (Boulder, Westview Press, 1987), p. 123 à 124. Pour une étude approfondie et pénétrante de l'industrie des armements aux Etats-Unis, voir Jacques S. Gansler, The Defence Industry (Cambridge, Mass., MIT Press, 1981). Pour la France, voir Pierre Dussange, L'industrie française d'armement (Paris, Economica, 1986).

/...

40/ Voir, par exemple, David Holloway, "The Soviet Union", in The Structure of Defense Industry, publié sous la direction de Nicole Ball et Milton Leitenberg, (New York, St. Martin's Press, 1983), p. 50 à 80. Cet ouvrage contient également des études sur l'industrie des armements, notamment aux Etats-Unis d'Amérique (Judith Reppy), en France (Edvard A. Kolodziej), en République fédérale d'Allemagne (Michael Brzoska) et en Italie (Sergio A. Rossi).

41/ Voir Michael Brzoska et Thomas Ohlson, "Arms Production in the Third World: An overview", dans Arms Production in the Third World, publié sous la direction de Michael Brzoska et Thomas Ohlson, (London, Taylor and Francis, 1986), p. 7 à 33.

42/ Ibid.

43/ Voir Helena Tuomi et Raimo Väyrynen, op. cit. pour une monographie sur la production d'armes dans une économie de remplacement des importations, voir Ron Ayres, "Arms Production as a Form of Import-Substituting Industrialization: The Turkish Case", World Development, vol. 11, No 9 (1983) p. 13 à 23.

44/ Pour de plus amples détails, voir Herbert Wulf, "Developing Countries", in The Structure of Defense Industry, publié sous la direction de Nicole Ball et Milton Leitenberg, (New York, St. Martin's Press), 1983, p. 310 à 343. La production d'armes dans différents pays du tiers monde est étudiée, entre autres, dans Michael Brzoska et Thomas Ohlson, op. cit., 1986 et Emerging Powers: Defense and Security in the Third World, publié sous la direction de Rodney W. Jones et Steven A. Hildreth, (New York, Praeger, 1986).

45/ Herbert Wulf, op. cit. p. 328 à 336; et Michael Brzoska et Thomas Ohlson, op. cit., p. 281 à 285.

46/ Voir Richard F. Grimmett, "Trends in Conventional Arms Transfers to the Third World by Major Supplier, 1979-1986" (Washington D. C., Congressional Research Service, 1987).

47/ SIPRI Yearbook, 1986, p. 324.

48/ Ibid., p. 325.

49/ Ibid., p. 323 à 327. La diminution des transferts d'armes à l'échelle mondiale est confirmée par une autre source, selon laquelle la valeur totale des transferts en 1985 était, en dollars constants de 1983, de 27 milliards contre 40,3 milliards en 1984. Les importations des pays en développement sont tombées de 32,3 à 20,3 milliards de dollars; voir World Military Expenditures and Arms Transfers 1986, (Washington, D. C., Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, 1987). Pour une analyse plus approfondie des conséquences de cette baisse, voir Christian Schmidt, "Les marchés internationaux d'armement en question", Chroniques S.E.D.E.I.S., vol. 36, No 11 (1987), p. 392 à 399.

50/ SIPRI Yearbook, 1986, p. 325 et 326.

/...

51/ Voir Michael T. Klare, "The State of the Trade: Global Arms Transfer Patterns in the 1980s", Journal of International Affairs, vol. 40, No 1 (1986), p. 7 à 12.

52/ Michael Brzoska et Thomas Ohlson, op. cit., 1986, p. 30 et 31.

53/ Voir, par exemple, "Defense Aerospace", Christian Science Monitor, 24 avril 1986, p. B 1 à 7; et "Planmakers are Flying in a Nasty Wind", Business Week, 8 juin 1987, p. 62 B à D.

54/ A/37/386, par. 63 à 78.

55/ On trouvera une analyse des systèmes de ressources menée dans le même esprit dans : Kenneth Ruddle et Dennis A. Rondinelli, Transforming Natural Resources for Human Development: A Resource System Framework for Development Policy (NRTS-22/UNUP-469) (Tokyo, Université des Nations Unies, 1983).

56/ Voir Helge Hveem, "Minerals as a Factor in Strategic Policy and Action", dans Environmental Factors in Strategic Policy and Action, publié sous la direction de Arthur H. Westing (Oxford, Oxford University Press, 1986), p. 60 à 64.

57/ Voir Helge Hveem, op. cit., p. 61; et A/37/386, par. 73 et tableaux 5 et 6.

58/ Ibid. Les données figurant dans le tableau 6 restent valables.

59/ Analyse détaillée dans Erik Solem et Antony F. G. Scanian, "Oil and Natural Gas as Factors in Strategic Policy and Action: A Long-Term View", dans Environmental Factors in Strategic Policy and Action, publié sous la direction de Arthur H. Westing (Oxford, Oxford University Press, 1986), p. 38 à 54.

60/ Voir A/42/427, p. 362 à 369.

61/ Voir Alexander A. Arbatov, "Oil as a Factor in Strategic Policy and Action: Past and Present", dans Environmental Factors in Strategic Policy and Action, publié sous la direction de Arthur H. Westling (Oxford, Oxford University Press, 1986), p. 21 à 37.

62/ Pour plus amples détails, voir Al Gedicks, "The New Resource Wars", Raw Materials Report, vol. 1, No 2 (1982), p. 8 à 13. La conclusion selon laquelle des considérations minières ne suffisent pas d'ordinaire à provoquer une guerre est étayée par l'étude détaillée effectuée par Mats Hammarström : Securing Resources by Force: The Need for Raw Materials and Military Intervention by Major Powers in Less Developed Countries (Uppsala, Department of Peace and Conflict Research, Uppsala University, 1986). Hammarström étudie les interventions américaines, britanniques et françaises dans les pays en développement. Il observe une corrélation positive mais modeste entre ces interventions et la dépendance minière dans le cas de l'une de ces trois puissances seulement. Dans les deux autres cas la corrélation est négligeable ou inexistante.

63/ Fernando Gonzalez-Vigil, "New Technologies, Industrial Restructuring and Changing Patterns of Metal Consumption", Raw Materials Report, vol. 3, No 3 (1985), p. 11 à 31.

64/ Voir par exemple : Arthur H. Purcell, Resources Optimization and World Peace, Occasional Paper 30 (Muscatine, Iowa, The Stanley Foundation, 1982).

65/ Voir "Major Profits from Minor Metals", The Economist, 23 août 1986, p. 65.

66/ Voir Jacques Aben et Ron Smith, "Defence and Employment in the United Kingdom and France: A Comparative Study of Existing Results", dans Peace, Defence and Economic Analysis, publié sous la direction de Christian Schmidt et Frank Blackaby (Londres, Macmillan, 1987) p. 384 à 398.

67/ Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires (A/37/386), par. 58 e).

68/ "Le désarmement et l'emploi" : communication de l'OIT à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, avril 1986 (A/CONF.130/PC/INF/15), par. 2.

69/ Voir United States Arms Control and Disarmament Agency, World Military Expenditures and Arms Transfers - 1986 (Washington, D. C., 1987), p. 59 à 62.

70/ William J. Weida et Frank L. Gertcher, The Political Economy of National Defence, (Boulder, Westview Press, 1987), p. 147 à 149.

71/ Voir Michael Brzoska, "Economic Problems of Arms Production in Western Europe", dans Militarization and Arms Production, publié sous la direction de Helena Tuomi et Raimo Väyrynen, (Londres, Groom Helm, 1983), p. 6 à 8.

72/ David K. Henry et Richard P. Oliver, "The Defence Buildup 1977-1985: Effects on Production and Employment", Monthly Labor Review, 1987, No 8, p. 6 à 9.

73/ Voir Rebecca Blank et Emma Rothschild, "The Effect of United States Defence Spending on Employment and Output", International Labour Review, vol. 124, No 6 (1985), p. 689 à 693.

74/ Ibid., p. 678 à 685.

75/ Marek Thee, Military Technology, Military Strategy and the Arms Race (Londres, Groom Helm, 1986), p. 107 et 108.

76/ On trouvera une analyse parallèle dans Langdon Winner, The Whale and the Reactor: A Search for Limits in an Age of High Technology (Chicago, The University of Chicago Press, 1986).

77/ Inga Thorsson, "In Pursuit of Disarmament: Conversion from Military to Civil Production in Sweden", Vol. 1A: Background, Facts and Analyses (Stockholm, Liber, 1984), p. 133 et 134.

/...

78/ On trouvera une analyse plus détaillée dans Marek Thee, op. cit.; et dans Bernd W. Kubbig, "Military-Civilian Spin-Off: Promises, Premises and Problems", Development and Peace, vol. 7, No 3 (1986), p. 199 à 227.

79/ Inga Thorsson, op. cit., p. 137.

80/ Robert W. DeGrasse, Military Expansion, Economic Decline (New York, M. E. Sharpe, 1983), p. 30 à 33; et Bernd W. Kubbig, op. cit., p. 212 à 214.

81/ On trouvera une analyse plus détaillée dans Ashton B. Carter, "Communications Technologie and Vulnerabilities", dans Managing Nuclear Operations, publié sous la direction de Ashton B. Carter, John D. Steinbruner, Charles A. Zraket, (Washington, D. C., The Brookings Institution, 1987) p. 217 à 281.

82/ Bernd W. Kubbig, op. cit., p. 209 à 211.

83/ Voir Helena Tuomi et Raimo Väyrynen, Transnational Corporations, Armaments and Development (Aldershot, Gower, 1982), p. 238 à 247.

84/ Voir Akin Fadahunsi, The Development Process and Technology (Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1986).

85/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8, par. 3.

86/ Steven Chan, "Military Expenditures and Economic Performance", World Military Expenditures and Arms Transfers 1986 (Washington, D.C., United States Arms Control and Disarmament Agency, 1987), p. 29 et 30.

87/ Voir Michael Brzoska, "The Reporting of Military Expenditures", Journal of Peace Research, vol. 81, No 3 (1981), p. 261 à 277; Halcan Wiberg, "Measuring Military Expenditures: Purposes, Methods, Sources, Cooperation and Conflict", Ibid. vol. 18, No 3 (1983), p. 161 à 177; Gary Goertz et Paul F. Diehl, "Measuring Military Allocations: A Comparison of Different Approaches", Journal of Conflict Resolution, vol. 30, No 3 (1986), p. 553 à 581.

88/ William J. Dixon et Bruce E. Moon, "The Military Burden and Basic Human Needs", Journal of Conflict Resolution, vol. 30, No 4 (1986), p. 660 à 684.

89/ Voir Hendrik de Hann, "Military Expenditure and Economic Growth: Some Theoretical Remarks", in The Economics of Military Expenditures, publié sous la direction de Christian Schmidt, Londres, Macmillan, 1987), p. 87 à 97.

90/ Saadet Deger, Analyses intersectorielles des dépenses militaires et de la formation de capital de la productivité de la croissance économique et de la compétitivité (30 avril 1986) (A/CONF.130/PC/INF/16), p. 5.

91/ Adne Cappelen, Nils Petter Gleditsch et Olav Bjerkholt, "Military Spending and Economic Growth in the OECD Countries", Journal of Peace Research, vol. 21, No 4 (1984), p. 361 à 373. Une relation temporelle positive entre les dépenses militaires et la croissance économique ne peut pas être rapportée à la relation

entre l'effort de défense et les dépenses publiques au titre de la santé et de l'enseignement. Aux Etats-Unis, on n'a trouvé aucune relation systématique entre ces deux types de dépenses pour la période allant de 1941 à 1979 : voir Bruce M. Russett, "Defense Expenditure and National Well-Being", American Political Science Review, vol. 76, No 4 (1982), p. 767 à 776.

92/ Nils Petter Gleditsch, Dépenses militaires et structures économiques, en particulier dans les économies de marché (A/CONF/PC/INF/14), 29 avril 1986, p. 7. Voir aussi Saadet Deger, op. cit., p. 5; et Steven Chan, op. cit., p. 31.

93/ Pour un examen des conclusions pertinentes de la recherche, voir Göran Lindgren, Armaments and Economic Performance in Industrialized Market Economies (Uppsala, Département des recherches sur la paix et les conflits, Université d'Uppsala, 1985), p. 9 à 18.

94/ Adne Cappelen, Nils Petter Gleditsch et Olav Bjerkholt, op. cit. Tel paraît être le cas dans le contexte africain. Voir B. E. Aigbokhan, "Growth and Military Expenditure in a Less Developed Economy", African Peace Research Institute Newsletter, No 16 (1987), p. 5 à 12.

95/ "Dépenses militaires et structure économique : les pays à économie planifiée", communication de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de Moscou à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, 24 avril 1986 (A/CONF.130/PC/INF/12), p. 4 et 5.

96/ Paul M. Johnson et Robert A. Wells, "Soviet Military and Civilian Resource Allocation, 1951-1980", Journal of Conflict Resolution, vol. 30, No 2 (1986), p. 195 à 219.

97/ Voir Augusto Varas, "Economic Impact of Military Spending: Military Spending and the Development Process", Disarmament, vol. 9, No 3 (1986) p. 85 et 86.

98/ Voir Rapport entre le désarmement et le développement (A/36/356), (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82 IX.1), par. 182.

99/ Saadet Deger et Ron Smith, "Military Expenditure and Growth in Less Developed Countries", Journal of Conflict Resolution, vol. 27, No 2 (1983); et Saadet Deger, op. cit., p. 19 à 21.

100/ Voir Alfred Maizels et Machiko K. Nissanke, "The Determinants of Military Expenditures in Developing Countries", World Development, vol. 14, No 9 (1986), p. 1125 à 1140.

101/ David Lim, "Another Look: Growth and Defense in Less Developed Countries", Economic Development and Cultural Change, vol. 31, No 2 (1983), p. 377 à 384. Voir aussi Augusto Varas, op. cit., 1986, p. 87 à 89.

102/ A/CONF.130/PC/INF/15, par. 3 et 4.

103/ Pour une analyse détaillée de la sous-traitance dans l'industrie de la défense des Etats-Unis, voir Jacques S. Gansler, The Defense Industry (Cambridge, Mass., The MIT Press, 1981), p. 128 à 161.

/...

104/ Comme le montre la décision récente des Etats-Unis d'empêcher, pour des raisons de sécurité, l'acquisition de Fairchild Corp. par Fujitsu Ltd. Voir Newsweek, numéro du 30 mars 1987, p. 50.

105/ Voir Hugh G. Mosley, The Arms Race: Economic and Social Consequences (Lexington, Mass., Lexington Books, 1985), p. 89 à 100; et Jacques Aben et Nicolas Daures, "Défense nationale et emploi en France", Problèmes de défense nationale, Université de Montpellier, I. Les Cahiers du Séminaire Ch. Gide, vol. XV (Montpellier 1982), p. 154 à 192.

106/ Rebecca Blank et Emma Rothschild, "L'effet des dépenses militaires des Etats-Unis sur l'emploi et la production", Revue internationale du travail, vol. 124, No 6 (1985), p. 741.

107/ Les économistes sont cependant plutôt en désaccord sur les causes de la productivité, de la croissance et du rôle des dépenses militaires; voir par exemple Hugh G. Mosley, op cit., p. 73 à 75.

108/ Voir Robert W. DeGrasse, Military Expansion, Economic Decline (New York, M.E. Sharpe, 1983), p. 30 à 33. Voir aussi Nicole Ball, "Converting the Workforce: Defense Industry Conversion in the Industrialized Countries", International Labour Review, vol. 125, No 4 (1986), p. 409 à 412.

109/ Voir Rapports entre le désarmement et le développement (A/36/356) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.IX.1), par. 211 à 215; et Göran Lindgren, op cit., p. 19 à 23.

110/ Voir Hugh G. Mosley, op cit., p. 100 à 108.

111/ A/37/386, par. 60 à 62.

112/ Anthony J. Dolman, Resources, Regimes, World Order (New York, Pergamon Press, 1981).

113/ Voir Harvey Brooks, op cit., p. 182.

114/ Voir, par exemple, Raju Thomas, "India's Nuclear and Space Programmes: Defense or Development?", World Politics, vol. 38, No 2 (1986), p. 315 à 342.

115/ Voir, par exemple, "SDI Boom or Bust", Scientific American, novembre 1986, p. 54 et 55.

116/ Harvey Starr et al., "The Relationship between Defense Spending and Inflation", Journal of Conflict Resolution, vol. 28, No 1 (1984) p. 105 à 112.

117/ Voir William J. Weida et Frank L. Gertcher, The Political Economy of National Defense (Boulder, Westview Press 1986), p. 149 à 153.

118/ A/36/597, par. 204

/...

119/ Pour quelques conclusions empiriques, voir Harvey Starr et al., op cit., p. 116 à 120.

120/ Michael Brzoska, "The Military-Related External Debt of Third World Countries", Journal of Peace Research, vol. 20, No 3 (1983), p. 271 à 277.

121/ Voir Rita Williams Tullberg, "Military-Related Debt in Non-Oil Developing Countries", in Peace, Defense and Economic Analysis, publié sous la direction de Frank Blackaby et Christian Schmidt (Londres, Macmillan, 1987) p. 302 à 316.

122/ Tullberg, op. cit., 1987.

123/ Voir Aldo Ferrer, "Argentina's Foreign Debt Crisis", Third World Affairs 1985 (Londres, Fondation du tiers monde pour les études sociales et économiques, 1985).

124/ Robert E. Looney et P.C. Frederiksen, "Defense Expenditures, External Public Debt and Growth in Developing Countries", Journal of Peace Research, vol. 23, No 4 (1986), p. 329 à 337; et Robert E. Looney, "Financial Constraints on Potential Latin American Arms Producers", Current Research on Peace and Violence, vol. 10, No 4 (1987), p. 159 à 168.

125/ Pour une analyse plus détaillée, voir Dragoslav Avramovich, "Depression of Export Commodity Crisis of Developing Countries", Third World Quarterly, vol. 8, No 3 (1986), p. 953 à 977.

126/ Rita McWilliams Tullberg, "Arms Transfers, Military-Related Debt and Counter-Trade", Congrès international des économistes de langue française, Université de Fribourg, 1-3 juin 1987, p. 7 à 13. Voir aussi Stephanie Neumann, "International Stratification and Third World Military Industries", International Organization, vol. 38, No 2 (1984).

127/ Voir A/39/331, annexe.

128/ Voir secrétariat de la CEPALC, "Crisis and Development in Latin America and Caribbean", CEPALC Review, No 26 (1985), p. 26; et Stephany Griffith-Hones, "The International Debt Problem: Prospects and Solutions". Documents de travail de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (Helsinki, 1987), p. 17 à 19.

129/ Joseph Ramos, "Stabilization and Adjustment Policies in the Southern Cone, 1974-1983", CEPAL Review, No 25 (1985), p. 104 à 108.

130/ Donald Horne, The Public Culture: The Triumph of Industrialism (Londres, Pluto Press, 1987), p. 87 à 91.

131/ R.B.J. Walker, "Culture Discourse, Insecurity", in Towards a Just World Peace, publié sous la direction de Saul H. Mendlovitz et R.B.J. Walker (Londres, Butterworths 1987), p. 176 à 178.

/...

132/ Robert A. Hinde, "Trust, Co-operation, Commitment and International Relationships", Current Research on Peace and Violence, vol. 10, Nos 2 et 3 (1987) p. 83 à 90. Voir aussi Walker, op. cit., p. 184 à 187.

133/ Le rôle des médias est examiné de façon plus approfondie par Tapio Varis et al. dans Peace and Communication (San José, Editorial Universidad para la Paz, 1985).

134/ E. Burgov, "Economic Burden of Militarization", in Ways to Security, Conseil scientifique de recherches sur la paix et la sécurité (Moscou, Editions Nauka 1986) p. 65.

135/ Inga Thorsson, "In Pursuit of Disarmament, Conversion from Military to Civilian Production in Sweden", Vol. 1A : Background Facts and Analysis (Stockholm, Liber, 1984), p. 222 et 223. Pour une analyse détaillée, voir S. Nadel "Sotsialno-ekonomicheskaya apologia gonki vooruzheniya i deistvitelnost", Mirovaya ekonomika i mezhdunarodnie otnosheniya, No 2 (1987), p. 41 à 51.

136/ A/CONF.130/PC/INF/15, p. 7 et 8; et Inga Thorsson, op. cit., 1984 p. 292 et 293. Voir aussi Seymour Melman, "Problems of Conversion from Military to Civilian Economy", Bulletin of Peace Proposals, vol. 16, No 1 (1985) p. 15 à 18.

137/ R. Faramazyan, Disarmament and Economy (Moscou, Editions du Progrès, 1978), p. 118 à 121.

138/ Voir, par exemple, "Economic Adjustment/Conversion", rapport établi par le Comité présidentiel pour l'ajustement économique (Washington, le Pentagone, 1985).

139/ Seymour Melman, op. cit., p. 18 et 19; et A/CONF.130/PC/INF/15, p. 12 à 14.

140/ Inga Thorsson, op. cit.; et Nils Petter Gleditsch, Olav Bjerkholt, Adne Cappelan et Knut Moun, "The Economic Effects of Conversion: A Case Study of Norway", in Militarization and Arms Production, publié sous la direction de Helena Tuomi et Raimo Väyrynen (Londres, Groom Helm, 1983), p. 225 à 258. Pour une analyse des efforts de reconversion en Europe occidentale, voir Institut syndical européen, "Disarmament and the Conversion of Arms Industries to Civilian Production", in Disarmament and World Development (2e ed.), publié sous la direction de Mac Graham, Richard Jally et Chris Smith (New York, Pergamon Press, 1986), p. 205 à 224.

141/ Voir Klaus Engelhardt, "La reconversion de la recherche et de la mise au point militaires : réalisme ou vue de l'esprit?", Revue internationale du Travail vol. 124, No 2 (1985), p. 181 à 192.

142/ Voir A/40/553, Etude sur les conceptions de la sécurité (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IX.1) où différentes notions de la sécurité sont abordées. L'étude contient en outre un examen détaillé de différents niveaux et différentes dimensions et doctrines de la sécurité.

143/ A/37/386, par. 131.

144/ Hugh G. Mosley, *The Arms Race: Economic and Social Consequences* (Lexington, Mass., Lexington Books, 1985), p. 135 à 143.

145/ Ruth Leger Sivard, *World Military and Social Expenditures, 1987-1988* (Washington, D.C., World Priorities, Inc. 1987).

146/ Citation extraite d'une déclaration de Mme Lisbeth Palme de la délégation suédoise à la réunion du Conseil d'administration de l'UNICEF (avril 1988).

147/ Voir par exemple, Robert W. DeGrasse, *Military Expansion, Economic Decline* (New York, Council on Economic Priorities, 1983). L'incidence néfaste des dépenses militaires sur l'industrie de la machine-outil dans une société industrielle avancée, a été examinée par Anthony DiFilippo dans *Military Spending and Industrial Decline: A Study of the American Machine Tool Industry* (Westport, Conn., Greenwood Press, 1986).

148/ Ce problème est étudié par Lee D. Olvey, James R. Golden et Robert C. Kelly dans *The Economics of National Security* (Wayne, N.J., Avery Publishing Group, 1984), p. 340 à 348.

149/ Robert Gilpin, *War and Change in the International System* (Cambridge, Cambridge University Press, 1981).

150/ A/37/386, par. 113 à 125.

151/ Les problèmes de sécurité régionale ont été examinés dans le rapport de 1982, par. 126 à 131, et dans *Sécurité collective : rapport de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité* (Londres, Pan Books, 1982), p. 129 à 134.

152/ "Désarmement et développement", *Déclaration du Groupe de personnalités éminentes dans le domaine du désarmement et du développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IX.5), par. 28 b).

153/ Pour un plaidoyer en faveur d'une définition globale de la sécurité, voir Richard Ullman, "Redefining Security", *International Security*, vol. 8, No 1 (1983), p. 129 à 153.

154/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8), par. 14.

155/ Résolution S-10/2 de l'Assemblée générale.

156/ *Déclaration commune du groupe de personnalités éminentes dans le domaine du désarmement et du développement* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IX.5), par. 28 e).

157/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8, par. 35 c) ix) e).

158/ *Ibid.*, par. 35 c) ix) c).